LA VIE
NTELLECTUELLE

V. I. : Nous sommes tous des hérétiques.
J. LECLERCQ : Y a-t-il des hérésies morales ?
J. BOANERGE : Le général Péron et l'Amérique du Sud.
J. M. DE AZAOLA : Miguel de Unamuno et l'Existentialisme.
P. RONDOT : Forces nouvelles en Orient.
P. BUTTIN : Sagesse et violence au Maroc.
A. GREGOIRE : Réformes agraires en Allemagne orientale.

LES SIGNES DU TEMPS

Sagesse et violence au Maroc.
Paradoxes occidentaux et conflits asiatiques.
La crise des institutions internationales.
Les choix du président Eisenhower.
La chasse aux sorcières.
Le procès de Prague et le Moyen-Orient.
Vérités sarroises.
Elections partielles.
Le code du travail d'outre-mer.
Azimuts.

LETTRES — ARTS — THEATRE CINEMA

DOCUMENT : Le prolétariat marocain

THEOLOGICAL UNION LIBRARY

REVUE MENSUELLE

JANVIER 1953

LES ÉDITIONS DU CERF - PARIS

V. 2111
1953

SOMMAIRE

V. I.	: **Nous sommes tous des hérétiques.**	1
J. LECLERCQ	: **Y a-t-il des hérésies morales ?**	4
J. BOANERGE	: **Le général Peron et l'Amérique du Sud**	15
J. M. DE AZAOLA	: **Miguel de Unamuno et l'Existentialisme**	31
P. RONDOT	: **Forces nouvelles en Orient**.....	50
P. BUTTIN	: **Sagesse et violence au Maroc**.....	56
A. GRÉGOIRE	: **Réformes agraires en Allemagne orientale**	64

LES SIGNES DU TEMPS

Paradoxes occidentaux et conflits asiatiques (J. Betoncourt).. 72
La crise des institutions internationales (H. Muller) 74
Le choix du président Eisenhower (A. Viatte) 78
La chasse aux sorcières (J. Mercier) 80
Le procès de Prague et le Moyen-Orient (J. Nantet) 82
Vérités sarroises (A. Frisch) 85
Élections partielles (H. Muller) 88
Le code du travail d'outre-mer (P. Albin-Martel) 90
Le chanceux et les paltoquets (M. Chavardès) 91
Azimuts (A.-Z. Serrand) 94

Portrait : Apollinaire en pied (M. Chavardès) 102

CHRONIQUES

D'une saison à l'autre (R. Vrinat) 105
Le congrès de philosophie de Strasbourg (P. Colin) 109
Essais et poésie (M. Chavardès et G. Venaissin) 114
Faits littéraires (G. Venaissin) 119
Le théâtre (H. Gouhier) 121
Le cinéma : *Limelight* (J.-L. Tallenay) 124

DOCUMENT

Le prolétariat marocain (C.I.C.) 131

La Vie Intellectuelle

INGT - QUATRIÈME ANNÉE. — JANVIER 1953

Nous sommes tous des hérétiques

« Nous sommes tous des hérétiques. » Affirmation déconcertante. L'hérétique, selon saint Thomas, est celui qui choisit pour son adhésion au Christ « non point ce qui est vraiment de la tradition du Christ, mais ce que son propre esprit lui suggère ». Comment un chrétien qui accepte docilement toutes les décisions de l'Église pourrait-il être un hérétique ?

Mais la préférence donnée aux pensées propres sur la tradition du Christ peut s'insérer de deux façons : explicitement et sur le détail — implicitement et sur l'ensemble ; or cette dernière façon d'être hérétique est peut-être la plus grave. On est hérétique explicitement et sur un point particulier si l'on rejette un dogme défini par l'Église, par exemple maintenant le dogme de l'Assomption tel que l'Église l'a défini par la voix de Pie XII le 1er novembre 1950. Mais on peut accepter le dogme de l'Assomption et tous ceux que l'Église a définis auparavant et cependant maintenir, à travers l'adhésion de foi, une façon de voir propre et opposée à la tradition de l'Église. On reste chrétien à sa guise : on arrange les dogmes selon son esprit et à son gré ; on accepte apparemment les enseignements orthodoxes, mais on leur refuse la rencontre vivante qui permet à l'âme d'aller droit à la Vérité de Dieu, parce qu'une telle marche est

gênante et que l'on préfère ses propres avantages. L'orthodoxie est apparemment respectée, mais elle est détournée du but qu'elle se propose. L'hérétique de cette espèce refuse de perdre son âme et préfère son propre amour à l'amour de Jésus-Christ et, par lui, de l'humanité. Telle est l'hérésie morale dénoncée opportunément ci-après par le chanoine Leclercq.

Oui, il est opportun de montrer aux chrétiens, fidèles au détail des enseignements de l'Église mais refusant le don total au Sauveur et à l'humanité pour laquelle Il est mort, que leur charité n'est pas seule blessée, mais aussi et premièrement leur foi.

Ainsi la participation à l'œuvre de salut et les engagements sociaux qui en découlent seront-ils pris davantage au sérieux. De manquer à la charité on se console aisément. Ne faut-il pas être saint et parfait pour n'y manquer en rien? On ne prétend qu'à être un « pécheur de l'espèce ordinaire », comme disait Péguy. Mais ce langage apaisant est illusoire, car on ne peut se dire authentiquement croyant si l'on tourne à son dessein propre, à son avantage propre un respect purement verbal de l'enseignement de l'Église. « Si quelqu'un ne prend pas soin des siens, il a renié la foi*; il est pire qu'un infidèle », écrivait Paul à Timothée* (I, ch. v, v. 16). *Ce n'est plus le refus d'un dogme particulier comme celui de la résurrection des morts rappelé avec tant de force aux Corinthiens, mais le comportement à l'égard d'autrui qui lui fait dénoncer la perte de la foi.*

Notre activité, notre action, notre volonté, toute notre attitude d'âme sont signes de notre foi, car elles doivent être réglées par la Vérité de Jésus-Christ, c'est-à-dire par la Foi. La sincérité et la bonne intention n'y suffisent pas, il y faut la Vérité que Jésus-Christ a enseignée

et qui est présente par la Foi. L'Église l'entend bien ainsi, qui prétend dans son enseignement moral ne pas seulement donner des règles à notre conduite, mais tout d'abord un enseignement à notre foi. A l'égard du destin de l'humanité, la volonté risque d'être fautive, non point seulement par manque d'élan et de ténacité, mais en raison de déviations, par excès ou par défaut, qui ont leur source dans une méconnaissance de la Vérité. Les « orthodoxies » modernes, tel le stalinisme, l'ont bien compris qui veillent à maintenir chez leurs partisans la « vérité historique » de leur réalité (au sens stalinien). Il y a mieux à faire que de rire lorsque Staline rappelle, en la scolastique qui lui est propre, « le caractère objectif des lois économiques ». Il vaudrait mieux reconnaître que la fidélité « idéologique » est condition de toute fidélité.

Encore une fois, nul rappel n'est plus opportun. La grandeur du temps présent, pour le chrétien, est qu'il l'oblige à s'interroger sur le tout de la foi, ce tout qui prend le cœur en même temps que l'intelligence.

Dans cette croissance de l'humanité la question est posée si l'homme doit se sauver lui-même ou si l'unique sauveur est le Fils, créateur de l'univers, mort sur la Croix. Mais pour attester que « Jésus-Christ est toujours le même : hier, aujourd'hui, éternellement » (Hébr., III, 8), *un vrai fils de l'Église doit tenir fermement non seulement le détail des vérités que l'Église a été amenée à définir pour répondre aux dangers qui menaçaient hier la foi, mais il doit tenir également à la foi en sa plénitude dont les richesses ne cesseront de se manifester face aux dangers nouveaux qui la menaceront demain.*

V. I.

Y A-T-IL DES HÉRÉSIES MORALES?

Messe de onze heures dans une paroisse « chic ». Le prédicateur commente l'évangile : « Il est bien difficile à un riche d'entrer dans le royaume des cieux. » Les fidèles engoncés dans des vêtements de bonne coupe, pardessus d'un beau drap et fourrures de prix, écoutent avec une mauvaise humeur visible. En sortant de l'église, M. et Mme Dupont de la Clairière échangent leurs impressions. « Ces jeunes abbés sont intolérables ! » Rentré chez lui, M. Dupont de la Clairière écrit à l'archevêché : « Le clergé fait de la politique en chaire... Monseigneur ne pourrait-il les rappeler à l'ordre ? Que le clergé prêche la religion chrétienne ! Le peuple en a bien besoin... »

La religion chrétienne ?

M. Dupont de la Clairière récite fidèlement le *Credo*. Il croit à tous les dogmes de la sainte religion. Il croit à la Sainte Trinité, à la doctrine de la grâce, à la présence réelle, à la sainte Église catholique... Il est fidèle époux, bon père; il ne vole et ne tue pas. Sa fortune, il l'a héritée ou honnêtement gagnée... Il paie son personnel conformément aux usages... qu'est-ce que la religion vient faire dans la distribution des biens ?

L'enseignement doctrinal s'exprime par les dogmes : y a-t-il des dogmes moraux ? « Et moi, je vous dis :

Aimez vos ennemis; priez pour ceux qui vous persécutent... » Personne ne fait cela, hors quelques héros, des saints que tous considèrent comme des exceptions plus admirables qu'imitables...

Faiblesse ? Tous n'en paraissent pas convaincus. Est-ce un *devoir* d'aimer ses ennemis ? Manque-t-on à son *devoir*, lorsqu'on n'aime pas ses ennemis, au même titre et plus gravement peut-être que lorsqu'on manque à la messe du dimanche ?

Les paroles du Sauveur représentent-elles une simple exhortation pieuse ou tracent-elles une *règle* ? Le disciple a-t-il le *devoir* de s'y conformer ?

Mais peut-on appliquer à ces cas la notion d'hérésie ?

Distinguons la *doctrine* morale et la *pratique* morale. Nous sommes tous faibles et il nous arrive à tous de violer certains préceptes. Pas question d'hérésie à ce propos; l'hérésie est intellectuelle.

Mais il arrive aussi qu'un chrétien refuse *d'accepter* un enseignement du Christ... On doit aimer ses ennemis, oui, mais « gare à lui, s'il me tombe sous la main... » Les hommes sont frères; oui, mais nous sommes de la race supérieure et on n'est pas tenu de traiter en égaux ceux de la race inférieure... On n'accepte pas la règle de la fraternité; on ne se borne pas à la violer par faiblesse; on ne *l'accepte* pas; l'esprit la repousse. Mais si l'hérésie est refus d'accepter une doctrine chrétienne, ceci n'est-il pas une hérésie ?

Deux exemples éclatants ont été donnés de notre temps par l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église et de la doctrine internationale. Si les papes ont cru devoir intervenir, ce n'est pas qu'il y eût une doctrine neuve à enseigner, mais c'est que les chrétiens, du moins beaucoup d'entre eux et les plus notables, avaient

l'esprit corrompu et ne voyaient plus ce que la doctrine chrétienne comporte. Mais on sait que l'enseignement des papes n'a pas été accepté. Ceux qui y ont conformé, je ne dis pas leur conduite, mais leur esprit, n'ont été et ne sont encore qu'un petit nombre. La plupart y sont restés indifférents, ont continué à prendre attitude sans tenir compte de l'enseignement. Ils ne protestent pas contre les papes, mais traitent leur enseignement par prétérition, ou isolent quelques textes pour les interpréter dans un sens opposé à celui qu'ils ont. Et lorsqu'un simple prêtre se fait l'écho de la parole pontificale, ils l'accusent de ne pas enseigner la doctrine chrétienne...

On se rappelle la parole découragée de Pie XI dans son *Allocution* de Noël 1931, où il dit qu'il ne parlera pas de la paix parce que « de cette parole même (du Souverain Pontife) on a fait un tel abus que c'est à croire que la preuve est faite de l'impossibilité d'aborder ce chapitre sans donner prise aux interprétations les plus contraires et les plus absurdes... Les hommes n'entendent pas ou ne sont pas disposés à entendre ».

Mais il s'agit bien ici d'adhésion de l'esprit, non de faiblesse de volonté.

Certaines déviations morales ont parfois été condamnées, par exemple, au moyen âge, les déviations sexuelles de certaines sectes, plus tard certaines déviations au sujet de l'homicide, ou les déviations quiétistes du XVII[e] siècle; mais les grandes hérésies qui ont occupé le devant de la scène dans l'histoire de l'Église sont les hérésies dogmatiques, hérésies spéculatives, trinitaires à la fin de l'antiquité, plus tard celles sur la grâce et la présence réelle dans l'Eucharistie, celles sur les sacrements. Ces hérésies ne sont pas sans répercussions pra-

ques, mais elles ne visent pas directement l'action. Une orme d'hérésie intermédiaire se trouve dans celles qui ortent sur l'Église, là où l'hérésie entraîne le schisme.

Mais il faut bien dire que les hérésies qui ont soulevé e grands mouvements dans l'Église sont des contro-erses entre théologiens. Le cas de la Réforme est très et; Luther est un théologien et la Réforme commence ans une faculté de théologie. Ceci soulève certains pro-lèmes.

Si le peuple a été gagné si facilement à la Réforme, 'est-ce pas, en partie, parce qu'il était assez indifférent ux problèmes discutés entre théologiens ? Le peuple est urtout sensible aux répercussions pratiques de la vie hrétienne et les protestants paraissaient souvent plus réoccupés de pureté chrétienne que les catholiques. 'Église définissait la doctrine, anathématisait l'erreur, nais les abus pratiques étaient flagrants et, au début de a crise, on se montrait peu disposé à s'en occuper... La ontre-réforme est venue par la suite, mais le mal était ait et il était trop tard en beaucoup de pays.

Aujourd'hui la psychologie et la sociologie religieuses donnent des voies d'approche auxquelles on ne songeait pas autrefois. Quelle place réelle la doctrine de la grâce tient-elle dans la vie des chrétiens ? Voici une communauté catholique et une communauté protestante : elles professent sur la grâce des doctrines différentes. Mais quelle place ces doctrines tiennent-elles dans la vie des fidèles ? Les connaissent-ils même dans leur précision théologique ? Pour la plupart des fidèles catholiques, la doctrine de la grâce, telle qu'ils la connaissent, ne se réduit-elle pas simplement à croire à une aide de Dieu sur le caractère précis de laquelle on n'a qu'une notion vague ?

Mais alors y a-t-il une différence réelle entre le contenu

de conscience des catholiques et des protestants? Je parle ici de ceux qui ne sont pas théologiens, c'est-à-dire de la masse, en y comprenant la plupart des chrétiens fervents. Ils sont attachés à leur Église par des liens de toute sorte parmi lesquels la tradition du milieu joue un grand rôle... Mais le problème est alors assez différent de celui qu'ont posé les théologiens.

D'ailleurs ceux-ci s'en sont rendu compte. Lorsque les moralistes se demandent quelles sont les conditions minimales de foi explicite, c'est-à-dire le minimum de ce qu'il faut croire de façon consciente, pour qu'on puisse administrer validement les sacrements aux mourants, ils se contentent de fort peu de chose. Le chrétien ordinaire se borne à un acte de confiance dans l'enseignement de l'Église...

Si la plupart des chrétiens admettent qu'il y a trois personnes en Dieu et non deux ou quatre, s'ils admettent que le Christ est réellement présent sous les Saintes Espèces, ce n'est pas parce qu'ils sont parvenus à s'en convaincre par leurs études et leur réflexion, c'est parce que l'Église le leur enseigne et que ces doctrines les laissent indifférents. Il se peut qu'en d'autres temps les esprits se soient passionnés pour ces problèmes, mais, de nos jours, il n'en est pas ainsi. Ces doctrines les laissent indifférents parce qu'ils ne voient pas qu'elles changent quelque chose à leur vie. Mais quand une doctrine touche à la vie, leur esprit de discussion s'éveille.

Or, de nos jours, ce qui touche à la vie, ou ce que les chrétiens voient être en rapport avec la vie, ce sont les doctrines morales, spécialement celles qui se rattachent à la fraternité chrétienne. Et ce qui s'oppose à l'application de ces doctrines, ce n'est pas seulement la faiblesse morale, mais des attitudes de l'esprit.

On est hérétique, lorsqu'on n'admet pas que les hommes sont tous frères; on est hérétique, lorsqu'on n'admet pas qu'on doive aimer ses ennemis; on est hérétique, lorsqu'on estime qu'il faut aimer les richesses et essayer d'en acquérir le plus possible, même si on a le souci de ne pas pécher et d'éviter ainsi l'enfer.

On a toujours pensé que le catholique se définit par une adhésion doctrinale correspondant aux vérités dites dogmatiques, et on a généralement traité la question d'orthodoxie comme si, du moment qu'on admettait l'enseignement dogmatique de l'Église, les déviations morales étaient seulement le fait d'une faiblesse morale. La question qu'on aborde ici est de savoir si les déviations morales ne proviennent pas souvent de déviations intellectuelles ayant, elles aussi, un caractère doctrinal, puisqu'il y a une doctrine morale.

A l'époque de la Réforme, je viens de le dire, une des causes principales du succès de celle-ci a été que, en bien des cas, les protestants étaient d'une valeur morale supérieure aux catholiques; ils s'intitulaient « évangéliques » et ils l'étaient parfois plus que les catholiques. Lorsque Jules II formant une ligue militaire contre Venise, avec l'aide de la France, s'engage à mettre au service de la Ligue toutes ses forces temporelles et *spirituelles*, et jette en conséquence l'interdit sur Venise; qu'ensuite, retournant ses alliances, il engage la lutte contre la France et retourne les armes spirituelles, jetant l'interdit sur la France au service de la cause temporelle qu'il défend, il ne semble pas qu'il ait de doute sur la légitimité de son action... Lorsque les gentilshommes du XVII[e] siècle estiment de leur devoir de se battre en duel, ils ne paraissent pas avoir plus d'hésitation intellectuelle. Et il en est de

même de nos jours dans la question sociale, dans celle de la contraception...

Ignorance invincible, dira-t-on; ils sont de bonne foi; ils subissent l'influence du milieu... Mais n'en est-il pas de même pour bien des ariens du IV^e^ siècle, pour bien des réformés du XVI^e^?

A distance, on a l'impression que les controverses dogmatiques étaient simples; mais lorsqu'on étudie l'histoire de près, qu'on observe les subtilités de l'arianisme, du pélagianisme et du semi-pélagianisme, du baïanisme et du jansénisme, on se rend compte que la question de l'ignorance invincible y tenait autant de place que pour les questions morales. Et on a l'impression qu'on exclut de l'Église bien plus facilement, lorsqu'il s'agit de ces problèmes...

Ici on me dira peut-être que l'Église se montre cependant bien sévère dans la question de la contraception. Sur ce point-là en effet l'Église insiste de nos jours. Mais ce n'est qu'un point entre beaucoup d'autres, car la morale recouvre toute la vie.

Dans ces conditions, me dira-t-on encore, vous allez expulser de l'Église les trois quarts des chrétiens... C'est à peu près ce qu'on a fait au temps de l'arianisme : il y a eu un moment où l'Église catholique ne groupait que fort peu de fidèles. L'Église a montré plus d'une fois qu'en présence de l'hérésie, elle était prête à perdre humainement beaucoup, même presque tout, pour sauvegarder le dépôt.

Mais tandis que l'attention se portait sur les controverses dites dogmatiques, les esprits s'égaraient sur le plan de la règle morale qui est une doctrine aussi.

Revenons à la doctrine sociale de l'Église. Le Pape parle; on ne le contredit pas. Mais qu'un simple prêtre

enseigne sa doctrine, on estime sa parole inopportune. Bien entendu, dit-on, le Pape a raison, mais dans le milieu concret de chez nous, cet enseignement est mal compris et il faut éviter d'exposer au peuple des vérités dont il tirera des conséquences dangereuses... Le peuple, dit-on encore, a l'esprit faussé et, dans les enseignements pontificaux, il ne verra que ce qui peut servir de prétexte à justifier des appétits malsains et des revendications dangereuses...

Comme le simple prêtre, curé ou vicaire, est facilement vulnérable, on tombe sur l'imprudent au nom de l'opportunité et d'une intelligence exacte de l'enseignement pontifical... Ce qu'on appelle intelligence exacte est une interprétation qui réduit les paroles pontificales à n'être que des propos théoriques qui ne s'appliquent jamais... Si un évêque reprend l'enseignement pontifical, on use de plus de précautions; on ne le contredit pas publiquement; mais on exprime le regret qu'il soit si peu en contact avec les réalités de la vie... S'il savait l'usage qu'on fait de ses paroles, il serait plus prudent !... On cherche ainsi à étouffer la parole de Dieu, parce qu'on l'accepte seulement dans la mesure où elle n'entraîne aucune conséquence pratique.

Pour s'associer à la pensée pontificale, il faut d'abord entrer dans l'esprit de l'Évangile auquel les Souverains Pontifes font écho. Lorsque les papes prennent position au sujet d'une réalisation pratique, cette position est d'habitude pleine de nuances, au point d'être parfois énigmatique pour qui ignore l'Évangile ou n'en tient aucun compte. Or telle est l'attitude de beaucoup de chrétiens : ils ont, sur un certain nombre de points, des vues très arrêtées qui ne se raccordent d'aucune manière à l'Évangile et s'inspirent de préoccupations opposées; et s'ils trouvent un texte pontifical qui, pris isolément

peut leur servir, ils l'exploitent aussitôt, — ce qu'ils font d'ailleurs aussi, le cas échéant, pour l'Évangile lui-même. Et on s'explique par là les paroles désabusées de Pie XI qu'on a lues ci-dessus.

« Je vous donne un commandement nouveau : celui de vous aimer les uns les autres comme je vous ai aimés. » Voilà qui est clair : il s'agit d'un commandement, non d'une exhortation ou d'un conseil. La façon dont le Christ nous a aimés est bien connue : nous devons nous aimer les uns les autres *comme* il nous a aimés, de cette façon-là, pas autrement. Osera-t-on dire qu'on ne se trouve pas ici en présence d'un dogme ?

Or, dans le monde actuel, ce dont l'Église souffre le plus, c'est que la masse de l'humanité ne *voit* pas qu'elle soit aimée de l'Église *comme* le Christ nous a aimés. Car l'Église, ce sont les chrétiens, et pour que l'humanité *voie* qu'elle est aimée ainsi, il faut qu'elle voie que les chrétiens l'aiment ainsi. Il est bien clair qu'elle ne le voit pas.

Il est vrai que l'Église, en prenant le mot au sens d'autorité ecclésiastique, enseigne qu'il doit en être ainsi; il est vrai aussi qu'on relève dans l'Église beaucoup de manifestations de charité qui correspondent à la parole du Christ et que les plus hautes autorités de l'Église interviennent souvent pour la défendre contre des imputations calomnieuses. Les autorités religieuses et la presse catholique mettent grand soin a épingler les manifestations de la charité chrétienne et on ne peut, certes, les en blâmer...

Mais il n'en reste pas moins vrai que les Dupont de la Clairière qui ont fourni notre entrée en matière restent nombreux et importants, qu'on les voit un peu partout se présenter comme les catholiques modèles. Ils sont

nfluents dans l'Église, parce que beaucoup des entre-rises de l'Église dépendent d'eux et ils imposent paisi-lement leurs vues comme la règle de l'orthodoxie orale.

Je dis bien : règle d'*orthodoxie*, car il s'agit de doc-ine, non simplement de pratique.

Le catholique, tel que la plupart le conçoivent, se aractérise par la pratique religieuse : il va à la messe, fait maigre le vendredi; il ne se caractérise pas par la narité. Mais ceci est pratique; posons plutôt la question u point de vue doctrinal : le catholique est donc celui ui *croit* qu'il faut aller à la messe et qu'il faut faire aigre le vendredi, qui se reconnaît en faute s'il ne le it pas; il n'est pas celui qui *croit* qu'il faut aimer son rochain *comme* le Christ nous a aimés et qui se recon-ît en faute s'il n'aime pas *de cette manière*.

Y a-t-il donc des hérésies morales ? Oui, et elles sont raves, car elles empêchent le monde de percevoir le enfait de l'orthodoxie doctrinale. L'orthodoxie doctri-le est centrée sur le Christ; elle a pour but de main-nir une vue exacte du sens de la Rédemption : de la ctrine de la Trinité à celle de la grâce, de l'Église, des crements qui sont instruments de la grâce, toute la ctrine a pour but d'arriver à déterminer ce qu'est le rist, comment on s'unit à lui et quelles sont les condi-ns requises pour être son disciple. Mais il s'agit suite de l'être efficacement. Et si la conviction de vie s chrétiens s'inspire d'autres sources que la prédica-n du Christ, l'attachement aux vérités fondamentales vient comme une eau vivifiante qui passe dans des vaux bouchés à l'endroit où cette eau devrait couler ur produire ses effets purificateurs...

Les vérités qu'on appelle d'habitude dogmatiques sont

bien fondamentales, mais à quoi servent des fondements si on ne construit pas dessus? « Quiconque entend les paroles que je dis et les met en pratique sera semblable à celui qui a bâti sa maison sur le roc... » Le roc, c'est le fondement et ce sont les doctrines fondamentales; mais on ne loge pas le genre humain sur le roc; on le loge dans la maison qu'on bâtit sur le roc. C'est la doctrine morale qui fait les plans de la maison et c'est la pratique morale qui construit la maison; mais pour construire la maison, il faut d'abord savoir ce qu'on veut construire. Limiter l'orthodoxie à la doctrine fondamentale, c'est dire au genre humain qui campe sous la tempête : « Venez ici vous camperez sur le rocher et ne risquerez pas d'être emporté par les sables. » Il n'en sera pas moins noyé par l'ouragan.

Le christianisme forme un tout; il faut tout en accepter. Dans la prédication du Sauveur tout converge vers le « comme je vous ai aimés ». On ne peut couper la plante de sa racine, mais la racine n'est pas la plante, et, si le royaume de Dieu est l'arbre qui sort de la graine, encore faut-il qu'il en sorte...

JACQUES LECLERCQ.

En contribution à la « Semaine de l'unité », nous annonçons la publication dans notre prochain numéro d'un article d'Y. Congar : Du nouveau sur la question de Pierre? Le saint Pierre de M. O. Cullmann.

LE GÉNÉRAL PERON ET L'AMÉRIQUE DU SUD

La position du général Peron dans le monde est unique : l'Argentine n'est pas le seul pays que gouverne un dictateur, mais elle est le seul dont le gouvernement affirme ouvertement des répugnances aussi nettes envers le communisme soviétique et le capitalisme américain [1]. A en croire les discours et les déclarations officielles, le gouvernement argentin réaliserait la véritable « Troisième Force internationale »; son aversion pour les États-Unis n'est pas moindre que celle qu'il nourrit à l'égard de l'U.R.S.S. Dans cette attitude il n'entrerait ni préférences ni tergiversations; la condamnation des deux régimes est sans appel. L'Argentine ne saurait, sans perdre son âme, accepter la moindre collusion avec l'un d'entre eux.

En dépit de telles affirmations, le gouvernement argentin a, dans le passé, essayé d'obtenir une aide économique des États-Unis : en 1946, Edward Miller, sous-secrétaire d'État américain, a d'ailleurs fait ouvrir à l'Argentine un crédit de 125.000.000 de dollars. Mais

1. Ces pages ont été rédigées voici plus de six mois. Diverses raisons ont empêché de les publier plus tôt; mais elles ne semblent pas avoir perdu de leur actualité. Lorsque cela sera nécessaire, une note en bas de page fera le point de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui.

l'affaire de *La Prensa* fit tant de bruit et indigna tellement l'opinion américaine qu'en 1951 une nouvelle ouverture de crédits était pratiquement impossible. Malgré de sérieuses difficultés économiques, Peron ne semble d'ailleurs pas avoir recherché alors une nouvelle aide américaine : il n'accorda aucun entretien privé à E. Miller lorsque celui-ci se rendit à Buenos-Aires au début de mars 1951, et le ton antiaméricain de la presse ne se modifia en rien pendant la visite du sous-secrétaire d'État. Les États-Unis négocient ou ont conclu aujourd'hui des accords d'aide militaire avec plusieurs pays d'Amérique latine, mais non avec l'Argentine. Les relations entre les deux gouvernements deviennent chaque jour plus froides, voire nettement hostiles.

Cependant l'Argentine n'entend pas être une Troisième Force désarmée. Bien qu'elle ne reçoive pas d'aide américaine, elle dépense des sommes considérables pour son armée. De la conjonction de ces deux traits résulte l'originalité de l'Argentine : elle est le seul pays qui refuse d'adhérer, sous quelque forme que ce soit, au « bloc » soviétique ou au « bloc » occidental et qui, pourtant, ne relâche pas son effort militaire, malgré une situation économique qui frise la catastrophe.

Il faut bien se demander ce que ces données signifient. Peron aime-t-il les uniformes, comme les journalistes l'affirment ? Ou bien, le gouvernement argentin nourrit-il des projets pour lesquels une puissante force armée lui est indispensable ? L'attitude du général Peron paraîtra d'autant plus étrange que l'on évoquera les troubles de l'été 1950 : sa popularité auprès des masses était, jusqu'à ces derniers mois, intacte et elle ne paraît pas sérieusement ébranlée par l'annonce des restrictions dont nous parlerons bientôt [2] ; l'opposition se recrute parmi la bourgeoisie et l'armée. Comme on l'a vu en

ût 1950, l'armée représente un sérieux péril pour le
gime; parmi les quelques centaines de personnes arrê-
s en février dernier figure un nombre important d'of-
iers de l'armée et de la marine. Peron entretient ainsi,
à grands frais, une force qui a failli déterminer sa
ute et qui peut encore occasionner sa ruine. C'est donc
'il a besoin de cette armée pour des réalisations plus
stes dont l'enjeu vaut qu'il risque son pouvoir et sa vie.
Une autre caractéristique de la situation en Argentine
: la politique économique suivie par le gouvernement.
lui-ci oriente vers l'industrie une partie toujours plus
portante de la population et multiplie le nombre des
ıblissements industriels. On a souvent dit que cette
uation était née de la guerre : l'Argentine ne pouvant
ıs se procurer de produits manufacturés en Europe,
pouvant, par ailleurs, satisfaire à ses besoins auprès
s États-Unis engagés dans le conflit, aurait cherché à
pourvoir par elle-même. En réalité, dès avant la
erre, le mouvement était amorcé; la conflagration
ndiale et la politique Peron l'ont beaucoup amélioré.
Du fait qu'elle détourne la population active de l'éle-
ge, cette politique économique se révèle très dange-
ıse. Avant et encore immédiatement après la guerre,
ırgentine était un pays riche, possédant une monnaie
te, bien pourvu en devises étrangères obtenues par
s exportations de viande et de laine. Aujourd'hui le
so argentin est difficilement accepté par les changeurs;
Brésiliens du Sud vont passer des vacances en Argen-
e, à peu près comme les Français du Midi vont faire
s emplettes en Espagne. La production de viande a

. Le décès d'Evita a renforcé le prestige du péronisme, bien
'il ait fait apparaître certaines divisions en son sein. Evita morte
ıt servir le général Peron autant, sinon plus, qu'Evita vivante.

tellement baissé que, pour remplir les obligations découlant de ses accords commerciaux avec la Grande-Bretagne, le gouvernement a été obligé de décréter un, puis deux jours sans viande. Le coût de la vie augmente sans cesse. Bien que Peron ait annoncé un relèvement des salaires, il a cependant précisé que tous les avantages obtenus sur ce point depuis 1949 seraient inclus dans le réajustement annoncé le 18 février.

L'industrialisation du pays a donc produit de mauvais fruits; il eût été plus sain de maintenir l'économie argentine sur la base de l'élevage. Tout, d'ailleurs, laissait prévoir les résultats néfastes obtenus par cette politique : l'Argentine manque de charbon et celui qu'elle possède est de qualité fort médiocre; les possibilités d'électrification sont des plus réduites; l'approvisionnement en métaux dépend, malgré les progrès réalisés, des importations et de la récupération. Rien n'invite l'économie argentine à développer ses industries dans les proportions et avec la rapidité voulues par le gouvernement; tout la pousserait plutôt à conserver les formes traditionnelles qui lui ont valu la prospérité.

Ici encore la question se pose de savoir pourquoi le général Peron et son gouvernement ont choisi cette politique. Une réponse vient naturellement à l'esprit : pour asseoir et maintenir une dictature de type fasciste, l'existence d'un prolétariat industriel et urbain est nécessaire. La survivance du régime en dépend. Mais l'explication ne paraît pas suffisante : déjà avant la guerre, près de cinqunte pour cent de la population active était employée dans l'industrie. Était-il vraiment nécessaire, pour maintenir le régime, d'accroître encore sensiblement cette proportion ? Ou bien, ici encore, Peron nourrirait-il des projets plus vastes pour lesquels il pourrait avoir besoin d'une industrie et de masses dont les ins-

tincts agressifs seraient excités par la misère? Lui serait-il nécessaire, pour réaliser ses desseins, de créer en Amérique du Sud un grave déséquilibre économique qui aurait inévitablement des répercussions politiques en cette partie du monde?

Si l'on rapproche l'une de l'autre les deux contradictions de la politique argentine — entretien d'une armée qui menace le régime, bien que le dictateur soit un militaire; poursuite systématique d'une industrialisation ruineuse — on sera porté à penser que d'aussi graves et flagrantes contradictions doivent avoir leur raison d'être et qu'elles pourraient se résoudre par la création d'un nouvel ordre des choses en Amérique latine. Cet ordre des choses constituerait le but ultime et le moteur de la politique du général Peron.

A diverses reprises, le général Peron s'est fait l'avocat de l'unité de l'Amérique latine. Ses déclarations sur ce point sont à la fois claires et discrètes : claires, en ce sens qu'elles s'efforcent de susciter le désir de l'unité chez les peuples de l'Amérique du Sud; discrètes, parce qu'elles se gardent de souligner le rôle qui reviendrait à l'Argentine lorsque l'Amérique du Sud serait unifiée. L'article publié le 24 janvier dernier par Descartes (pseudonyme de Peron) dans *Democracia* est typique à cet égard : l'auteur part du projet de loi présenté à la Chambre américaine des Représentants par le député républicain P. Sheehan (Illinois) et suggérant la création d'une commission chargée d'examiner la possibilité de réunir le Canada aux États-Unis. « Cette proposition, écrit Descartes, montre à l'évidence quel danger menace les nations américaines : l'impérialisme des États-Unis est avide de mettre la main sur leurs vastes territoires et sur leurs matières premières. Mais si une unité réalisée sous la houlette des États-Unis représente une catas-

trophe, au contraire une union latino-américaine serait un immense bienfait pour l'Amérique du Sud et pour le monde. La troisième guerre mondiale, poursuit-il, est d'ores et déjà un fait; elle sera longue et dure; elle consistera moins en une série d'opérations militaires qu'en un épuisement progressif de l'ancien monde, des États-Unis et de l'Union soviétique. L'Amérique du Sud représentera alors le seul espoir pour les peuples, « innocentes victimes de la folie de leurs gouvernants », qui chercheront une vie meilleure. Si l'Amérique du Sud s'unit, utilisant le temps et ses ressources naturelles en vue de bâtir une économie prospère, inspirée par les préoccupations sociales et l'amour de la liberté, elle offrira au monde épuisé le dernier rempart contre la misère et la seule possibilité d'éviter le retour de la barbarie. L'Amérique du Sud a donc une mission historique; pour être à la hauteur de cette mission, elle doit s'unir. »

Il n'est pas difficile d'apercevoir comment, à cette propagande d'ordre idéologique, orchestrée par les ambassades et consulats argentins en Amérique du Sud, s'ajoute une action politique tendant à faire de l'Argentine le centre d'un nouvel empire latin.

Pour l'ensemble de l'Amérique du Sud, Peron a réussi à former en février dernier une nouvelle confédération latino-américaine du travail qui a pris pour nom : *Comité de Unidad Sindical Latinoamericana.* Trois centrales syndicales se partagent l'Amérique du Sud : l'O.R.I.T. (Organisation Regionale Interaméricaine des Travailleurs), affiliée à la Confédération des Syndicats Libres, le C.T.A.L. (Confédération des Travailleurs de l'Amérique Latine) dirigée par le mexicain Toledano, qui est un marxiste mais affirme n'être pas communiste, et le comité qui s'est formé récemment. Au cours de la conférence qui se tint à Asuncion (Paraguay), José Espejo,

chef de la délégation argentine et secrétaire général des syndicats argentins, a pris soin de souligner que son pays n'entendait point prendre la tête du nouveau mouvement syndical, mais participer à son action comme tous les autres membres. Qu'il ait jugé utile de faire une pareille déclaration est déjà significatif; les motions adoptées, le thème des discours et des résolutions, portent nettement la marque de la propagande péroniste. Il est peu douteux que le nouveau mouvement syndical aille s'efforcer de gagner les masses populaires à l'idée d'une unité de l'Amérique latine qui se réaliserait en opposition à l' « impérialisme » des États-Unis et pour libérer définitivement les peuples qui « ploient sous son joug ». Sous couleur de combattre le capitalisme impérialiste, le nouveau mouvement syndical, manifestement dirigé de Buenos-Aires, tend à unifier l'Amérique latine autour de l'Argentine. Il est déjà très actif au Brésil, au Chili, en Bolivie, au Paraguay et en Uruguay; il compte des sympathisants à l'Équateur, au Pérou, en Colombie, au Guatémala, au Honduras, au Nicaragua et à Costa-Rica.

Dans les divers pays de l'Amérique du Sud :

Uruguay. Les Européens ont encore l'habitude de considérer l'Uruguay comme un pays prospère et tranquille. Si le niveau de vie y est assez élevé et, en tout cas, nettement supérieur à la moyenne de l'Amérique latine, l'Uruguay a cependant souffert d'une montée des prix, et le mécontentement des classes laborieuses s'est traduit par de nombreuses grèves, organisées par un mouvement syndical toujours plus puissant. Du même coup, l'opposition à la politique pro-américaine du gouvernement s'est affirmée : non seulement les ouvriers, mais aussi les étudiants, protestent contre ce qu'ils appel-

lent la mainmise économique et politique des États-Unis. Ces protestations se sont faites violentes lorsqu'il fut question d'envoyer des troupes en Corée.

De cette situation communistes et péronistes peuvent profiter. Mais l'influence des premiers, si elle n'est pas en déclin, ne suit pas l'ascension rapide de la prise de conscience nationale et ouvrière. Jadis les communistes contrôlaient le mouvement ouvrier; ils en ont aujourd'hui perdu le monopole. Bien que la presse ne soit pas favorable à Peron, c'est cependant le dictateur argentin qui profite de l'agitation que connaît aujourd'hui l'Uruguay. Son prestige grandit auprès des masses dans la mesure où son nom est lié à une politique ouvriériste et à l'opposition vis-à-vis des États-Unis.

Enfin, la réforme constitutionnelle intervenue récemment a remplacé le poste de président de la République par l'institution d'un conseil exécutif. Rien ne pouvait mieux satisfaire les visées de Peron qui va s'efforcer d'y faire entrer ses partisans. Ceux-ci pourraient se rendre maîtres du Conseil, soit qu'ils y obtiennent la majorité, soit qu'ils y jouent le rôle d'arbitre. L'une et l'autre hypothèses sont possibles : en effet, l'axe des problèmes politiques se déplace en Uruguay; la lutte entre les partis traditionnels n'intéresse plus le corps électoral au sein duquel les abstentionnistes sont nombreux (65 % lors du vote pour la ratification de la réforme constitutionnelle). Ceux-ci retourneront aux urnes lorsque les élections se feront autour des problèmes sociaux et économiques. Alors, ou bien un parti inspiré par Peron rassemblera autour de lui la grande masse des abstentionnistes et dominera la politique du pays; ou bien cette masse se divisera entre communistes et péronistes. Ces derniers deviendront donc les arbitres entre les anciens partis conservateurs et la gauche communiste.

De toute manière, il faut prévoir que la propagande péroniste, utilisant les amertumes uruguayennes à l'endroit des U.S.A. et les « réalisations sociales » du gouvernement argentin, va gagner du terrain en Uruguay. Du même coup, l'idée d'une unité de l'Amérique latine progressera. Et si l'on se souvient que l'Uruguay est né comme État-tampon de l'arbitrage brasilo-argentin de 1828, on comprendra que Peron pourrait un jour présenter des revendications sur l'Uruguay. Ces revendications seraient soutenues au sein même du pays par une espèce de cinquième colonne, du type connu en Europe.

Paraguay. C'est à Asuncion, capitale du Paraguay, que s'est tenue l'Assemblée constituante du *Comité de Unidad Sindical Latinamericana*. Ce fait en dit long. Par ailleurs, l'activité que déploient en ce pays les services argentins est particulièrement intense. On pourrait, sans exagérer trop, affirmer que le Paraguay est nettement dominé par l'Argentine.

La population qui compte 93 % d'Indiens ou de Métis est peu évoluée politiquement et culturellement. Rassemblée au long du Rio Paraguay, elle s'adonne à un élevage florissant, et les têtes de bétail sont quatre à cinq fois plus nombreuses que la population. Ces dernières années ont amené un développement si intense de l'industrie des conserves que l'élevage national est devenu insuffisant et que l'économie du pays dépend maintenant des importations de viande en provenance de l'Argentine. C'est donc un jeu pour Peron, peu embarrassé pour écouler les produits de son élevage (on a vu les restrictions qu'il a dû imposer à sa population), de faire auprès du Paraguay une politique de chantage.

Le pays est surtout orienté vers l'Argentine et gravite dans son orbite (il exporte vers l'Angleterre). Bien que

les U.S.A. y aient peu d'influence, la propagande péroniste entretient l'idée que les États-Unis sont responsables des maux sociaux et poursuivent des buts impérialistes au Paraguay. Le jour où Peron mettrait à exécution ses projets d'union latino-américaine, il ne rencontrerait aucune résistance à Asuncion.

Bolivie. Peut-être n'y a-t-il point de pays au monde qui puisse aussi facilement que la Bolivie être dominé par l'étranger. Privée d'accès à la mer depuis sa guerre contre le Chili (1883), dépourvue de bonnes routes et de bons chemins de fer, la Bolivie se trouve devant un terrible problème de transports. Elle possède des richesses minières considérables, spécialement en étain, dont elle tire peu de profit à cause des dépenses occasionnées par ses transports défectueux. Aussi le niveau de vie y est-il particulièrement bas, et la nécessité de recourir aux capitaux étrangers pour l'exploitation des mines risque-t-elle de maintenir le pays dans une continuelle sujétion politique à l'égard de l'étranger.

La Grande-Bretagne y jouait jadis le rôle dominant, mais son influence a été supplantée par celle des U.S.A. La Bolivie dépend donc des États-Unis à qui elle vend son étain, mais son agriculture rudimentaire (le maïs constitue la base de l'alimentation) l'oblige à importer d'Argentine du blé et de la viande. Des capitaux argentins ont aussi été investis dans l'extraction du pétrole. Ce pays constitue donc le terrain où la lutte qui oppose les U.S.A. et l'Argentine en Amérique du Sud se joue le plus à découvert.

Ce n'est un secret pour personne que le parti dit *Mouvement national révolutionnaire* jouit de la sympathie et de l'appui de Peron. Vainqueur aux élections de 1951, ce parti avait été éliminé du gouvernement par un coup

d'État. Il vient de se rétablir par une sanglante révolution, déterminée par le problème du coût de l'étain et opérée grâce à des armes venues d'Argentine. Le président actuel de la Bolivie, Vicente Paz Estensoro, revient de Buenos-Aires où il avait trouvé refuge. La politique économique et sociale qu'il a annoncée est directement inspirée des principes péronistes. Il n'est pas douteux qu'il ne soit d'accord avec Peron sur une politique sud-américaine d'ensemble. Le problème est de savoir s'il se maintiendra au pouvoir et quelle riposte les États-Unis préparent pour liquider ou atténuer cette victoire de Peron.

Chili. Toute conversation avec des personnes touchant de près ou de loin aux milieux officiels révèle l'opposition du gouvernement chilien à celui du général Peron. La politique péroniste a d'ailleurs connu au Chili un véritable échec : le projet d'union douanière argentino-chilienne n'a pas été ratifié par le Chili. Par ailleurs, les milieux officiels chiliens vivent manifestement dans la crainte d'une action de l'Argentine qui pourrait éventuellement prendre la forme d'une intervention militaire. Enfin, et ceci aussi représente un échec pour Peron, le Chili a, comme le Pérou et le Brésil, conclu des accords militaires avec les États-Unis.

Peron peut cependant jouer aisément sur les difficultés économiques et sociales du Chili. Producteur de nitrate et de cuivre, ce pays a connu une certaine prospérité lorsque les cours du nitrate étaient hauts; la découverte du cuivre est venue fort à propos au secours d'une économie qui ne se serait pas relevée de l'invention des procédés de fabrication artificielle de l'azote. Mais cette économie dépend essentiellement des cours du cuivre et du nitrate sur les marchés mondiaux. Comme ces cours

sont variables, l'économie chilienne souffre d'une instabilité chronique. Les problèmes sociaux qui en découlent sont encore aggravés par le fait qu'une réforme agraire n'a jamais été réalisée et que le tiers de la population vit misérablement de l'agriculture.

Peron espère donc acquérir auprès des masses chiliennes un grand prestige que lui vaudraient sa politique sociale et son opposition aux U.S.A. qui contrôlent la production chilienne de cuivre. L'industrialisation de l'Argentine lui permet de se poser en demandeur de cuivre sur le marché, en échange de viande. Il soutient la propagande politique du général Ibanez qu'il espère voir triompher aux prochaines élections [3].

Par ses consulats et ses centres d'information, le dictateur argentin agit au Venezuela, en Colombie, à l'Équateur et au Pérou. Il compte aussi sur le C.U.S.L. Mais une véritable action politique dans ces pays ne semble devoir intervenir que dans une seconde phase.

Le cas du Brésil mérite d'être traité à part. Jusqu'à présent, nous avons vu le général Peron essayer d'instaurer dans quatre pays d'Amérique du Sud des gouvernements satellites. Il y est parvenu, au moins temporairement, en Bolivie et au Paraguay; il a le ferme espoir d'y aboutir prochainement au Chili et en Uruguay. Va-t-il limiter là ses ambitions? Constituer un vaste État de langue espagnole qui, à l'avenir, déborderait sur les autres pays hispaniques de l'Amérique du Sud? Évidem-

3. On sait que ces espérances sont pratiquement réalisées puisque le général Ibanez a remporté un succès notable aux élections qui eurent lieu au début de septembre. Ibanez a aussitôt fait annoncer qu'il avait l'intention de dénoncer le pacte d'aide militaire conclu avec les États-Unis. Les milieux officiels d'Argentine saluent la victoire d'Ibanez comme une victoire latino-américaine contre l'impéralisme yankee.

ent non. Un tel État posséderait un territoire immense, s richesses agricoles et minières considérables, mais il e constituerait pas encore une grande puissance mon- ale parce qu'il lui manquerait une industrie lourde et possibilité de créer de grands centres industriels. Nous ons indiqué au début de ces pages les difficultés qui opposaient à une véritable industrialisation de l'Argen- ne; ces difficultés sont de caractère permanent et sont lables, non seulement pour l'Argentine, mais encore our les autres États envisagés.

Peron doit donc se procurer un grand centre industriel industrialisable. Et, pour cela, déborder sur l'Amé- que de langue portugaise. Car il trouve ce centre, pour nsi dire, à portée de la main : c'est le sud du Brésil ont les possibilités industrielles déjà exploitées ou tures sont pratiquement inépuisables.

Peut-être Peron avait-il espéré intégrer pacifiquement Brésil à son orbite : on sait qu'il attendait beaucoup e Vargas, l'ancien dictateur brésilien, redevenu, par es élections démocratiques, président de la République es États-Unis du Brésil. Péronistes et communistes vaient soutenu la candidature de Vargas dont ils atten- aient une nouvelle politique sociale et une politique xtérieure plus indépendante à l'égard des États-Unis. i la politique sociale de Vargas est encore confuse et fficilement définissable, les déclarations du président ant quotidiennement contredites par les actes de son ouvernement, la politique extérieure n'a pas du tout été e que Peron et les communistes attendaient : la colla- oration militaire et économique devient de plus en plus roite entre le Brésil et les U.S.A. Malgré le mécontен- ement d'une partie importante de la population brési- enne, l'exploitation du pétrole sera assurée avec le oncours des États-Unis, et le Brésil a signé des accords

militaires qui octroient aux États-Unis des bases mili
taires et par lesquels il s'engage à envoyer des troupe
à l'extérieur en cas de conflit. Au demeurant, la brouill
entre Peron et Vargas était déjà un fait accompli avan
que ce dernier eût pris le pouvoir : le général e
Mme Peron ont renoncé à assister à l' « inauguration
du président Vargas; tout porte à penser que l'initiativ
en est venue de Rio.

Avant que Vargas n'eût repris le pouvoir, Peron utili
sait largement les sentiments d'animosité plus ou moin
latents dans l'âme argentine à l'égard du Brésil. Le
manuels de classe représentaient les Brésiliens comm
des « macaques » ou singes et développaient chez le
écoliers argentins des sentiments de haine envers le
Brésiliens. Une telle propagande qui semble s'inscri
dans un programme de préparation psychologique à l
guerre n'a pas désemparé : le 2 février dernier, les élé
ments qui, en Argentine, s'opposent à Peron ont célébr
avec autant d'éclat qu'ils le pouvaient le centième ann
versaire de la chute de Juan Manuel Rosas qui gouvern
l'Argentine en tyran pendant vingt-deux ans et qui fu
battu à Caseros par Urquiza. A ces manifestations, l
presse gouvernementale a répondu que la victoire d
Caseros était l'œuvre de traîtres soutenue par le Brés
qui prend figure ainsi d'ennemi séculaire.

Il y a donc tout lieu de penser que, à échéance plus o
moins lointaine, Peron prépare une guerre contre
Brésil. La réalisation de ses desseins serait facilitée p
un conflit armé de grande envergure entre l'U.R.S.S.
les U.S.A. Ces derniers tiennent au Brésil, qui constitu
une base stratégique importante; mais, de ce point d
vue, le Nord-Est brésilien compte plus que le Sud. Per
peut aussi espérer que les maquis et les éléments cor
munistes arriveront à désorganiser le gouvernement br

en d'une manière telle que les U.S.A., engagés dans
autre lutte, renonceront à soutenir celui-ci. Il pour-
, dans de telles circonstances, se présenter comme
auveur qui éviterait au pays de tomber sous la domi-
ion des communistes. Il pourrait même agir ainsi
ès avoir conclu une alliance antiaméricaine avec les
mmunistes. Pratiquement, n'est-ce point déjà fait?
rapprochements qui s'ébauchent entre le C.U.S.L.
a C.T.A.L. de Toledano le font penser, et il est pro-
le que les maquis communistes brésiliens sont depuis
gtemps aidés par Peron. Le dictateur argentin pour-
aussi, et pour des motifs tout différents, trouver des
is auprès de certains milieux religieux du Brésil for-
ent marqués d'hispanisme.

insi s'expliquent les contradictions de la politique
rieure menée par le général Peron : l'armée peut
ir à intervenir; le désordre de l'économie maintient
masses sous pression. Ces contradictions se résou-
nt le jour où Buenos-Aires sera devenue la capitale
outе l'Amérique du Sud.

ous n'avons pas l'intention d'envisager ici les consé-
nces qu'entraînerait la réalisation des projets du
éral Peron. Celles-ci seraient nombreuses et impor-
es du point de vue politique, économique, culturel et
ne religieux. Un nouvel et puissant empire se consti-
ait qui engloberait bientôt toute l'Amérique du Sud,
uel l'Espagne fournirait un marchepied européen
on y songe déjà et le prépare par des accords com-
ciaux). Une Europe à prédominance germanique,
Amérique du Sud dont Buenos-Aires serait le centre
nstitueraient une nouvelle Maison d'Autriche infini-
t plus puissante que l'ancienne.

ne faut point s'imaginer que les difficultés écono-
ues et politiques auxquelles se heurte Peron rendent

vain le projet d'un empire latino-américain. Ce ne serait pas la première fois qu'un dictateur utiliserait la liquidation d'un type d'économie à asseoir son pouvoir politique, à développer l'agressivité de son peuple et à nourrir ses ambitions. Depuis août 1951, Peron gagne plus qu'il ne perd.

Il ne faudrait pas s'imaginer non plus que la France, ayant perdu de son ancienne puissance, ne peut plus intervenir dans la partie qui se joue actuellement en Amérique du Sud. Un enjeu de cette importance ne se dispute pas seulement à coups de canons ou de dollars : il est culturel et social, voire, en un certain sens, religieux autant qu'économique et militaire.

Par delà, ou, plus exactement, au sein même des problèmes militaires, économiques et politiques, la question qui se pose à nous est de savoir si, dans le monde moderne, il y aura encore place pour une civilisation de type français. Peut-être avons-nous tort de penser que la question se pose seulement en Europe; elle se pose aussi en Amérique du Sud. Le Brésil est le seul pays de l'Amérique latine qui puisse réellement faire échec aux projets de Peron. Mais que ces projets se réalisent ou qu'ils ne soient tenus en échec que par une intégration pure et simple du Brésil dans l'orbite américaine, la partie sera perdue pour la France et pour un type de civilisation comme elle serait perdue par une invasion de l'Europe ou par la constitution d'une Europe dominée par l'Allemagne. Car, après tout, les problèmes de l'Europe et de l'Amérique du Sud sont plus intimement liés qu'on ne serait généralement porté à le croire. C'est la politique française au Brésil qu'il faut repenser dans ces perspectives.

JEAN BOANERGE.

MIGUEL DE UNAMUNO ET L'EXISTENTIALISME

Je voudrais souligner un trait vraiment essentiel de l'œuvre d'Unamuno [1], en étudiant son rapport avec le mouvement existentialiste de ces jours-ci. Non seulement il est absolument nécessaire d'en tenir compte pour arriver à placer correctement le nom du grand écrivain espagnol dans l'histoire de la pensée et de la littérature moderne, mais il est également indispensable de l'étudier si l'on veut posséder une vue d'ensemble de l'existentialisme qui nous permette d'expliquer la situation actuelle de ce mouvement philosophique.

Qu'on le juge favorablement ou défavorablement, l'existentialisme est en ce moment-ci à l'ordre du jour. Il est non seulement une chose d'actualité, mais encore une chose à la mode, ce qui ne va pas sans inconvénients, car la mode a la vertu de fausser tout ce qu'elle touche. La mode existentialiste est non seulement un ennui, mais aussi un paradoxe frappant, puisque, comme le dit avec

1. Miguel de Unamuno, né à Bilbao en 1864, est mort en 1936 à Salamanque où il tint la chaire de langue grecque de l'Université. Il y vécut de 1891 à sa mort sauf une parenthèse de cinq années imposées par l'exil, et de nombreux séjours dans le pays basque si cher à son cœur. (N.D.L.R.)

raison le regretté Emmanuel Mounier, « la dernière absurdité du siècle devait être la mode de l'existentialisme, la livraison au bavardage quotidien d'une philosophie dont tout le sens est de nous arracher au bavardage ».

On ne peut pas essayer de définir l'existentialisme sans se heurter à d'assez grandes difficultés. Le mouvement est encore quelque chose de vivant et il est impossible de définir ce qui vit, ce qui évolue et se développe sans cesse; il faudra donc attendre que l'existentialisme appartienne au passé pour pouvoir en donner une définition bien précise. Pourtant, et ne fût-ce que provisoirement, il nous faut quand même en avoir une définition.

Il y a des commentateurs — tel l'Italien Norberto Bobbio — qui ne reconnaissent qu'un seul existentialisme : l'existentialisme matérialiste, et nient la possibilité d'un existentialisme spiritualiste. Si nous acceptions ce point de vue, trop aprioristique, nous devrions exclure de l'histoire de l'existentialisme le nom même de Kierkegaard, ce qui devient difficilement admissible. Il y en a aussi qui parlent de « doctrines » existentialistes — tel Régis Jolivet — tandis que d'autres, voyant l'impossibilité de ramener à un système doctrinal la pensée de plus d'un écrivain existentialiste, considèrent surtout l'existentialisme comme une méthode de travail philosophique qui a en fait abouti à des conclusions très diverses. Dans son joli petit livre : *Introduction aux existentialismes*, M. Emmanuel Mounier définit l'existentialisme en disant qu'il est un courant de la pensée qu'on peut caractériser « comme une réaction de la philosophie de l'homme contre la philosophie des choses ». Pour le moment, je crois cette définition valable, d'autant plus que son ampleur nous permet d'y inclure les directions bien diverses que l'existentialisme a suivies jusqu'à nos

)urs et celles qu'il pourrait encore suivre dans un futur rochain.

En arrivant à ce point, je ne peux que manifester ma irprise devant l'absence du nom de Miguel de Unamuno ans la plupart des commentaires non espagnols sur existentialisme, à commencer par celui de l'auteur de la finition que je viens d'adopter. Unamuno est pourtant einement compris dans cette définition et joue un rôle : tout premier ordre comme continuateur du mouve- ent inauguré par Kierkegaard. Un des rares auteurs ui le placent correctement dans la lignée existentialiste qui reconnaissent toute son importance comme vancier du mouvement est ledit philosophe italien . M. Sciacca dans son livre *La filosofia oggi*. Il est d'ail- urs certain que Unamuno est beaucoup mieux compris plus lu en Italie que dans n'importe quel autre pays Europe, l'Espagne mise à part. Personnellement, j'ai mpression qu'on parle beaucoup de lui sans le con- naître, sans bien le comprendre et même sans l'avoir mais lu, non seulement en France, mais aussi en Suisse, n Belgique et en Angleterre. Quant à l'Allemagne, les férences me manquent depuis trop longtemps.

S'il y a eu, parmi les écrivains européens, quelqu'un ui se soit prononcé énergiquement contre l'absorption es valeurs humaines concrètes et subjectives par les leurs abstraites, objectives et systématiques de ce que ounier appelait « philosophie des idées et philosophie es choses », c'est bien Unamuno. Il est vrai que, tout long de l'œuvre exceptionnellement vaste du profes- eur de Salamanque — si féconde en paradoxes et con- adictions —, nous trouvons quelques expressions qui 'ont vraiment rien d'existentialiste : par exemple, rsque, au chapitre VIII du *Sentiment tragique de la ie*, il écrit : « Comme Vinet le remarquait à très juste

titre, l'existence se déduit de l'essence. » Mais ce ne son que des exceptions fort rares. Dans le même chapitre VII du *Sentiment tragique*, nous trouvons un ample développement de l'argument qui déduit l'existence de Dieu de notre propre existence humaine et qui fait la découverte des propriétés divines en partant de notre expérience personnelle d'existants périssables. Prise dans son ensemble, l'œuvre d'Unamuno est centrée sur l'existence concrète de l'homme, de chaque homme, et c'est bien cette existence qui lui fournit sa problématique et qui constitue la clef indispensable pour comprendre les neuf dixièmes de sa pensée.

Ce fut la lecture de Brandes, le fameux commentateur d'Ibsen, qui poussa Unanumo à l'étude de Kierkegaard (vid. son essai *Ibsen y Kierkegaard*). Le grand dramaturge norvégien a toujours été un des auteurs préférés par Unanumo; pour pouvoir le lire et le connaître plus à fond, celui-ci apprit le danois vers les toutes dernières années du XIX[e] siècle. Il commença la traduction de *Brand* d'Ibsen, probablement, en 1899, car il avouait qu'il était en train de le traduire, dans une lettre datée le 26 janvier 1900. Dans cette même lettre (publiée par M. Hernán Benítez dans son livre *El Drama religioso de Unamuno*, Buenos-Aires, 1949), on peut voir que c'est à cette même époque qu'il a lu le livre de Brandes sur Ibsen. Ce qui y était dit à propos de Kierkegaard l'a mena à la lecture des ouvrages de celui-ci, d'autant plus facilement qu'il venait d'apprendre le danois. Dans une lettre (recueillie dans le même volume) datée le 7 décembre 1902, Unamuno dit se trouver en train d'étudier Kierkegaard. On voit donc qu'il a connu la pensée du célèbre pasteur danois bien avant que n'importe quel autre existentialiste des pays latins. Mais il s'agit non seulement d'une simple priorité chronologique qui, en

elle-même, aurait peu d'importance. Au seuil du XX^e^ siècle, Unamuno se place à la tête d'un grand courant de la pensée occidentale.

A partir de cette époque, les tendances existentialistes qu'on décelait jusqu'alors sans peine dans les travaux de la jeunesse d'Unamuno devinrent chaque jour plus marquées. Et lorsque, en 1905, apparaît la *Vie de Don Quichotte et de Sancho,* aucun doute n'est plus possible sur la filiation existentialiste de l'écrivain qui devient ainsi le troisième grand nom (chronologiquement parlant) de cette tendance, après Kierkegaard et Ibsen.

Je parle évidemment de la « tendance » existentialiste dans son aspect moderne. L'existentialisme des XIX^e^ et XX^e^ siècles a une généalogie qu'on peut pousser très loin dans le passé de la culture occidentale, et il est curieux de constater que la lignée d'écrivains qui peut être établie en partant de cet aboutissement qui est l'existentialisme moderne se compose précisément d'auteurs dont Unamuno était un lecteur fervent et desquels il se réclame à plusieurs reprises : Ibsen, Kierkegaard, De Sénancour, Kant, Lessing, Pascal, Luther, saint Augustin.

Un brillant philosophe espagnol, M. Aranguren, publia au numéro de décembre 1948 de la revue *Arbor* de Madrid, une étude sur la religiosité d'Unamuno, prouvant l'existence de ce qu'il appelle « le sens luthérien de l'œuvre religieuse de Miguel de Unamuno » et la « déformation de son sentiment de la vie en une direction luthérienne ». Aranguren s'exprime comme suit : « Luther, Pascal, Kierkegaard et Unamuno représentent quatre stades successifs de religiosité et de foi décroissantes dans un climat existentialiste d'angoisse soutenue... Après eux il ne restait qu'un dernier stade : celui de Heidegger. »

Unamuno donna d'avance raison à M. Julien Benda lorsque celui-ci nie à Descartes cette qualité, que certains ont voulu lui attribuer, d'être le père de l'existentialisme. Dans le *Sentiment tragique de la vie* l'écrivain basque, parlant du *Discours de la méthode*, l'appelle dédaigneusement « un discours de poële » (allusion péjorative aux circonstances dans lesquelles il fut conçu) et se permet de rectifier Descartes avec les phrases suivantes : « La vérité est *sum, ergo cogito* : je suis, donc je pense, même si non pas tout ce qui est pense. La conscience de penser ne sera-t-elle avant tout conscience d'être? Est-ce possible, par hasard, une pensée pure, sans conscience de soi, sans personnalité? La connaissance pure peut-elle se produire sans aucun sentiment, sans cette espèce de matérialité que le sentiment lui prête? Ne sent-on pas la pensée? Est-ce que chacun ne se sent-il soi-même à la fois qu'il se connaît et qu'il s'aime? » (chap. II). Et, dans l'épilogue du livre, il revient sur la même question en écrivant ceci : « La vérité concrète et réelle, non pas méthodique et idéale, est : *homo sum, ergo cogito*. Se sentir homme est quelque chose de plus immédiat que penser. L'Histoire, le processus de la culture, ne trouve d'ailleurs sa perfection et son effectivité pleines que dans l'individu : c'est nous, individuellement considérés, qui sommes la finalité de l'Histoire et celle de l'Humanité : nous, chaque homme, chaque individu. *Homo sum, ergo cogito; cogito ut sim Michael de Unamuno*. L'individu est le but de l'Univers. »

Peu ami donc de Descartes, Unamuno montra, par contre, bien souvent son admiration envers Kant, envers « l'homme Kant, le frère Kant », dont il disait qu'il avait rebâti avec le cœur (c'est-à-dire dans la *Critique de la Raison pratique*) ce qu'il avait préalablement

démoli avec la tête (dans la *Critique de la Raison pure*), sauvant ainsi et l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. Telle fut d'ailleurs l'intention d'Unamuno lorsqu'il écrivit *Le Sentiment tragique de la vie.*

Je veux aussi souligner l'énorme intérêt de don Miguel pour la pensée bergsonienne. Bergson était certainement le philosophe qu'il estimait le plus parmi ses propres contemporains.

Avant toute chose Unamuno fut et resta un poète. C'est-à-dire un artiste. Le fait d'avoir développé des idées religieuses et philosophiques dans ses œuvres littéraires ne suffit pas pour qu'on le considère un philosophe au sens strict et traditionnel du terme. Il est vrai qu'aujourd'hui on tend à dépouiller la philosophie de son caractère scientifique pour en faire une branche parmi d'autres de ce qu'on appelle trop vaguement « les lettres », et d'après ceci le philosophe serait plus près du poète que de l'homme de science. Unamuno lui-même a dit très souvent que la philosophie est plutôt poésie que science et il a toujours agi d'après cette conception : bien qu'artiste, le but qu'il poursuivait en écrivant n'était pas la beauté littéraire, mais le réveil des inquiétudes spirituelles portant sur les grands thèmes de la vie : Dieu, l'âme, la mort, la reproduction charnelle, le destin humain individuel et collectif... Loin d'être un esthète, l'immanence le rebutait; le sujet primait toujours chez lui sur la forme. Il ne concevait qu'on pût écrire rien de vraiment beau, de vraiment durable à travers les générations, si ce n'était sur ces thèmes-là, thèmes qu'il cultivait lui-même dans ses écrits. Aussi, toutes ses pages sont agitées par des préoccupations de ce genre et l'on y trouve sans cesse des intuitions fort originales, parfois très heureuses, qui percent profondément dans le domaine de la religion, de la philosophie

et de la politique; mais, encore une fois, on doit voir en lui un poète plutôt qu'un philosophe ou qu'un auteur politique ou religieux. Le plus philosophique de ses livres (je parle du *Sentiment tragique de la vie*) est philosophiquement très faible, tandis que du point de vue littéraire il possède une beauté tout simplement bouleversante, une beauté qui ne se perd pas dans les traductions, car elle est dans la façon de traiter le sujet et de revenir sur lui plutôt que dans la qualité formelle du langage. Quant à son livre le plus exclusivement religieux (*L'Agonie du Christianisme*, écrit à Paris et publié en français avant d'être édité en espagnol), c'est un des plus faibles qui soient sortis de sa plume.

De nos jours, un autre brillant écrivain (doublé cette fois-ci d'un authentique philosophe), Gabriel Marcel, est arrivé à déduire l'existence de Dieu partant de l'étude de situations psychologiques concrètes telles que la fidélité et l'espoir. Pareillement, avec moins de rigueur logique, mais avec un élan littéraire indépassable, Unamuno arrivait il y a quarante ans à cette même conclusion, déduisant l'existence divine de la soif humaine d'immortalité. C'est, d'après lui, notre volonté de survivre qui exige l'existence de Dieu : « Nous voulons non seulement nous sauver nous-mêmes, mais encore sauver le monde du néant. C'est pour ça que nous avons besoin de Dieu. Telle est sa finalité *sentie* par nous. » Remarquons ce mot : *sentie* que j'ai souligné. Il nous dit qu'on ne découvre pas cette finalité, cette *raison d'être de Dieu*, au bout d'un processus logique, intellectuel, mais sentimental. Ce n'est pas avec la raison, mais avec le sentiment, que nous constatons l'existence de Dieu. On *sent* Dieu, on ne le *démontre* pas.

Mais cette fuite de tout intellectualisme rend impossible la tâche de bâtir une métaphysique de validité géné-

ale. Bien que convaincu de l'originalité de son attitude eligieuse et philosophique, Unamuno rejeta toujours idée de fonder école, ce qui impliqua l'aveu de son anque de capacité pour constituer un système philoophique cohérent. Nous lui devons ce cri devenu célèbre n Espagne : « Moins de logique et plus de cardiaque! » t son message reste comme un hurlement grandiose ailli de l'intimité la plus profonde de son âme hyperensible et qui, grâce à son génie littéraire et grâce aussi sa rigoureuse formation humanistique, revêt cette elle grandeur qui nous touche si profondément.

Car il faut ne pas oublier que Unamuno était un helléiste, un professeur de langue grecque, comme Nietzshe, bien qu'il n'ait jamais écrit sur la philologie clasique en tant que professionnel. On ne doit pas soustimer l'influence de l'hellénisme sur son esprit, une nfluence dont nous avons maints témoignages directs et ndirects. (Je m'en suis occupé amplement dans une onférence lue à l'Institut français de Madrid et publiée ans le numéro 3, 1947, du *Bulletin de la Real Sociedad Vascongada de los Amigos del País*, Saint-Sébastien.)

Un article signé par Louis Barjon et publié au numéro le janvier 1949 des *Études*, signalait à juste titre comme ne des caractéristiques de la littérature de nos jours 'intérêt grandissant qu'éveille la tragédie grecque. Non point (disait-il) celle d'Euripide, — de préférence t tous imité par Racine, et chez qui déjà l'angoisse métaphysique et religieuse des premiers âges cède le pas à la sychologie, — mais justement celle de la grande époque : celle de Sophocle et surtout d'Eschyle, dont nos ramaturges semblèrent trop longtemps avoir méconnu a grandeur. » Or, l'œuvre d'Unamuno est non seulement, dans son essence, une dialectique tragique qui se prolonge dans tous ses livres, mais elle est encore

l'œuvre d'un admirateur d'Eschyle, dont la religiosité et le patriotisme l'impressionnaient profondément. Chaque fois qu'Unamuno prenait la plume c'était pour remettre en question des problèmes transcendants avec une force dialectique et une grandeur tragique qui nous rappellent bien celles du « Père de la tragédie » et qu'on aura de la peine à retrouver dans la littérature européenne des années qui précédèrent la première guerre mondiale.

C'est un trait existentialiste de plus que cette qualité esthétique donnant une consistance et une transcendance aux cris de l'homme qu'était Unamuno, angoissé par l'horreur du néant, de ce qu'il appelait *morirse del todo* : « mourir tout à fait ». J'ose même dire qu'un large secteur de l'existentialisme contemporain ne gardera une place d'honneur dans l'histoire de la pensée humaine que grâce à la qualité littéraire de ses expressions les plus heureuses.

On devait s'attendre à ce que l'existentialisme d'Unamuno possédât des caractères propres, une originalité. Tempérament typiquement espagnol, sa problématique garde le rapport le plus étroit avec les préoccupations traditionnelles de l'esprit espagnol qui est surtout un esprit religieux.

L'existentialisme se manifeste dans ce milieu du XX^{e} siècle au sein d'une culture foncièrement profane, dont la blessure causée autrefois par la perte de la foi chrétienne est depuis longtemps cicatrisée. Dans l'âme de Miguel de Unamuno, par contre, cette blessure ne cicatrise jamais et c'est pour ça que son existentialisme, tout en débordant les limites de l'orthodoxie catholique, ne peut se détacher des problèmes suscités par la rupture avec les dogmes de l'Église et reste entièrement inscrit dans l'orbite du christianisme. La religiosité d'Unamuno

est une religiosité en quête continuelle d'elle-même et qui prétend en même temps affirmer sa propre valeur comme telle. Son angoisse vitale est surtout une angoisse religieuse, ce qui l'ennoblit en faisant de son combat spirituel non seulement un effort pour affirmer la propre existence, mais pour affirmer surtout la *surexistence*, la vraie immortalité.

Ce sens primordialement religieux, et concrètement eschatologique, de l'existence, qu'il tenait de son esprit espagnol, Unamuno songeait à l'imposer aux autres peuples européens. « Il faut espagnoliser l'Europe », disait-il en résumant son programme. Malheureusement, l'angoisse exprimée dans les existentialismes de nos jours n'est pas la fille d'un pareil renouveau de l'esprit religieux, mais plutôt le contraire; c'est-à-dire que, si l'esprit religieux renaît aujourd'hui, c'est la conséquence de l'angoisse vitale provoquée non pas par des inquiétudes transcendantales mais par les catastrophes matérielles issues de l'échec de l'homme dans l'emploi de la technique. Unamuno a toujours prévu ce mésusage de la technique et il s'est fréquemment moqué de la religion du progrès : Jacques Chevalier parla déjà de cette attitude de l'écrivain basque dans un article paru aux *Lettres* en juin 1925 et intitulé « Miguel de Unamuno et la civilisation moderne ».

Je reprends le petit livre de M. Mounier sur les existentialismes. Je vais m'en servir pour souligner encore quelques traits de la pensée d'Unamuno parmi ceux qui me semblent être le plus typiquement existentialistes.

M. Mounier écrivait ceci, parlant du système d'Hegel qu'il appelait ironiquement la « cathédrale définitive » des philosophes : « Le classement a chassé le mystère, le professeur a détrôné le héros et le saint ».

Eh bien! au chapitre VI du *Sentiment tragique de la*

vie, Unamuno appelait déjà Hegel « prototype du rationaliste qui nous ôte la fièvre en nous ôtant la vie et qui nous promet, au lieu d'une immortalité concrète, une immortalité abstraite, comme si la soif brûlante que nous avons d'elle n'était point concrète mais quelque chose d'abstrait ». Et, au chapitre I, il laisse tomber ce commentaire : « Hegel qui fut un grand définisseur avait la prétention de reconstruire l'Univers avec des définitions, comme le fameux sergent d'artillerie qui disait qu'on construit un canon en prenant un trou et le recouvrant de fer. »

Pour établir l'attitude des existentialismes à l'égard des systèmes issus d'un intellectualisme outrancier, Mounier s'exprima de la façon suivante : « Le système est une sorte de tiers abstrait qui s'interpose entre le philosophe existant et les êtres existants... Et c'est toujours un existant qui parle. Voici l'omission capitale, le péché originel du rationalisme. » N'est-ce la même pensée qu'expriment les mots avec lesquels commence ce *Sentiment tragique de la vie* écrit en 1912 ? Je vais me permettre de citer maintenant *in extenso* :

« *Homo sum; nihil humani a me alienum puto,* a dit le comique latin. Je dirais plutôt : *nullum hominem a me alienum puto;* je suis homme, aucun autre homme ne m'est étranger. Parce que l'adjectif *humanus* m'est non moins suspect que son substantif abstrait *humanitas,* l'humanité. Ni l'humain, ni l'humanité, ni l'adjectif simple ni l'adjectif substantivé, mais le substantif concret : l'homme. L'homme de chair et d'os, celui qui naît, souffre et meurt, — surtout celui qui meurt, — celui qui mange et qui boit, et qui joue, et qui dort, et qui pense, et qui aime : celui qu'on voit et qu'on entend, le frère, le vrai frère.

« Parce qu'il y a une autre chose qu'on appelle égale-

ient homme et qui est devenu le sujet de beaucoup de ivagations plus ou moins scientifiques. C'est le bipède ans plumes de la légende, le *zoon politikón* d'Aristote, contractant social de Rousseau, l'*homo œconomicus* es Manchestériens, l'*homo sapiens* de Linné ou, si on veut, le mammifère vertical. Un homme qui n'est ni ici ni de là, ni de cette époque ni de cette autre; qui n'a i sexe ni patrie; une idée en somme. C'est-à-dire un on-homme.

« Le nôtre c'est l'autre, celui de chair et d'os; moi, toi, ion lecteur; celui-là, tous ceux qui marchons sur la erre.

« Et cet homme concret, de chair et d'os, est le sujet t, en même temps, l'objet suprême de toute philosophie, u'ils le veuillent ou non certains soi-disant philoso- hes. »

M. Mounier caractérisait les existentialismes avec ette phrase qui exprime l'attitude du mouvement exis- entialiste devant la problématique humaine : « L'exis- ant ne se pose-t-il pas des questions en vain ? » Or, s'il a eu un existant au monde qui ne se soit pas posé des questions en vain c'est bien Miguel de Unamuno, pour qui toutes les questions de la vie se ramènent à ce qu'il imait appeler *la única cuestión* : la seule question. Quelle est cette question cachée au fond de toutes les questions humaines, quelle que soit leur apparente diver- ité, cette question qui revient sans cesse dans la pro- lématique de l'écrivain ? C'est la question de l'immor- alité personnelle : le destin de l'être humain au delà du ombeau : « Je crois chaque jour moins à la question ociale, et à la question politique, et à la question esthé- ique, et à la question morale, et à la question religieuse, t à toutes ces autres questions qu'ont inventées les gens our ne pas avoir à faire ouvertement face à la seule

question humaine qui est la mienne et la tienne et celle de l'autre et celle de tous... C'est la question de savoir ce que deviendront ma conscience, la tienne, celle de l'autre et celles de tous après la mort de chacun de nous » (dans *Solitude*, essai daté en 1905). Quarante ans après, dans son étude déjà citée, M. Mounier s'exprimait d'une façon très semblable : « Ce n'est pas *la* mort qui est une question philosophique, mais *que je meure*. Le problème de l'immortalité de l'âme n'est pas une recherche savante réservée à une catégorie de spécialistes, mais il s'agit de savoir si *je suis immortel*, et toute ma vie en dépend. » Et ces autres mots dans la même page : « Il faut donc que la pensée se fasse chair, chair d'existence, et en chaque homme chair de son existence », nous replacent non seulement dans la pensée, mais dans le vocabulaire même d'Unamuno. On pourrait le prouver à l'aide de bien des exemples, dont je ne prends qu'un : il est (au chapitre I du *Sentiment tragique*) question des personnes qui « pensent avec tout le corps et toute l'âme, avec le sang, avec la moelle des os, avec le cœur, avec les poumons, avec le ventre, avec la vie », et de celles qui ne pensent « qu'avec la cervelle ou avec n'importe quel autre organe spécifiquement destiné » à cette fonction. Ces derniers « deviennent des définisseurs, des professionnels de la pensée. Et savez-vous ce que c'est qu'un professionnel, ce que c'est qu'un produit de la différenciation du travail?... Si un philosophe n'est pas un homme, il n'est rien moins qu'un philosophe : il est surtout un pédant, c'est-à-dire le singe d'un homme. Une science quelconque peut être, et encore, l'œuvre de la spécialisation différenciée; mais la philosophie, tout comme la poésie, ou bien elle est une œuvre d'intégration, d'harmonisation, ou bien elle n'est que de la philosopherie, de l'érudition pseudophilosophique ».

Un autre des traits essentiels d'Unamuno : à la fois un des plus frappants, des plus déconcertants et des plus passionnants, est l'insistance avec laquelle il revient sur ses thèmes et remet en question les problèmes. On ne peut pas s'empêcher de songer à la célèbre formule de nos existentialismes : « tout remettre en question à tout moment ». C'est à plusieurs reprises qu'il nous rappelle, tout en la faisant sienne, la célèbre réponse de Lessing, lequel disait que, si Dieu lui offrait dans une main la vérité absolue et dans l'autre rien que le désir de la vérité avec la possibilité d'errer, il répondrait : « Donne-moi, mon Père, ce dernier! La vérité absolue n'est que pour Toi seul! »

« Il n'est qu'une question (écrit Albert Camus au commencement de son *Mythe de Sisyphe*), c'est de savoir si l'on doit se suicider. » Ces mots nous rappellent trop les phrases qu'Unamuno dédia à sa fameuse *única cuestión*, pour ne pas céder au désir de mettre en relief leur ressemblance. Pour Unamuno, tout comme pour Camus, il s'agit surtout de savoir quelle est la signification profonde de l'existence humaine; l'impossibilité de la découvrir, ou du moins celle de lui trouver une signification possédant assez de noblesse et assez de transcendance, engendre chez les deux une angoisse voisine du désespoir sinon le désespoir même; cette angoisse se prolonge chez ces deux, revenant plusieurs fois tout au long de leurs œuvres respectives. Et pourtant Unamuno rejette d'avance le dilemme de Camus. Sa puissante volonté de trouver à la vie une signification transcendante le mène à croire que la vie possède en effet cette signification; la foi dans cette transcendance est pour Unamuno une affaire exclusivement de volonté, où l'intelligence n'a rien à faire. Et sa tragédie naît du fait que, tandis que

sa volonté est croyante, sa raison ne l'est pas, ce qui amène un perpétuel déchirement de son âme.

La véritable âme sœur de l'écrivain espagnol n'est pas Camus, mais de Sénancour, dont l'*Obermann* était un de ses livres de chevet, un de ceux dont le titre revient le plus souvent dans ses écrits. C'est à Obermann qu'il emprunte ces mots, si fréquemment reproduits dans ses ouvrages et qui figurent en tête du onzième chapitre du *Sentiment tragique de la vie* : « L'homme est périssable; il se peut. Mais périssons en résistant et, si le néant nous est réservé, ne faisons pas que ce soit une justice. » Ces mots enferment Unamuno tout entier. D'après lui il ne s'agit pas de savoir si, oui ou non, l'homme doit se suicider : il s'agit de prouver qu'il doit ne pas se suicider; et, si par hasard ceci n'était pas vrai, il s'agit encore de prouver que l'homme ne mérite point d'être annihilé. La question reste, au fond, la même; mais la façon de la poser change jusqu'à un tel point qu'elle place le problème dans un tout autre plan.

Absorbés par les problèmes philosophiques et religieux dont ils ne sont, en fin de compte, que les symboles, les personnages d'Unamuno tournent le plus souvent le dos à leurs semblables. D'une façon générale, les protagonistes de ses romans manquent de porosité spirituelle, se trouvent dépourvus de toute sympathie : ils sont des individualités fermées sur elles-mêmes, faites d'une seule pièce et qui s'affirment comme tels individus contre le monde extérieur. On sent chez eux avec puissance l'incommunicabilité de l'être, et c'est — dirait-on — la nausée sartrienne avant la lettre.

Malgré cela, le besoin de se trouver en véritable communion avec les autres existants est une des préoccupations d'Unamuno, bien qu'elle soit moins intense que celle qu'il éprouve devant la question de la destinée éter-

nelle de l'individu. Il ne se contenta pas avec son expérience personnelle de l'angoisse et voulut provoquer cette dernière chez ses semblables, surtout chez les Espagnols, à l'intention desquels il écrivit cette splendide *Vie de Don Quichotte et de Sancho*, qui est le meilleur de ses livres en prose et où il prétend poser les fondements d'une résurrection de l'esprit national. Commentant le chapitre LXVII de la deuxième partie du *Quichotte*, il écrit : « Il faut jeter les hommes au milieu de l'Océan et leur enlever toute planche et qu'ils apprennent à être des hommes, à flotter. As-tu si peu de confiance en Dieu que, te trouvant toi-même en Lui (car, comme le dit saint Paul, c'est en Lui que nous vivons, nous nous mouvons et nous sommes), tu as besoin de t'accrocher à une planche ? Il te soutiendra sans planche. Et si tu sombrais en Lui, qu'est-ce que ça ferait ? Ces angoisses, ces tribulations et ces doutes dont tu as si peur sont le commencement de la noyade : elles sont les eaux vives et éternelles qui te vident de l'air de la tranquillité apparente au sein de laquelle tu meurs jour après jour; laisse-toi noyer, laisse-toi aller jusqu'au fond, perdre la conscience et devenir comme une éponge; le moment viendra de retourner un jour à la surface des eaux, là où tu puisses te voir et te coucher et te sentir au milieu de l'Océan. »

Et un peu plus tard, en marge des chapitres LXXII et LXXIII de Cervantès, nous lisons ces autres phrases : « Écoute-moi, mon lecteur. Je ne te connais pas, mais je t'aime tellement que, si je pouvais te tenir dans mes mains, j'ouvrirais ta poitrine et je ferais une blessure dans le centre même de ton cœur et j'y mettrais du sel et du vinaigre pour t'empêcher à jamais de te reposer et pour t'obliger à vivre dans un perpétuel malaise et dans un désir interminable. Si je n'ai pas réussi à t'in-

quiéter avec mon Quichotte, c'est sans doute à cause de ma maladresse et parce que ce papier mort sur lequel j'écris ne peut pas crier ni hurler ni soupirer ni pleurer : parce que le langage n'a pas été fait pour nous permettre, à toi et à moi, de nous comprendre. »

C'est comme ça que s'exprime Unamuno : c'est comme ça qu'il s'ouvre à son lecteur et qu'il veut que son lecteur s'ouvre à son tour à lui.

Il existe ce que j'appellerais un sens nordique et un sens méditerranéen de la pudeur. L'homme du Nord cherche surtout à cacher son esprit; l'homme de la Méditerranée veut cacher son corps. Pour le premier c'est une impertinence inadmissible que de lui demander quelles sont ses croyances religieuses, s'il est triste ou gai, s'il est amoureux, s'il a peur de la mort; mais il ne verra pas d'impudeur dans le fait d'exhiber son corps tout nu. Pour le second, c'est la chose la plus naturelle du monde que de s'intéresser à la vie spirituelle de ses semblables et il n'éprouve la moindre répugnance à faire étalage de ses craintes, de ses doutes, de ses croyances, de ses préoccupations, de ses sentiments, de sa joie ou de sa tristesse, mais il vous dira qu'il trouve impudique de montrer son corps nu devant les autres.

Je n'ai pas l'intention d'examiner ici les causes psychologiques, sociales, géographiques et raciales qui se trouvent à la base de ces deux mentalités ni les conséquences de tout ordre qui s'en sont dégagées au cours des temps. Je me borne à constater le fait et à signaler Unamuno comme un des représentants typiques de ce sens méditerranéen de la pudeur, d'après lequel il n'y a pas de raison valable pour que l'homme cache son monde intérieur, mais il y en a plutôt pour qu'il en fasse participants tous ses semblables.

Perpétuellement obsédé par l'idée de la mort, Una-

muno voulait absolument que tout le monde communiât dans cette obsession : « Malheur aux peuples, s'écria-t-il, qui ne pensent pas à la mort! Malheur à ceux dont la vie n'est pas présidée par le souvenir du fait inéluctable que nous devrons la perdre un jour! »

Tout au long de son œuvre, il lutta éperdument contre cette mort qui l'obsédait, voulant s'y dérober par les moyens les plus divers : identification de l'esprit individuel avec l'esprit national; perpétuation de sa pensée dans ses élèves et de sa chair dans ses enfants et les enfants de ses enfants; survivance dans la mémoire des autres, c'est-à-dire la gloire; immortalité de l'âme personnelle dans l'au-delà, ce que sa raison n'admettait pas, tandis que sa volonté l'exigeait de toutes ses forces; foi dans le Christ sauveur dont la Résurrection nous délivre de l'anéantissement... Mais le doute, sous forme de critique munie de toutes les armes de ce rationalisme qu'il abhorait d'autant plus qu'il en était la première victime, venait toujours abattre impitoyablement chacune de ces solutions, et il fallait tout recommencer à chaque instant.

Telle fut la grande tragédie existentielle de don Miguel de Unamuno, Sisyphe moderne et précurseur des écrivains existentialistes de nos jours.

José-Miguel de Azaola.

FORCES NOUVELLES EN ORIENT

Assassinats politiques, émeutes, coups d'État militaires, dictatures, constituent, depuis trois ans, les traits les plus sensibles de la vie publique dans le Proche-Orient. L'opinion occidentale s'interroge : l'Orient s'éloigne-t-il à jamais ? Les contacts que ses élites prenaient avec l'Ouest, les progrès techniques et les institutions politiques que ses gouvernements lui empruntaient, les affinités qu'au delà des différences locales la commune condition humaine faisait pressentir, tout cela était-il illusoire ? Les apports occidentaux ne se retournent-ils pas, aujourd'hui, contre l'Occident lui-même ?

Pour débrouiller, s'il se peut, ce confus écheveau de violences, il convient de prendre un peu de recul. Reportons-nous, par la pensée, à cet été de 1951 durant lequel, avec l'assassinat du roi de Jordanie, Abdallah, et du président du Conseil libanais, Riadh bey Solh, venant après vingt actes pareils, le terrorisme politique oriental semble avoir atteint son apogée.

On croit mieux apercevoir désormais ce que ces violences mettaient en jeu : par ce moyen, les derniers intermédiaires de l'Orient avec l'Occident devaient être éliminés ou découragés. Or les plus accommodants de ces intermédiaires, ceux qui, par exemple, avaient composé avec les Mandats, pour la plupart avaient déjà cédé

la place à des nationalistes ardents. Mais ceux-ci mêmes, une fois victorieusement achevées les luttes pour l'indépendance, faisaient désormais, aux yeux du peuple, figure d'affairistes nantis, dénués d'imagination politique et d'esprit social, attachés à l'équilibre intérieur comme au *statu quo* international; en un mot, dignes de ce terme qu'ils appliquaient naguère avec mépris à leurs adversaires : des « modérés ».

Ce ne sont, en effet, ni les excès d'un puissant, ni la dureté du pouvoir, ni sa durée, qui ont suscité en Orient le revolver et le poignard : c'est la modération. Les victimes furent un Gandhi, apôtre de la non-violence; un Ahmed Maher et un Mahmoud Nokrachi, responsables de tractations anglo-égyptiennes; un Riadh Solh, artisan de l'équilibre islamo-chrétien au Liban; un Abdallah, champion de l'accommodement avec l'Angleterre, sinon même avec Israël; et, s'il faut ajouter un Occidental, un Bernadotte, médiateur des Nations Unies. Pour la main qui les a frappés, c'étaient des traîtres; ils voulaient négocier, discuter, débattre, compromettre, ou du moins garder le contact. Le peuple leur refuse la parole; comme il souffre d'une misère que l'indépendance n'a pas guérie, il veut des actes : si ses gouvernants s'en montrent incapables, c'est lui qui les commettra. Ainsi les villes orientales recourent-elles aujourd'hui au meurtre, non point comme les cités antiques pour mettre fin au règne d'un tyran, mais pour préparer une dictature.

Les dictateurs orientaux d'aujourd'hui, cependant, sont de styles bien divers. En Iran, un Mossadegh, agissant en illuminé, en appelle à la rue d'un Parlement velléitaire, et se sent épaulé par l'extrémisme religieux d'un Ayatullah Kachani. En Syrie s'exerce l'autorité apparemment bicéphale du colonel Chichakli et du général Selo : de la réduction autoritaire du nombre des journaux à la création d'un unique « Mouvement de libération arabe » et à la préparation de vastes projets sociaux,

circule une sorte de souffle kémaliste, nouveau dans cette atmosphère damascène où son efficacité n'est pas assurée. En Égypte un inconnu d'hier, le général Néguib déblaye magistralement la scène politique, épurant les partis, éliminant, après le roi Farouk, le président du Wafd Moustapha Nahas; parallèlement, il prépare une réforme agraire d'une grande audace et s'attaque avec une décision insolite et efficace, à cette éternelle pierre d'achoppement des négociations avec Londres, la question du Soudan.

Sans doute nous faudra-t-il, ici encore, un recul de quelques mois pour apercevoir clairement le dénominateur commun de ces dictatures dissemblables et simultanées. D'ores et déjà, cependant, une constatation paraît s'imposer : les gouvernements autoritaires ont rapidement réussi à écarter du pouvoir et à reléguer dans l'ombre ces bourgeois du barreau et des affaires chez qui, jusqu'à présent, s'étaient recrutés à la fois les intermédiaires essentiels des contacts politiques avec l'Occident et les plus actifs des meneurs de la lutte contre lui.

Qui souffre en effet, en Iran, de la rupture consommée par Mossadegh, si ce n'est la classe possédante, seule bénéficiaire naguère des îlots de prospérité suscités par l'exploitation pétrolière et ses royalties? En Syrie, dès le printemps 1949, le passage au pouvoir d'Husni Zaïm a signifié la mise en congé de la bourgeoisie damascène nationaliste. En Égypte, la chose est plus claire encore : magnats et courtisans, hommes des grandes entreprises et des trafics politiques et économiques avec l'Occident, gros propriétaires fonciers et puissants « possesseurs » de partis : les Abaza comme les Ali Maher, les Sirri et les Hafez Afifi comme les Nahas ont cédé la place.

Mais quelles sont, derrière ces grands mouvements de relève, les forces en jeu? On croit en distinguer deux surtout, dont l'action et l'importance respectives varient

beaucoup d'ailleurs selon les temps et les lieux. Pour parler très sommairement, l'une serait le fondamentalisme musulman, l'autre le progressisme. Si différentes et même opposées qu'elles soient dans le fond, elles ont pu se rejoindre dans un commun élan contre l'étranger occidental, par lequel on se persuadait qu'avaient été apportés ces deux fléaux intérieurs, la misère et l'immoralité.

Le coup d'État du général Néguib constitue l'exemple frappant d'un mouvement lancé aussi bien par des pionniers de la rénovation musulmane que par ceux du progrès social. Cependant, l'énergie du général Néguib envers les grévistes de Kafer Dawar, dont il a fait pendre les meneurs, puis la décision avec laquelle il a écarté du Conseil de Régence le colonel Mehanna, au lendemain de l'interview dans laquelle celui-ci se mettait en scène comme un saint de l'Islam, montrent quelle liberté cet homme d'État extraordinairement doué garde à l'égard de ces grands mobiles. De telles ressources personnelles rendent difficile à prévoir la suite d'une expérience, promise cependant par le projet de la réforme agraire à des graves dangers, tel que le risque de ne pas combler assez vite les immenses et impatients espoirs populaires qu'elle suscite.

En Iran, l'opinion musulmane extrémiste des Fedayat Islam alimente le dynamisme mystique du gouvernement; tandis que sa lutte contre le progressisme, ici de nuance communiste, du Tudeh, lui a procuré l'atout majeur des complaisances américaines. En Syrie, en revanche, les « Frères musulmans » ont été doucement écartés et ce sont des tendances progressistes d'ailleurs assez prudentes que l'autoritarisme gouvernemental affiche, en face d'une opinion qui n'a guère eu encore l'occasion de s'exprimer.

Cependant, il est un autre État oriental, l'Iraq, où la partie n'a pas encore été jouée : à Bagdad, Nouri Saïd,

bien que pour le moment il ne détienne pas le pouvoir, reste sur le devant de la scène; personnage complexe et nuancé, sans doute il représente le type honni du bourgeois négociateur avec l'Occident, mais il est quelque peu couvert par la précocité de son nationalisme et par le souvenir de la « Révolte arabe » de 1917. Sur les bords du Tigre, ce sont, encore aujourd'hui, des gouvernements sages, de type classique, qui prévalent. Un vaste et prudent projet d'industrialisation, fondé sur les royalties accrues obtenues de l'Iraq Petroleum, et étudié par la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement, doit permettre à court terme un progrès économique décisif qui pourrait porter le pays au premier rang des États arabes.

Mais plus vite encore croît l'opposition, renforcée par la part grandissante qui revient dans l'État aux Chiites. Enflammés par l'exemple de leurs frères d'Iran, inspirés par le fondamentalisme musulman comme par l'extrémisme politique, ces sectaires frustes et méprisés ont hâte de prendre leur revanche sur l'aristocratie sunnite des villes, détentrice traditionnelle du pouvoir. Peut-être est-ce sur les bords du Tigre que se prépare l'événement de demain en Orient; s'ils n'en ont figuré une version manquée, les incidents de novembre à Bagdad en seront le prodrome.

L'expérience le confirme donc : la collusion du fondamentalisme musulman et du progressisme n'est pas impossible; elle est singulièrement séduisante pour des imaginations orientales; elle conjugue à l'occasion, dans l'Orient d'aujourd'hui, les forces les plus considérables.

D'autre part, la misère et l'immoralité, qu'a cessé de masquer la primauté de la lutte nationale contre l'intervention de l'étranger, apparaissent comme les grands maux qu'il faut combattre d'urgence. Mais cette lutte sur le front intérieur se transforme, sentimentalement, en un combat, le seul enfiévrant, contre l'ennemi du

dehors. Celui-ci n'est-il pas, en effet, tenu pour responsable de ces deux calamités, à la fois parce qu'il aurait été avare de ses biens matériels et parce qu'il aurait exercé sur les esprits une néfaste influence ?

L'Orient souhaiterait donc prendre, envers l'Occident, une attitude partagée : emprunter l'essentiel de ses possibilités techniques, acquérir le maximum de ses moyens et des biens matériels qu'il propose, l'obliger même à en céder toujours plus, mais ne pas compromettre avec lui son âme. De longue date déjà l'Arabie séoudite mène à peu près ce jeu : elle accepte et s'efforce d'accroître les royalties de l'Aramco, elle l'autorise à donner l'enseignement technique, mais non à ouvrir des écoles générales; elle limite l'emprise étrangère au périmètre des exploitations et refuse au dehors la faculté d'acquérir des immeubles. Elle entend garder son esprit, sa pensée, ses mœurs anciennes; encore quelques observateurs entrevoient-ils déjà, sur le terrain de la morale, son échec.

Mais la réalisation même de ce partage constituerait-elle une solution, et serait-elle féconde ? Peut-on acquérir les biens de l'Occident et sa technique sans emprunter aussi un peu de l'esprit qui les a suscités ? Peut-on efficacement imiter en automate, sans sympathie aucune ? Un peuple de vieille civilisation s'imposera-t-il longtemps pareille contrainte inhumaine ?

Si l'Occident comprend les difficultés de son partenaire oriental et manifeste à leur égard sympathie et patience, tout espoir n'est pas perdu de voir un jour l'Orient, actuellement exaspéré, se détendre et se départir de ses extrêmes exigences. Mais rien n'indique que cette évolution doive être rapide. Avant qu'elle ne se dessine, la crise orientale risque de rebondir.

Pierre Rondot.

SAGESSE ET VIOLENCE AU MAROC

Le discours du trône du sultan

Il faut relire attentivement le discours que S. M. le sultan du Maroc a prononcé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son accession au trône. Le relire pour essayer de comprendre la pensée nuancée d'un Oriental dans ce qu'il exprime et dans ce qu'il sous-entend, travail qui n'est pas facile pour un cerveau occidental.

On est frappé d'abord par l'insistance avec laquelle le discours expose les réformes effectuées au Maroc depuis vingt-cinq ans : développement de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, évolution de la femme marocaine, transformations économiques et sociales, rénovation de la justice. « Il s'ensuivit, dit le discours, cette évolution des esprits et cette prise de conscience nationale que l'on constate dans toutes les couches sociales, chacune ayant une juste notion de ses obligations et de ses droits. » La moitié environ du texte, qui est assez long, est consacré à ce sujet. En vérité, il semble que notre ministre des Affaires étrangères n'aurait qu'à le lire à l'O.N.U. pour confondre nos accusateurs.

Mais — fait tout au moins curieux — pas un seul mot pour constater l'action de la France dans cette évolution : *Nous* vous avons conviés à suivre l'enseignement moderne dans ses divers degrés et ses différentes branches... *Nous Nous* sommes préoccupés tout particulièrement de l'instruction de la femme marocaine qui était prisonnière de traditions étrangères à l'esprit de la loi

musulmane... Les étudiants que *Nous* avons choisis dans différents centres du Maroc pour suivre leurs études à *Nos* frais... *Nous* vous avons conseillé à maintes reprises d'élargir le domaine de vos activités économiques... *Nous* avons porté toute notre attention sur la justice marocaine par une profonde réforme de structure pendant à la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs et à l'élaboration des codes nécessaires... *Nous* avons toujours déclaré qu'il était nécessaire de se pencher sur le sort de la classe laborieuse...

En clair, c'est le sultan et ses services qui ont tout fait. Les nationalistes à tout crin seront donc satisfaits. Mais, en clair-obscur, que veut dire Sa Majesté? En clignant des yeux que lit-on dans cette énumération de réformes effectivement réalisées, sinon qu'elles ont été faites avec la France, par la France — le sultan régnant —, et que sans elle, mon Dieu! il n'y aurait pas grand'chose de changé au Maroc depuis 1912. Le sultan est trop fin, trop intelligent pour ne pas le savoir. Évidemment, ce n'est pas écrit dans le texte. Mais l'auteur du discours, dont tous les termes ont été soigneusement pesés, savait pertinemment que les initiés comprendraient les raisons de son insistance.

Je ne crois pas qu'il soit possible d'énoncer plus clairement — sans le dire — la nécessité de continuer la collaboration actuelle si fructueuse dans ses résultats, ce qui n'empêche pas la seconde partie du discours l'énoncer — cette fois en le disant — la nécessité non moins grande de chercher un nouveau mode de collaboration.

Que sera-t-il?

« Notre désir de libérer la souveraineté marocaine et de permettre à Notre peuple de gérer lui-même ses propres affaires n'est point incompatible avec l'amitié franco-marocaine... Nous avons manifesté, dans Nos déclarations et dans Nos mémoires, Notre volonté de garantir les intérêts de la France et de coopérer avec

elle dans les domaines culturel, économique et international. »

Donc indépendance du Maroc, mais coopération avec la France en n'oubliant pas, dit explicitement le discours, que « la réussite est fonction de la persévérance et de la patience ». Comment ne pas voir dans ces phrases si nuancées le désir de continuer les conversations entamées et de trouver une solution où l'indépendance du Maroc sera reconnue par paliers successifs s'étageant dans le temps au fur et à mesure que les nouvelles élites arriveront à maturité, étant bien spécifié que les intérêts de la France et des Français seront sérieusement garantis ?

Nous nous croyons fondé à affirmer que les solutions proposées, ouvrant largement la porte à une discussion, ne sont pas étrangères à l'amitié qui lie Sa Majesté et le général Guillaume. Depuis son arrivée à la Résidence, il a entretenu avec le sultan les relations les plus cordiales. Nous ne saurions trop lui savoir gré de cette attitude à la fois habile et nécessaire. Il faut maintenant que la France accomplisse un effort pour sortir de son juridisme étroit. Certes, un traité n'est pas un chiffon de papier et doit être respecté. Mais en même temps les situations évoluent. Nous ne sommes plus en 1912. « Si l'on compare, dit encore le discours, le traité de 1912 à un vêtement fait pour un enfant, l'on s'aperçoit que celui-ci a grandi, que son corps s'est développé, sans que le vêtement ait subi aucun changement. » L'image est exacte, avec cette réserve cependant que nous ne croyons pas le Maroc suffisamment évolué dans son ensemble pour qu'une indépendance immédiate et totale lui soit profitable. Nous ne pensons d'ailleurs pas que cette solution soit désirée par le sultan qui prêche à ses sujets « la persévérance et la patience ». Les élites sont encore trop peu nombreuses et trop jeunes. Elles manquent de maturité politique et d'expérience. Les techniciens de toutes sortes lui font trop défaut. Vouloir construire un

État moderne sur des données politiques abstraites, ndépendantes de toute technique — en prenant le mot « technique » dans un sens très large, englobant aussi bien les techniques administratives et financières que celles des Travaux publics, des Postes ou des Chemins de Fer —, constituerait un évident anachronisme et un danger mortel. Un hôte de passage au Maroc, que connaît bien *La Vie Intellectuelle*, et que nous avions mis en relations avec des nationalistes de l'Istiqlal, concluait son entretien par cette phrase pittoresque : ce sont des conceptions de théologien du XIII[e] siècle...

Cet anachronisme est celui dont souffrent tous les États du Moyen-Orient avec leurs coups d'État, leurs dictatures militaires et l'étalement d'une corruption quelque peu surprenante. Il faut chercher, trouver et mettre au point une solution qui *progressivement* donne au Maroc l'indépendance qu'il réclame avec les garanties nécessaires pour la France et les Français. L'idée d'un Conseil d'État paritaire, avec recours à un arbitrage pour toutes les mesures jugées discriminatoires, est une idée féconde qui doit permettre de s'acheminer vers une solution pratique. Certes, le sultan ne le dit pas. Mais comme il affirme son désir de garantir les intérêts des Français et de coopérer avec la France, il est nécessaire de trouver la formule juridique consacrant cet état de choses.

Le moment semble d'autant plus favorable de rechercher la solution, avec le désir sincère de la trouver, que le sultan ne peut pas ne pas voir la fragilité des trônes du Moyen-Orient. Iran, Irak, Transjordanie, Syrie, Égypte, trônes vacillants, trônes renversés, assassinats. Il y a là matière à réflexion pour l'homme qui règne sur l'Empire Fortuné. Le traité de Protectorat de 1912 donnait à ce sujet des garanties formelles à la famille régnante. Sa Majesté le sait — bien qu'elle ne le dise pas. Elle le sait et mésestimerait d'autant moins une garantie nouvelle dans un traité nouveau qu'elle voudrait

« organiser le pays sur les bases d'une monarchie constitutionnelle » dont profiterait, après le sultan régnant, le prince Moulay Hassan, « héritier du trône ». Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si cette formule d'une monarchie constitutionnelle et héréditaire est compatible avec l'Islam et les traditions du Maroc. Mais qu'il y ait là une donnée facilitant la découverte d'une solution et la rendant possible, il ne faut pas en douter.

Puisse notre ministre des Affaires étrangères arriver à en persuader ses collègues du Cabinet Pinay. L'heure est favorable à une solution féconde et pacifique. Il serait criminel de la laisser passer.

L'émeute de Casablanca

Je venais d'envoyer à *La Vie Intellectuelle* ces réflexions sur le discours du sultan lorsque éclatèrent les émeutes de Casablanca. Il semble qu'il sera difficile d'invoquer, selon le cliché habituel, les provocations policières. En effet, les premières attaques furent dirigées contre un commissariat de police où les émeutiers réussirent à enlever quatre agents marocains qu'on retrouva morts. Une dizaine d'Européens furent massacrés, et lorsque fut cerné le local où se tenait une réunion de quelque deux mille syndicalistes, dans l'ensemble assez peu évolués, plusieurs centaines d'entre eux étaient porteurs de poignards. Police et armée durent faire usage de leurs armes. On compte une cinquantaine de tués chez les émeutiers et un nombre indéterminé de blessés. L'émeute eut son origine dans un quartier pauvre de Casablanca. Les instigateurs y trouvèrent plus facilement qu'ailleurs les éléments dont ils avaient besoin.

La Résidence a multiplié les mesures de sécurité. Elle

t, en outre, expulsé du Maroc une douzaine de Français appartenant au parti communiste et envoyé en résidence forcée dans le Sud la plupart des dirigeants généraux et locaux de l'Istiqlal. Le parti de l'Istiqlal et le parti communiste ont été dissous. Nous ne sommes pas en mesure de formuler une opinion sur les précautions prises, ignorant les éléments d'information dont dispose le gouvernement. Il est certain qu'il fallait avant tout arrêter l'effusion de sang.

Mais qu'il nous soit permis de poser une simple question : Et après ? Après, que va-t-on faire ?

Interrogerons-nous les Français du Maroc ? Pour eux, ces événements sont « la conséquence d'une politique de renoncement national et d'incompréhension internationale à l'égard des problèmes marocains ». Ils réclament des mesures « extrêmement sévères » et demandent pour le résident général « l'autorité et les pouvoirs suffisants ». (Télégramme envoyé par les membres du Conseil du Gouvernement au président du Conseil.) Aucune presse d'opposition n'existant dans l'Empire Fortuné, tous les journaux abondent dans le même sens : *L'Écho du Maroc, Le Courrier du Maroc, La Presse Marocaine, La Vigie Marocaine*. Le parti radical réuni à Casablanca fait chorus. Il vote une motion refusant non seulement à l'O.N.U., mais même à Paris, le soin de s'occuper du Maroc. Tout doit être réglé sur place avec les élus français et marocains (?). Ce même parti demande, il est vrai, l'application immédiate des réformes démocratiques décidées par la France, même si le sultan s'y oppose, mais sans dire de quelles réformes il s'agit. J'ai interrogé plusieurs « Français moyens ». On recueille partout la même opinion.

Pas une seule voix ne s'est élevée pour rechercher si l'une des causes de l'émeute — je parle des causes qui ont poussé ceux qui l'ont fomentée — ne réside pas dans l'inaction de la France attachée plus que de raison à la lettre du traité de Protectorat, alors que deux guerres

ont, depuis sa signature, bouleversé et ensanglanté le monde entier. 68.000 Marocains utilisent des postes de T.S.F. et savent aussi bien que n'importe qui ce qui se passe à Paris, Londres, New-York et Moscou, sans oublier Le Caire. Nos compatriotes se croient encore en 1912, à l'époque où le Maroc vivait replié sur lui-même. On parle de quelques agitateurs. Qu'il y en ait eu, c'est probable. Qu'ils aient voulu et recherché du sang, comme en Tunisie, pour appuyer une action à l'O.N.U., c'est encore probable. Mais devant l'ampleur du mouvement, force est bien de conclure que ces agitateurs ont trouvé une large audience dans le public des villes. A Rabat, le 11 décembre, toutes les boutiques des commerçants étaient fermées en signe de protestation et de deuil.

Les mesures prises vont donner à tous les chefs l'auréole du martyre et renforcer leur autorité. Ils reviendront plus durcis de leur exil momentané. Tout laisse supposer qu'un jour ou l'autre, demain ou dans trois, cinq ou dix ans, les émeutes reprendront, chaque fois plus violentes, si nous persistons à demeurer dans le *statu quo*. Les Chambres françaises discutant des problèmes de la Tunisie ont été incapables de tracer une ligne de conduite au gouvernement. Il en serait de même si les problèmes du Maroc étaient abordés. Ne sachant quelle politique suivre, on pratique celle de l'autruche. *Quousque tandem...*

Pendant que les arrestations se poursuivaient dans tout le Maroc, le Secrétariat social de Meknès, aux travaux duquel quelques Marocains commencent à participer, avait organisé un carrefour sur les relations entre Marocains et Européens. Un prêtre parla des devoirs des chrétiens en pays d'Islam. Dans une atmosphère de véritable sympathie, cinq jeunes Marocains, tous s'exprimant très correctement en français, prirent part au débat. Ce qu'ils exigeaient, ce n'était pas le départ des Français. Ce qu'ils exprimaient, ce n'était pas la hain

du chrétien, comme le dit une motion des élus de Mazagan.

Leurs désirs étaient simples. Ils voulaient que les Français ne manifestassent plus un certain air de supériorité et de mépris vis-à-vis d'eux. Ils demandaient à être traités sur un pied d'égalité. Ils avaient soif d'être compris — et aimés.

Est-ce donc si difficile ?

PAUL BUTTIN.

Rétrospective d'actualité

Le 3 août 1946 on pouvait lire dans l'hebdomadaire *Méditerranée*, édité à Meknès :

Va-t-on recommencer éternellement les mêmes erreurs ? Va-t-on continuer à afficher sottement un nationalisme sectaire, étroit, pour exacerber le nationalisme des autochtones ? Va-t-on opposer nationalisme à nationalisme jusqu'au jour où les mitrailleuses partiront toutes seules ? Ou bien allons-nous enfin comprendre le véritable rôle que doit jouer la France partout où elle est présente ?

En mars 1948, le même cri d'alarme était poussé dans *Terres d'Afrique.*

Conception différente de la vie — Mépris réciproque : telles sont les deux causes essentielles qui ont creusé l'abîme entre les deux communautés, causes exacerbées par la politique mesquine et à la petite semaine d'une administration qui ferme obstinément les yeux devant les véritables problèmes de ce pays.

J'ai dit : les véritables problèmes.

Il faudra dire bientôt : le véritable problème — au singulier.

Car il arrivera une époque où l'urgence de trouver une solution au conflit des deux communautés primera toute autre considération.

De cette époque nous ne sommes pas très loin.

Mais quand donc Cassandre a-t-elle été entendue ?

RÉFORMES AGRAIRES EN ALLEMAGNE ORIENTALE

La raison la plus visible de l' « *épuration* » *actuellement en cours dans la* République démocratique allemande *semble résider dans la raréfaction de denrées alimentaires de première nécessité (viande, légumes y compris pommes de terre, sucre, margarine). Les ministres du commerce et de l'approvisionnement et les secrétaires d'État pour l'agriculture, pour l'achat et le ramassage, et pour l'alimentation ont été suspendus. Quinze ministres et secrétaires d'État ont été envoyés à la campagne, à la tête de* « *brigades* » *chargées de hâter les livraisons de viande. Chaque jour plus de cent paysans franchissent à Berlin le* « *rideau* ». *On ne saurait juger des événements récents et à venir en Allemagne orientale sans tenir compte des répercussions de la collectivisation agraire, sur laquelle cet article apporte des renseignements précis.*

LORSQU'EN 1945 la force occupante soviétique procéda dans sa zone à la confiscation des grandes et moyennes propriétés agricoles, nombreux furent ceux qui pensèrent qu'on allait assister à une collectivisation immédiate de l'agriculture. C'était mal connaître l'histoire du parti communiste de l'U.R.S.S.

Au lieu d'une collectivisation on assista, au contraire, à une redistribution de la terre. Les petits propriétaires respirèrent, sans se douter que ce n'était là qu'une étape sur la route qui mène de l'exploitation privée au Kolkhose.

Confiscation et redistribution.

On sait que, dans le domaine industriel, *konzerns* et grandes entreprises furent confisqués, sans indemnisation des propriétaires, et remis « entre les mains du peuple », sauf une centaine d'entre eux, parmi les plus importants (essence et caoutchouc synthétiques entre autres), que l'autorité soviétique se réserva et exploita comme S.K.G. (sociétés soviétiques par actions). Puis vint le tour de la moyenne et de la petite industrie; on peut considérer qu'actuellement toutes les entreprises occupant plus de cinquante ouvriers ont été nationalisées.

Comme l'industrie, le commerce de gros fut entièrement nationalisé et le commerce de détail céda locaux et marchandises, le cas échéant compte en banque aussi, aux H.O. (magasins d'État de vente libre) et Konsums.

Dans le domaine agricole on aurait pu procéder de même, mais les enseignements tirés de la lutte menée pendant douze ans par le gouvernement soviétique contre les *koulaks* étaient là pour conseiller la prudence. On ne pouvait pas risquer une révolte ouverte ou sourde des paysans nettement hostiles, car il fallait d'abord nourrir la population, un peu et bien davantage l'armée d'occupation. Les Soviets, eux-mêmes, agirent en modérateurs.

On procéda donc par un détour. Là, comme dans les démocraties populaires, une vaste réforme agraire fut entreprise avec confiscation des grandes propriétés, des biens des criminels de guerre et autres *bonzes* du parti nazi, et à leur redistribution.

La confiscation pure et simple, sans indemnisation, devait atteindre, en principe, toutes les entreprises agricoles d'une superficie égale ou supérieure à 500 *morgen* (120 hectares), mais les propriétés plus petites furent

également touchées pour peu que le propriétaire ait été officier dans la Wehrmacht, affilié au parti nazi, se soit enfui à l'Ouest à l'arrivée des Russes, ou simplement que la terre ait été bonne. On ne prit pas seulement le sol, mais aussi tout ce qui s'y trouvait : constructions, mobilier, matériel, bétail.

Les terres confisquées furent redistribuées par le Service de la Réforme agraire.

Les meilleures, les propriétés les plus rentables, furent confiées à l'administration de l'État et à divers organismes nouvellement constitués, avec la pensée d'en faire des exploitations-modèles, préfiguration idéalisée du kolkhose. La terre y était riche, les semences sélectionnées, les engrais meilleurs, des ingénieurs agronomes assumaient la direction, un cheptel important y était attaché. Les ouvriers agricoles qui y travaillent reçurent un statut bien supérieur à celui, assez misérable, d'autrefois.

Le reste des terres fut partagé entre les « paysans les plus déshérités » ou les plus favorables aux idées nouvelles et les Neubauern, mais ces nouveaux colons ne reçurent qu'exceptionnellement des lots supérieurs à 30 *morgen* et rarement d'un seul tenant.

Actuellement, et selon les chiffres donnés par le secrétaire général du parti SED (communiste) au dernier Congrès, la répartition des exploitations est la suivante :

0,5 à 5 hectares	:	49,9 %	soit 15,4 %	de la superficie
5 à 20 —		46,9 %	— 55,6 %	—
20 à 50 —		5,5 %	— 19,8 %	—
50 à 99 —		0,6 %	— 4,7 %	—
100 hectares et plus		0,1 %	— 5,1 %	—

Un bout de terre, mais pas de toit...

Une masse de Neubauern, plus de 300.000 d'après certains, avait donc reçu un bout de terrain, mais ils n

disposaient de rien d'autre : pas de bétail, pas d'outils, ni grange ni étable, pas même un toit pour s'abriter, car on avait rasé les anciennes constructions « impartageables » qui rappelaient trop le souvenir des propriétaires. Les nouveaux colons étaient, de plus, absolument démunis d'argent.

L'État développa un système de prêts pour permettre d'acquérir le nécessaire, de faire bâtir l'indispensable. Les prêts s'élevèrent en général à 25.000 marks, somme qui aurait pu suffire si on en avait disposé d'un coup et si on avait pu faire exécuter les travaux par l'entrepreneur de son choix, mais il fallait seulement faire appel aux nouvelles entreprises nationalisées qui, mal gérées et libérées du souci de la concurrence, réclamaient des prix prohibitifs. De plus, le manque de matériaux de construction se faisait sentir. Actuellement, 79.000 colons sont encore sans logement. Les constructions édifiées sont primitives, 23.000 d'entre elles sont dépourvues de courant électrique faute de cuivre. Le plan pour 1952 ne prévoit que 17.000 habitations et 17.000 étables nouvelles.

De plus, les prêts consentis sont, au bout de cinq ans, productifs d'intérêts qu'il faut bien verser, et 1 % du capital prêté doit être remboursé chaque année. Cela représente une charge bien lourde quand les denrées agricoles doivent être livrées à l'État à des prix très bas, quand un kilo de ficelle lieuse coûte au paysan dix-sept kilos de froment et une paire de chaussures en cuir synthétique deux quintaux de blé!

Bien des nouveaux colons, parmi les plus inexpérimentés et les titulaires des terres les plus pauvres, ont renoncé. 60.000 hectares ont été abandonnés pendant la seule année 1951.

Les M.A.S. et l'Entr'Aide Agricole.

Mais cela ne fait pas l'affaire de l'État qui avait calculé, grâce à la réforme agraire, pouvoir doubler le cap difficile des années de l'immédiate après-guerre, ce qui a été à peu près le cas, et en même temps développer chez les Neubauern, peu expérimentés et sélectionnés, un mouvement favorable à l'exploitation collective.

Pour pallier au manque de matériel agricole, on avait créé les M.A.S. (parcs de machines agricoles. Ces M.A.S. comptaient en mai 1952 : 16.024 tracteurs (contre 7.180 en 1949), 19.333 charrues tractées, 2.846 batteuses et 5.106 tracteurs-lieuses.

Le manque de matériel d'exploitation rendait les paysans entièrement tributaires des M.A.S., gérées par des communistes sûrs qui imposaient pratiquement aux paysans leurs cultures. Un plan était établi pour chaque village pour les travaux à faire, qu'il fallait bien suivre si on ne voulait pas être privé, le moment venu, du matériel nécessaire. De plus, les services des M.A.S., labours, semis, battages, coûtent fort cher.

A côté des M.A.S., une autre organisation avait été créée : l'Entr'Aide Paysanne. Cette organisation, distributrice des semences et engrais, était prévue pour être le moyen de rassemblement des Neubauern et le canal par lequel ceux-ci, habilement conseillés et manœuvrés par le Comité directeur composé d'éléments sûrs, devraient un jour demander l'exploitation collective des terres.

Mais il se trouve qu'actuellement les sections locales de l'Entr'Aide ont toutes à leur tête d'anciens petits exploitants devenus, en raison de la disparition des autres, les nouveaux « gros propriétaires », les *koulaks*, en somme, lesquels, disposant d'une exploitation suffisante, de bétail et de matériel, comme de l'expérience

écessaire, n'ont aucune envie de changer de régime. lalgré une campagne menée contre eux dans les jour- aux communistes, et peut-être à cause de celle-ci, ils nt encore consolidé leurs positions aux dernières élec- ons de l'Entr'Aide Paysanne.

ès charmes du kolkhose.

Depuis deux ans environ, depuis le moment où les ommes prêtées ont commencé à être productives d'in- rêts, où le capital est devenu remboursable par anui- s, des propagandistes communistes s'efforcent de faire ntir aux paysans où est leur « intérêt » ; l'exploitation llective signifierait l'extinction des dettes, le droit our l'heureux paysan kolkhosien de jouir sa vie durant sa bicoque, plus de M.A.S. à payer, la livraison gra- ite des engrais nécessaires, plus de responsabilités, un tit élevage personnel aussi peut-être.

Nous l'avons dit plus haut, les paysans qui ont échoué nt partis, ceux qui sont arrivés à mettre en valeur leur pin de terre malgré les lourdes charges qui les écrasent ont aucune envie d'abdiquer le peu de liberté qui leur ste.

es communautés de production.

On en était là lorsqu'il y a six ans, au Congrès du parti mmuniste SED, Walter Ulbricht, secrétaire général, nonça, « en réponse aux vœux de nombreux cultiva- urs », la création de communautés de production.

La communauté de production est le fait de la réunion *lontaire* d'un groupe de paysans qui décident d'ex- oiter leurs terres en commun. Aux termes des statuts, s terres de la communauté demeurent la propriété des ysans, mais leur exploitation est assurée selon un plan

établi. De plus, si un paysan a des terres au milieu de la superficie communautaire ainsi constituée, il ne pourra prétendre, en cas de retrait de la communauté, à la récupération de son bien, *mais seulement à un terrain équivalent*. Cette dernière clause n'est-elle pas la meilleure démonstration du caractère collectiviste définitif de l'opération ?

Un certain nombre de ces communautés a été immédiatement constitué. On en dénombre actuellement dans onze départements de la zone soviétique et le gouvernement, sur les décisions du parti SED, a décidé de leur accorder des avantages importants : les communautés sont prioritaires auprès des M.A.S. pour tous les travaux agricoles, elles seront servies de même en ce qui concerne les semences, engrais, bétail sélectionné et aliments d'hiver (tourteaux, etc.).

Enfin, et ceci n'est pas moins contradictoire avec le principe proclamé que la réunion des exploitants permet un meilleur rendement des terres, les livraisons obligatoires sont baissées de 10 % pour les céréales, pommes de terre et oléagineux. Une réduction des impôts de 20 % pour cette année a été décidée et l'impôt agricole est levé pour deux ans. Des crédits nouveaux seront accordés aux communautés et on envisage la remise de *toutes les dettes anciennes*.

Conclusion.

Il est encore trop tôt pour juger de l'importance de ces nouvelles communautés. Un fait a été souligné par Walter Ulbricht dans son discours, c'est que personne ne doit être contraint d'entrer dans ces communautés ; des pressions sont exercées sur les paysans, le fait est rapporté de nombreuses fois, spécialement en Thuringe, mais le paysan a encore le droit de dire non.

Mais qu'arrivera-t-il dans quelques mois à ceux qui

refusent? Déjà, si le problème des M.A.S. ne se pose pas pour ceux qui possèdent bétail et matériel, celui des engrais et semences est posé.

On sait comment en U.R.S.S., pendant l'année 1931, les *koulaks*, les « gros » propriétaires exploitants, furent liquidés après le discours de Molotow au VI^e^ Congrès du parti bolchévique : « Chaque petit et moyen propriétaire doit maintenant choisir : pour ou contre la collectivisation. Celui qui est contre est contre l'Union Soviétique. » On sait aussi comment ils ont déjà disparu dans les démocraties populaires.

Une déclaration du Comité central du parti mérite d'être méditée : « Celui qui emploie un ouvrier est un gros cultivateur, point n'est besoin pour cela d'exploiter plus de 20 hectares; il y a des paysans dont le sol est particulièrement bon qui, avec une superficie réduite, n'en sont pas moins de gros exploitants d'entreprises capitalistes. »

Intensification des communautés de production grâce aux avantages, provisoires, accordés et aux pressions exercées sur les nouveaux colons, liquidation prévisible des *koulaks*, seul élément vraiment résistant, probablement sous le prétexte de sabotage : le Kolkhose est à la porte!

ALBERT GRÉGOIRE.

Les Signes du temps

Paradoxes occidentaux et conflits asiatiques

Pleines de fermeté, les déclarations de Bao Daï à Saigon sont-elles bien rassurantes ? Pour lui, l'augmentation du potentiel humain vietnamien serait capable d'emporter rapidement la décision. Si l'armée vietnamienne a vu son volume s'accroître assez sensiblement, il s'en faut que l'augmentation de l'encadrement ait suivi le même rythme. Cette déclaration perd surtout de sa force persuasive lorsque l'on considère la situation militaire au Tonkin. Deux réduits : l'un fermé, celui de Na-Sam, l'autre, réserve humaine et terre à riz, le Delta. Le premier, résultat de l'abandon du pays thaï sous la pression des forces vietminh. Le second qui renferme sans doute une proportion importante de la population nord-vietnamienne, mais dont les communiqués, pourtant assez souvent hermétiques, ne peuvent cacher le « pourrissement » dû aux infiltrations de l'adversaire.

Certes, Bao Daï ne dispense pas gratuitement ses assurances, il lance en même temps un *solennel* appel aux « puissances armées » : si elles, « *qui seules peuvent nous aider à réaliser notre dessein, ne répondent pas à notre appel, elles auront à supporter les responsabilités de notre déception* ».

Assurément, Bao Daï ne s'adresse plus à la France, mais à l'autre rive du Pacifique. L'on ne peut s'empêcher de comparer : sauf erreur, de Corée du Sud et de Formose ont été lancés également de semblables appels. Les auteurs n'en sont-ils pas Syngman Rhee et Tchang

Kaï Chek. Il se peut donc que le nouveau président des États-Unis trouve en l'ex-empereur d'Annam un autre conseil judicieux et avisé. Sans nul doute, lorsque M. Letourneau invoque l'identité des problèmes coréens et indochinois les traits communs ne manquent pas. Dès lors, la position adoptée par la France à l'O.N.U. dans les débats relatifs à la Corée ne laisse-t-elle pas d'être surprenante.

France et Grande-Bretagne, on s'en souvient, ont vigoureusement appuyé le projet indien relatif à la libération des prisonniers coréens. Qu'une formule de compromis reçoive l'agrément des Britanniques est conforme à leur politique. Mais pour le gouvernement français? Comment peut-il envisager qu'un compromis survienne en Corée, tandis qu'en Indochine l'idée de négociations avec l'adversaire est sans cesse et catégoriquement écartée? Bien plus, comment accepter une médiation au sujet de la Corée alors que l'hypothèse a toujours été soigneusement exclue par les dirigeants français?

Ces questions témoignent peut-être un esprit exagérément simplificateur, car, dira-t-on, la fin de non-recevoir opposée au projet indien vient à point pour démontrer la volonté des puissances communistes de refuser toute formule de règlement des conflits asiatiques!

Malheureusement, d'un paradoxe propre à la politique française l'on passe, sans solution de continuité, à un autre paradoxe propre à la diplomatie occidentale tout entière — où les négociations de Pan-Mun-Jon n'ont pas abouti après plus d'un an, comment les manœuvres à grand spectacle de Washington y parviendraient-elles? Ce qui n'a pu être réglé en face de l'adversaire chinois et coréen avait-il vraiment des chances de l'être là où on se trouve tenu à l'écart? Sans doute postule-t-on que n'importe quelle puissance du camp communiste est apte à traduire le point de vue d'une autre quelconque. Outre que le postulat est hâtif, il suppose, dans la meilleure hypothèse, que les puissances communistes accepte-

raient de faire la preuve de leur non-indépendance. Dans la pire hypothèse, celle où l'instauration du débat n'aurait pas eu d'autre fin que d'administrer la preuve de la mauvaise volonté orientale, on risque autant de témoigner contre soi-même que de provoquer le témoignage réciproque. S'il est bien vrai que l'une des seules utilisations que font les États du théâtre des Nations Unies est de propagande, on se refuse obstinément à admettre, du côté occidental, que la diplomatie soviétique — et c'est encore plus vrai de l'extrême-orientale —, lorsqu'elle veut aboutir, se défie de la grande scène internationale et préfère les conciliabules restreints et discrets.

Le gouvernement français est assez soucieux de préserver sa liberté d'action à l'égard des Nations Unies — lorsqu'il s'agit, par exemple, de la Tunisie — pour ne pas voir là une donnée fondamentale des rapports est-ouest. Il est trop facile, d'autre part, de tirer des conclusions définitives des gestes, des refus soviétiques, pour estimer que toute possibilité de négociation se trouve condamnée à l'échec. Pour en arriver à une conclusion sincère, il faudrait avoir manifesté une intention réelle de parvenir à un règlement des situations critiques dans lesquelles on se trouve engagé. Peut-on soutenir que cette intention ait été seulement exprimée?... L'exemple des négociations d'armistice en Corée pourrait alerter sur les erreurs à éviter sans pour autant renoncer à chercher un armistice, là où l'impasse demeure.

JEAN BETONCOURT.

La crise des institutions internationales

La démission du secrétaire général de l'O.N.U., le suicide d'un de ses collaborateurs, la chasse aux sorcières dans son personnel, la démission du directeu

général de l'U.N.E.S.C.O., la consultation de juristes internationaux sur le loyalisme à exiger des fonctionnaires des institutions internationales vis-à-vis du pays qui les héberge, l'inutilité de longs débats qui visiblement n'accrochent plus l'opinion publique, tout ce que nous venons de citer constitue les symptômes d'une crise grave d'*ordre politique* qui atteint tous les organismes internationaux. Nous ne voulons pas pourtant traiter cet aspect des choses, et si nous le rappelons c'est simplement pour que l'on ne croie pas que nous le nions. Cependant, à l'ombre de cette grande cause il en est de plus petites, et c'est sur l'une d'entre elles que nous voudrions attirer l'attention parce que l'évidence d'une crise générale risque de faire échapper certains problèmes auxquels peut-être il serait temps de remédier et qu'il est peut-être possible, toutes choses égales d'ailleurs, de résoudre.

C'est, en effet, sur un *débat* budgétaire que M. Torres Bodet a démissionné, et il serait trop simple de dire : sous un *prétexte* budgétaire. Le problème commun à l'U.N.E.S.C.O. et à presque toutes les organisations techniques spécialisées est en effet le même, et ce qui s'est passé à l'U.N.E.S.C.O. se verra peut-être demain à l'O.M.S. ou ailleurs. Les grandes puissances, et en tête les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, sont visiblement lasses de voir dans ces institutions une majorité arithmétique de petites nations, qui ne donnent presque rien comme contribution financière, leur imposer des budgets de plus en plus lourds à eux qui sont les payants qui nourrissent la machine et en profitent très peu. Certes, c'est le but commun des institutions spécialisées que d'opérer ainsi une espèce de redistribution du revenu mondial entre les nations développées normalement (ou soi-disant telles) et les nations sous-développées. Et l'on ne peut nier que la coalition ne soit légitime entre les petites nations qui veulent qu'on dépense de plus en plus (à leur profit) et la bureaucratie

de l'organisme international qui souhaite augmenter son pouvoir et son autorité. Mais à la longue tout finit par casser, et le point de vue des payeurs, s'il est égoïste, n'est pas illégitime non plus.

Qu'on pense aux fonctionnaires américains, anglais ou français, qui auront ensuite à imposer ce budget international à leur ministre national des Finances et ne peuvent s'empêcher de penser que l'argent qu'il va dépenser au Moyen-Orient, par exemple, lui sera retiré pour ses nationaux. Un tel point de vue est plus légitime encore pour le fonctionnaire britannique ou français qui se dit qu'après tout, tant qu'à dépenser de l'argent pour le voisin, il ferait mieux de l'obtenir pour les pays sous-développés qui dépendent de son pays, c'est-à-dire ses territoires d'outre-mer.

Certes, les institutions internationales ne demanderaient pas mieux que d'intervenir dans les territoires dits coloniaux. Mais alors le pouvoir politique hésite, souvent légitimement, à introduire dans des territoires d'outre-mer, où la situation politique est instable, des fonctionnaires de nationalité étrangère munis de gros moyens dont la seule présence constitue une contre-propagande permanente contre la métropole, propagande qui, en dernière analyse, est au moins partiellement payée par cette métropole.

Ce qui aggrave encore les choses, c'est le fait que ce n'est un secret pour personne que l'argent ainsi dépensé par l'intermédiaire des institutions internationales est en grande partie employé de façon discutable. Les frais généraux, les pertes par frottements sont encore pires dans les bureaucraties internationales que dans les bureaucraties nationales. Sans vouloir critiquer personne, il est peut-être permis d'écrire que la gestion de ces grands organismes internationaux est pire encore que la gestion des organismes nationaux. D'où un malaise permanent et une tension qui s'aggrave à chaque réunion, et cela pour des raisons purement techniques.

Il n'est pas interdit de penser qu'un tel problème devait être soulevé. Si l'on veut un jour que marchent les institutions internationales, celles d'aujourd'hui ou celles de demain, il faudra repenser avec réalisme leur fonctionnement budgétaire. L'égalité des nations est une chose, mais abandonner la souveraineté budgétaire de son pays sans aucune garantie à une majorité de petites nations étrangères qui ne sont pas toujours raisonnables en est une autre. La démocratie internationale et la démocratie nationale sont deux principes dont il ne faut pas sacrifier sommairement l'un à l'autre. Nous ne croyons pas, en somme, qu'on pourra faire fonctionner dans l'avenir ces institutions sans donner sur le plan budgétaire certains pouvoirs à ceux qui payent, puisque ceux qui dépensent paraissent manquer à ce point de modération et de sens du réel.

HENRI MULLER.

On a aussi parlé de crise à l'U.N.E.S.C.O. à propos de l'admission de l'Espagne. Les opposants faisaient valoir que le gouvernement espagnol actuel n'adhérait pas aux principes qui constituent la base même de l'U.N.E.S.C.O. C'est exact, mais certaines nations membres sont loin d'appliquer ces principes et mériteraient alors d'être exclues.

Dans la période de violence où nous vivons, des représentants très authentiques de la culture d'une nation peuvent être obligés de vivre en dehors de son territoire. Il reste, disent les partisans, que l'Espagne possède un riche patrimoine culturel, dont on ne saurait priver les autres peuples. D'autre part, obligée de multiplier les contacts avec ses nouveaux partenaires, elle pourra être amenée à reviser certaines de ses positions qui heurtent la conscience de beaucoup. D'où, semble-t-il, un gain possible pour tout le monde. Malheureusement, le fait que certains gouvernements ont imposé aux hommes qui les représentent et qui auront à susciter ces contacts de voter contre leur propre sentiment, et, d'autre

part, les contextes politiques et militaires qui ont accompagné le vote, font craindre qu'il n'y ait à en attendre aucun profit, ni pour le peuple espagnol, ni pour les autres peuples.

FERNAND OLLIVIER.

Les choix du président Eisenhower

Les premiers choix du président Eisenhower et ses premiers actes doivent rassurer ceux qui cherchaient dans sa campagne électorale une discussion de principes et non ce qu'elle était, un match de boxe.

C'est le nouveau secrétaire d'État, M. John Foster Dulles, qui de ce côté-ci de l'Atlantique prête le plus à la controverse. Ne va-t-il pas sacrifier l'Europe ? Ne risque-t-il pas la guerre par son agressivité ? Je crains cependant que de telles inquiétudes n'attestent surtout la persistance d'une optique étroite et timorée. C'est bien l'Asie que vise en ce moment Staline, tout l'indique, jusqu'au mépris total de l'opinion dont témoignent les consignes inopérantes et les lavages de linge sale chez les communistes d'Occident; s'il consolide un bloc soviétique englobant la moitié du genre humain, c'est alors qu'il pourra se jeter impunément sur nous; la myopie qui nous hypnotiserait sur l'Elbe est au fond la même qui ne distingue plus de culture française au delà de la porte Maillot. L'isolationnisme américain la partageait : mais M. John Foster Dulles n'a jamais suivi M. Taft, il appartient au groupe de M. Dewey, il a contribué à l'élaboration de la politique bipartisane. Quant au refoulement, niera-t-on qu'un des plus graves dangers pour la paix réside dans une oppression qui ne laisse à des millions d'hommes d'autre espoir que la guerre ? A-t-on entendu ce qu'en disent les réfugiés polonais, roumains, chinois ? Consentir de cœur à un tel état de choses, n'est-ce pas s'attirer une vengeance fulgurante ? Croire qu'il peut durer indéfiniment sans produire ses conséquences, n'est-ce pas se boucher les yeux et les oreilles ? Munich a des lendemains terribles. La fermeté nous en a évité la rééditio un esprit d'offensive peut seule gagner la guerre froide,

combiné avec la prudence, l'empêchera de dégénérer en guerre chaude. Tel semble du moins le raisonnement de M. John Foster Dulles : qu'on l'approuve ou non, nous ne saurions en tout cas l'accuser de bellicisme.

En Amérique, ce n'est pas M. John Foster Dulles qui soulève des orages, c'est le benjamin de la promotion, le nouveau ministre du Travail, M. Durkin. Les autres choix, hommes d'affaires ou politiciens de métier, n'ont rien d'imprévu. Mais en M. Durkin, le nouveau président républicain se donne un collaborateur démocrate, et quel démocrate! Non point un Sudiste, solidement assis « à droite », mais un ami des syndicats, un catholique, le président de la Conférence catholique des Relations industrielles. Du coup M. Taft s'est mis en colère. Avec l'aide des Sudistes, qui espéraient un portefeuille en récompense de leur ralliement, il lui mènera la vie dure, et le président Eisenhower peut se retrouver aux prises avec la même opposition parlementaire que le président Truman. Mais les travailleurs respirent.

Sur quoi le futur président est allé faire en Corée le petit tour promis. Il l'a fait discrètement, à la façon d'une inspection militaire, laissant M. Syngman Rhee se mordre les doigts de n'avoir pu l'accueillir triomphalement et le compromettre. Il s'est contenté d'une brève déclaration disant très exactement ce qui pouvait inspirer confiance : « N'attendez pas de miracles, le problème n'est pas facile, je ne suis pas un sorcier »; et aussi, et surtout : « Il n'est pas question d'élargir les hostilités, ni d'attaquer la Chine continentale. » Il n'en fallait pas plus pour rendre sa popularité en Europe. Ces premiers actes sont d'un vrai chef. Il redevient lui-même, murmurent d'aise les amis qu'il avait déconcertés; il démontre que ses alliés électoraux d'un jour ne l'ont pas asservi; dans quatre ans, lorsqu'il rendra ses comptes, on ne le jugera pas sur un patronage quelconque, mais sur les résultats de sa présidence, selon qu'elle aura consolidé la prospérité nationale et la sécurité du monde; et qui sait si la France, à la condition de savoir ce qu'elle veut et de le dire nettement, ne trouvera pas en lui un partenaire plus compréhensif que s'il devait le pouvoir aux syndicats dont l'idéologie pousse à une intervention dans les affaires nord-africaines ?

Auguste Viatte.

La chasse aux sorcières

Imaginez... que le siège des Nations Unies soit à Moscou, où l'on réprime sévèrement les menées atlantiques, les activités bourgeoises, sionistes, cosmopolites et l'espionnage américain.

Supposez que des commissions policières spécialisées aient fait pression sur M. Trygve Lie, secrétaire général, que ce dernier ait renvoyé vingt-huit fonctionnaires soviétiques et refusé le renouvellement de leurs contrats à une demi-douzaine de fonctionnaires étrangers... Que les pressions s'étant accentuées, M. Trygve Lie ait donné sa démission avant que son conseiller juridique ne se suicide.

Qu'enfin, pour apaiser sa conscience, le secrétaire général, avant d'abandonner son poste et son traitement annuel (de vingt millions de francs, tous impôts exclus), ait réuni une commission composée de trois juristes des pays de l'Est, un Russe, un Polonais et un Tchèque... Voici leur avis : Ne peuvent être fonctionnaires de l'Organisation Internationale les individus coupables de « déloyauté » vis-à-vis de l'U.R.S.S. Quel émoi!

Heureusement, nous avons rêvé. Le siège de l'O.N.U. est bien à Washington. Les « activités subversives » ne sont pourchassées que par les Commissions Mac Carthy, Mac Carran et le F.B.I.

M. Trygve Lie certes est bien démissionnaire et M. Welle s'est suicidé. Mais les juristes dont M. Trygve Lie a pris l'avis sont un Américain, un Anglais et un Belge. Leur avis est que le « secrétaire général »... « devra renvoyer, sans considération de nationalité, tout membre du personnel dont il a des *motifs sérieux* de croire qu'il s'adonne, s'est adonné ou *pourrait s'adonner* à des activités considérées comme subversives ou déloyales par le pays où l'O.N.U. a son siège ».

Quelques bons esprits ont trouvé étrange qu'un Français ou un Anglais se doivent d'être loyaux envers un gouvernement étranger. Aussi, M. Trigve Lie a prié les consultants de s'expliquer. Les juristes sont dociles depuis Philippe le Bel... Qu'on en juge :

Sir Edwin Herbert écrit : « Je pense que la teneur de notre

apport devait montrer clairement que dans notre opinion
personnel des Nations Unies ne devait pas être compromis
ans des activités *considérées comme subversives* par la loi
u pays qui les héberge. » Il ajoute qu'en tenant compte du
ontexte, les mots déloyaux et activités subversives étaient
mployés en quelque sorte comme des synonymes. (Voir
New-York Herald Tribune, édition européenne du 15 décem-
re 1952.)

Voici, nous n'en doutons pas, M. Trygve Lie rassuré. Déloyauté » ou « activités subversives » sont synonymes ou resque. Le sens de ces synonymes sera déchiffré par les ommissions Mac Carthy et Mac Carran, qui examineront les motifs sérieux » qui permettent de penser qu'un fonctionnaire « pourrait s'adonner » à des « activités considérées omme « subversives »...

Tout cela est parfaitement clair. Voici les Nations Unies auvées... Il est heureux que le siège n'en soit pas à Moscou!

Il y a sans doute loin en apparence de cet « avis des trois uristes » à l'interrogatoire des cuisiniers du paquebot *Liberté* ar les agents du F.B.I.

Pourtant ces événements signifient clairement que le sénateur le plus borné d'Amérique a gagné et qu'est désormais enié un des principes fondamentaux de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, votée par l'O.N.U. (à l'exception des pays de l'Est), celui de la « libre circulation des personnes, des idées et des biens ».

Les lois Mac Carthy et Walter entreront en vigueur aux États-Unis la veille de Noël. Et pour ne pas perdre de temps, es inspecteurs de l'émigration interrogent le personnel à bord du *Liberté*. « La libre pratique » des ports de la tradition maritime est niée. Les cuisiniers, les matelots, les techniciens des équipages qui refuseront de répondre aux enquêteurs ou qui répondront mal, tous ceux en somme qui « pourraient s'adonner » à des activités subversives, « les méchants » ne descendront pas à terre à New-York. Ils resteront à bord.

Ils pourront, il est vrai, contempler de leur navire cette statue fameuse entre toutes, dans ses voiles de bronze, et qui brandit, pour qu'on la voie de loin, le flambeau de la liberté.

JACQUES MERCIER.

Le procès de Prague et le Moyen-Orient

L'accusation de sionisme, portée par le procureur général contre onze des inculpés de Prague, a donné un accent particulier, à Jérusalem comme dans les capitales arabes, à cette terrible affaire. Le fait que le ministère public ait insisté sur ce chef d'inculpation, affirmant que : « Ce n'est pas un hasard si, sur quatorze inculpés, onze sont le produit d'organisations sionistes », a paru d'autant plus significatif que titisme et trotskisme, reprochés aussi à Slansky et à ses compagnons, suffisaient bien à les faire pendre. Ces hommes déjà perdus n'avaient pas besoin de cette pierre de plus au cou. Si on la leur accrochait, c'était moins pour les accabler que pour édifier les autres. Mais cet antisionisme, si gratuitement affirmé, ne cache-t-il pas surtout un antiisraélisme, une attaque contre l'État même d'Israël plus que contre l'organisation et le mouvement dont il est né ? Voilà qui ne serait pas invraisemblable, alors que les satellites de l'U.R.S.S., qui conservent des relations diplomatiques avec des États membres du Pacte Atlantique, paraissent sur le point de rompre avec Israël.

En effet, quels motifs de politique intérieure pouvaient déterminer Moscou à lancer ce grief de sionisme ? La théorie, à vrai dire, laissait assez libre. Si Marx, encore jeune en 1843, s'était élevé, dans un article retentissant, contre le judaïsme éternel, bien des assouplissements étaient intervenus en 1928, lors de la création du district autonome de Birobaidjan, réservé aux Juifs. Bien plus, non seulement cette solidarité juive était admise sur place, mais le sionisme proprement dit, le retour à la terre des ancêtres, était facilité et des milliers de Juifs quittaient, encore en 1949, le territoire des républiques populaires et de l'U.R.S.S. Est-il besoin de rappeler que les soviets furent les premiers, avec les Américains, à reconnaître la jeune République ? Les dirigeants se décidèrent-ils alors sous le coup d'impérieuses nécessités pratiques ? On ne voit pas quel danger pourrait présenter un internationalisme, alors que ceux qu'il tente ne peuvent plus partir. D'autant que l'autre déviation, celle du nationalisme

et du titisme, est au contraire très menaçante et toujours renaissante. Le sionisme n'est-il pas un antidote au danger de l'heure ? Les dirigeants soviétiques se souviennent certainement que, en Hongrie, Ladislas Rajk, seul dirigeant communiste non israélite, donna naissance à une tendance dite hongroise qui dut être liquidée. Il avait cristallisé autour de lui, à la fois l'antisoviétisme et l'antisémitisme. Ajoutons que, à l'exception de Clementis (l'un des trois non-juifs) dont l'attitude fut douteuse, sur le plan communiste, au moment du pacte germano-soviétique, tous les autres, de Slansky à Frejka, en passant par Simone ou Loebl, paraissent avoir été animés d'un dévouement total à l'égard de Moscou. Donc pas de motif théorique, pas de problème pratique qui, pour la politique intérieure, puisse justifier l'accent mis à Prague sur l'accusation de sionisme. Que ce fut là un prétexte savamment monté en épingle est rendu plus probable encore du fait que les relations du procès, dans la *Pravda* et les *Izvestia,* contrairement à la radio tchécoslovaque, ne soulignèrent à aucun moment le caractère antisioniste de l'action judiciaire. Il s'agissait bien là d'un argument pour l'exportation.

En revanche, plusieurs motifs pouvaient inciter les soviets à faire preuve d'antisionisme à l'étranger. Le premier, en étant désagréable pour l'État d'Israël, de flatter les Arabes. Le moment était propice, alors que rien ne restait à perdre à Tel Aviv et à Jérusalem, qui furent autrefois l'objet de tant de soins. Depuis le temps du pont aérien, entre la Tchécoslovaquie et les colons juifs luttant pour leur liberté, Israël a en effet abandonné ce qu'on appelait la politique de non-identification. Ceci est devenu particulièrement apparent depuis la guerre de Corée et les premières tentatives pour la défense du Proche-Orient. D'autre part, les accords Bonn-Jérusalem, attribuant aux Juifs une réparation matérielle pour quelques-uns des dommages subis sous la dictature naxie, ont excité, chez les Arabes, un ressentiment facilement mobilisable. On se souvient que, depuis septembre dernier, des délégations se sont succédé à Bonn pour protester contre les accords et s'élever contre leur ratification qui, par la fourniture sur une période de douze ans de plus de treize milliards de marks en marchandises, risquaient de renforcer le potentiel israélien. L'antisionisme affirmé d'une

démocratie populaire faisait coup double. A la fois, il était agréable à des nations arabes pour lesquelles le problème d'Israël reste le principal, il les incitait à se rapprocher de Moscou; et il favorisait leur raidissement à l'égard de Bonn, au moment où la pénétration économique de l'Allemagne au Moyen-Orient était remise en cause. L'antisionisme, sympathique aux Arabes, embarrassait encore la République Fédérale allemande, voisine immédiate, dont on pouvait prétendre qu'elle avait partie liée avec M. Ben Gurion.

Ce but fut-il atteint ? Bien sûr, en Israël même, la majorité anticommuniste a été immédiatement renforcée. Parmi les inculpés se trouve M. Mordechay Oren, un des chefs de la fraction la plus à gauche du parti israélien Mapam, prosoviétique en politique étrangère, mais sioniste. Sur ce dernier point le Mapam était en désaccord avec le parti communiste israélien. Déjà, il y a quelques mois, un petit groupe s'était détaché du Mapam sur l'incitation de deux députés à la Knesset. L'inculpation de M. Mordechay Oren touchait le groupe le plus fidèle à Moscou. Au début, ces parlementaires se contentèrent de réaffirmer la fidélité de M. Oren, de protester que les accusations étaient calomnieuses, tout en ne portant pas de jugement sur l'ensemble du procès. Mais, lorsque le débat sur cette question eut lieu à la Knesset, le comité politique du Mapam décida, par vingt-cinq voix contre neuf, non seulement de soutenir la cause de M. Oren, mais de protester énergiquement contre l'antisionisme manifesté à Prague. De la sorte, le leader de l'aile gauche du Mapam, Dr Moshe Sneh, fut mis en minorité. Il se pourrait que prochainement les gauchistes rejoignissent le parti communiste, mais en attendant c'est à l'unanimité, moins les seules voix communistes, que la protestation de M. Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères, fut approuvée. Que les communistes soient affaiblis en Israël a probablement peu d'importance aux yeux de Moscou. En revanche, il était maladroit de renforcer, par contrecoup, la position de M. Ben Gurion, travailliste modéré et actuel Président du Conseil. Maintenant M. Ben Gurion, qui était précisément en difficulté avec ses alliés de droite du parti religieux, va probablement trouver une majorité de rechange centriste, avec l'appoint nouveau du Mapam dans son ensemble. Conséquence qui dépasse de loin les simples combinaisons parlementaires,

si l'on retient que le mal qui mine Israël est l'opposition entre les laïcs et des religieux dont les exigences s'affirment chaque jour davantage, mais dont l'appui restait indispensable sur le plan parlementaire. L'unité nationale vient d'ailleurs de s'affirmer, à une écrasante majorité, par l'élection de M. Ben Zvi, socialiste de droite, à la présidence de la République, en remplacement de M. Weizmann, récemment décédé.

Le succès est-il plus grand du côté arabe? En tout cas, la rupture germano-arabe est évitée. A la suite des interventions de M. Pawelke, ambassadeur de la République Fédérale au Caire, le général Neguib renonce à boycotter les produits allemands, et la foire du Caire, un moment contremandée, aura lieu. On s'oriente nettement vers une formule de compromis et des commandes importantes sont passées, en Allemagne, par l'Égypte et l'Irak. Les Allemands seraient disposés à exporter vers les États arabes l'équivalent de ce qu'ils livreront à Israël. D'ailleurs, on ne voit pas bien comment on aurait pu aboutir à une rupture totale. Qui d'autre que l'Allemagne fédérale pourrait acheter le coton égyptien et la plupart des produits alimentaires des pays arabes? Si donc, comme nous le pensons, l'antisionisme et l'antisémitisme affirmés à Prague étaient principalement manœuvre de propagande étrangère, dirigée contre Israël et l'Allemagne de Bonn, pour séduire les États arabes, on peut considérer qu'elle a échouée. Elle a, de plus, provoqué dans le reste du monde non soviétique une réprobation quasi générale.

JACQUES NANTET.

Vérités sarroises

La querelle sarroise s'oppose, selon l'avis de tous, à une utile collaboration franco-allemande et aussi à la construction de l'Europe. Les élections qui ont eu lieu en Sarre le 30 novembre dernier ont été interprétées avec raison comme une victoire très nette de la thèse

autonomiste. En même temps, elles ont pourtant fait reconnaître l'existence d'un courant révisionniste pro-allemand qui, dans certaines circonstances, pourrait fort bien se gonfler dangereusement. Du côté français, on aurait donc tort de se reposer sur le succès du 30 novembre qui ne pourra devenir définitif que dans la mesure où l'on réussira à européaniser la Sarre et à intégrer le territoire dans un ensemble économico-politique commun à la France et à l'Allemagne. Dans la mesure où la diplomatie secrète moderne nous permet de juger la situation, il est permis de dire qu'un accord franco-allemand sur la Sarre n'est nullement impossible.

Lors de l'unique véritable discussion sur le problème sarrois à Luxembourg en septembre dernier, MM. Schuman et Adenauer ont donné aux observateurs l'impression d'être satisfaits de leur travail. Ils avaient, en effet, fixé d'un commun accord les grandes lignes du futur régime politique d'une Sarre européanisée. Cette entente a été officieusement confirmée et elle semble subsister. Lorsqu'en dernière minute des difficultés économiques intervinrent, leur origine sembla être beaucoup moins réelle que tactique. Le chancelier allemand devait en effet compter avec l'existence des partis pro-allemands en Sarre qu'il ne pouvait pas désavouer sans provoquer des protestations violentes à l'intérieur de son propre parlement. A plusieurs reprises, il essaya de convaincre ces partis de l'utilité de la solution européenne, il y parvint presque, pour échouer finalement. A ce moment-là, il ne lui resta aucune autre solution que de suspendre les négociations avec la France et de laisser, sous un prétexte ou un autre, la parole aux électeurs sarrois. Adenauer n'avait rien à perdre dans une telle consultation. Le résultat actuel l'autorise à reprendre les négociations avec la France, une victoire allemande plus ou moins nette aurait renforcé sa position en face de son partenaire français.

Économiquement, la Sarre n'est pas pour l'Allemagne

un enjeu intéressant. Charbon et acier sarrois furent toujours difficilement vendables en Allemagne et ne disposaient que d'un marché naturel assez limité dans certaines régions méridionales. Le bassin sarrois n'est pas rattaché au réseau fluvial allemand. La construction envisagée et déjà fort avancée du canal Rhin-Main-Danube défavorise encore plus nettement la Sarre envers la Ruhr, notamment en Bavière. La sidérurgie de la Ruhr a toujours considéré les entreprises sarroises comme une concurrence gênante dont il fallait freiner le développement. Par ailleurs, dans la période de séparation de la Sarre de la Lorraine, entre 1935 et 1940, le gouvernement du Reich avait dû dépenser des sommes considérables pour subventionner l'économie sarroise. Le chancelier Adenauer et ses collaborateurs n'ont nullement l'intention de répéter cette expérience ni de charger la balance des paiements de leur pays par des importations supplémentaires indispensables pour le ravitaillement en vivres de la population sarroise.

Si l'Allemagne se heurte à des réalités économiques, la France devra tenir compte d'un certain nombre de nécessités politiques. La population sarroise réclame une autonomie véritable et sans réserves. L'européisation signifie pour elle en premier lieu la fin du règne proconsulaire français. A présent, l'ambassadeur de France à Sarrebruck joue un rôle politique nettement prépondérant auquel il faudrait renoncer sans hésitation. Chaque entrave à l'autonomie sarroise en faveur de certains intérêts économiques ou personnels risquerait d'alimenter la propagande pro-allemande et antieuropéenne.

ALFRED FRISCH.

Élections partielles

Les élections partielles du Nord, du Lot, de la Seine-Inférieure et du premier secteur de Paris, auxquelles il faut joindre toute une série d'élections cantonales, ne sont pas susceptibles d'avoir sur la politique générale un retentissement quelconque. Sont-elles sans aucun intérêt, ce serait trop dire. Elles montrent un certain nombre de choses. Dans l'ensemble de la Province, la seule coupure réelle entre les partis, celle qui distingue la droite de la gauche, reste la laïcité scolaire, et ce thème a permis deux fois le triomphe des candidats classés comme laïcs.

Est-ce à dire que l'opinion soit passionnée par cette question ? C'est d'autant moins vrai qu'elle n'est passionnée par rien et qu'à Paris comme en province l'abstentionnisme a triplé par rapport aux élections générales. Ce qui tend à montrer que le retour au choix des hommes (par opposition à la proportionnelle qui choisit des partis) n'est pas suffisant pour galvaniser les foules. Je sais bien que cette démonstration peut être critiquée et qu'on dira que la circonscription départementale est trop grande et la circonscription cantonale trop petite pour intéresser les électeurs. Mais il faut bien reconnaître que le scrutin uninominal français retrouve les taux de 40 % et plus d'abstentionnistes qui caractérisent depuis longtemps le scrutin uninominal des Britanniques.

Ces abstentions ont pourtant fait peu varier (du moins en ce qui concerne les premiers tours qui permettent seuls des comparaisons valables) les grandes masses électorales, — communistes, troisième force, droite. Ceci est assez frappant, car cela montre qu'en gros, et contrairement à ce qui a longtemps été affirmé, le pourcentage des abstentionnistes peut être à peu près le même

chez les communistes, chez les non-communistes et chez es anticommunistes.

Le scrutin du premier secteur de Paris comporte un enseignement complémentaire : la preuve chiffrée que les masses électorales qui ont assuré, au moins dans les grandes villes, le triomphe électoral du R.P.F. en 1951, n'était pas des gaullistes, mais des droitiers classiques. C'est cette masse, non représentée, qui a gonflé les effectifs du M.R.P. à la Libération, l'a abandonné pour le R.P.F. à partir de 1947 et est en passe d'abandonner ce dernier pour M. Pinay ou du moins ses soi-disant supporters.

S'agit-il d'une bonne affaire pour M. Pinay? C'est possible sans être évident. Certes M. Pinay a déclaré qu'il ne voulait pas tomber, et, jusqu'à présent, c'est volontairement que sont tombés tous les gouvernements de la IV^e^ République. M. Pinay a donc d'assez bonnes chances s'il veut vraiment rester, d'autant qu'il semble sincère en affirmant qu'il veut tenir. L'on n'en veut pour preuve que le fait qu'il a accepté pour rester de dégrader son mythe — le mythe du défenseur entêté de l'intérêt général, y compris contre ses amis — en capitulant une fois de plus devant le chantage des betteraviers et autres bouilleurs de cru.

Mais précisément son succès peut amener sa perte, car il reste au R.P.F. une carte à jouer, qu'il peut jouer, qu'il doit même jouer s'il ne veut pas disparaître dans les plus brefs délais. Et c'est cette carte que paraît avoir voulu jouer M. Diethelm : se servir de sa force parlementaire, encore considérable, pour apporter solidement aux partis du centre un appoint de rechange à la défection chronique de la moitié des paysans (Antier) et d'un petit groupe de radicaux et d'indépendants. Si l'échec de M. Albert Olivier est compris au R.P.F. le triomphe de M. Coirre peut aider la chute de M. Pinay.

HENRI MULLER.

Le code du Travail d'outre-mer

Par l'adoption en seconde lecture du projet de code du Travail d'outre mer, l'Assemblée nationale a mis un terme à des débats et des travaux datant de plus de six ans. Au lendemain de la Libération, le gouvernement provisoire avait prononcé l'abolition du « travail forcé » (ou obligatoire, comme l'on veut) dont la réglementation était demeurée dans les « colonies » le plus souvent hypothétique. Un décret du 18 juin 1945 portant codification du « travail indigène » ne fut jamais appliqué. Un projet de code du 17 octobre 1947 n'aboutit pas davantage. Des consultations de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique aboutirent en 1949 à la mise au point d'un projet de loi qui servit de base aux discussions de l'Assemblée qui adopta le texte après six mois de travaux. Ce texte subit de profonds remaniements au Conseil de la République dans le sens désiré par le colonat. En deuxième lecture, l'Assemblée nationale, si elle a retenu quelques-unes des modifications d'ordre formel adoptées au Conseil, a repris les dispositions essentielles rejetées au Luxembourg.

L'on s'en rend peu compte dans la métropole : l'adoption d'un code du Travail pour les territoires d'outre-mer représentait une impérieuse nécessité. Nécessité économique si l'on songe aux transformations profondes qu'ont connues les territoires et qui se sont accélérées encore depuis l'application du Plan d'équipement. Nécessité politique : la plupart des réglementations existantes, anciennes et dépassées se trouvaient généralement en contradiction avec les principes fondamentaux de la Constitution de l'Union Française. Nécessité sociale enfin : le monde du travail qui s'est constitué dans les territoires est de moins en moins inorganisé; par l'intermédiaire de ses formations syndicales, il a fortement pesé dans les débats et obtenu l'adoption de dispositions qui suscitaient cependant beaucoup de réserves de la part des autres parties en présence. Il en est ainsi par exemple du règlement collectif des conflits du travail.

Le texte adopté proclame sans réserve l'abolition du travail forcé sous toutes ses formes et le caractère non discrimina-

oire de la législation. Il ne comprend guère d'innovations lans ses chapitres relatifs à la liberté syndicale, au contrat le travail, à la durée du travail, au placement et au droit de grève. Son caractère « social » est toutefois particulièrement accentué dans les dispositions ayant trait au salaire, 'hygiène et la sécurité, à l'inspection du travail et des *lois ociales*. Il innove au contraire lorsque dans son dernier itre (dispositions transitoires), un article (237) habilite les hefs de territoire à constituer, par arrêté et sous réserve le l'approbation du ministre, des prestations familiales et les caisses de compensation, ayant à cet égard sollicité 'avis des Commissions consultatives du travail et des Assemblées représentatives; enfin lorsqu'il est prévu la création « partout où cela sera jugé possible... de Caisses chargées du financement des œuvres sociales des entreprises, telles que cantines, coopératives de consommation, organisation des oisirs et de l'habitat ».

De telles dispositions, banales pour la métropole, auront de profondes répercussions dans les territoires. Les Africains et Malgaches se réjouissent des répercussions sociales. Les employeurs-colons se méfient des répercussions économiques... La résistance de ces derniers a entraîné dans le vote erminal l'abstention des Radicaux, des Indépendants et du R.P.F. L'adresse du secrétaire d'État, notre ami le Dr Aoulat qui, depuis trois ans, s'est employé de tous ses efforts à faire sortir le code, n'a pas eu raison de cette opposition. Si ce texte a été adopté à l'unanimité des votants, l'on doit remarquer que la décision fut longtemps en balance et que seule la participation communiste assurait au vote du code une majorité d'un type devenu inhabituel.

P. Albin-Martel.

Le chanceux et les paltoquets

Le nihilisme paie. Autant que l'héroïsme, semble-t-il. L'homme moyen de 1953 se juge inapte aux actions d'éclat. Il n'a pas tort si l'on songe que du héros en titre l'espèce

est à peu près disparue : trop de cadavres sur les champs de bataille, trop d'engeôlés dans les camps, trop de révolutionnaires prébendés engorgent les statistiques. Que reste-t-il au citoyen ordinaire, sinon le soin de sa survie, la sauvegarde de son confort, au prix d'un rapetissement de ses appétits ?

La part brimée en lui des possibilités de dévouement, il ne lui arrive de la préserver qu'en rêve, de l'alimenter qu'en lectures fortes, déléguant à quelques-uns son inassouvissement de la grandeur : de sorte que Clostermann ou Herzog deviennent les héros par procuration d'une foule de paltoquets... Tout n'est pas si mal dans le monde tant qu'il existe quelques types à cran!

Mais la constatation que ces derniers sont rares, et peut-être surfaits, ne laisse à l'homme moyen qu'une issue : le désespoir collectif, le nihilisme. Comme le propre de notre nature est de tirer espoir de la désespérance même, plus l'univers se révèle absurde et plus le paltoquet — moi comme toi, lecteur, « mon semblable, mon frère » — se console de n'être pas une exception misérable dans l'universelle misère. Ceci posé, quel est le mérite d'un romancier de la fin de temps ?

On songera tout de suite à l'auteur de *La vingt-cinquième heure*, dont ici même Dominique Dubarle dénonçait l'insuffisance sur le plan de l'avenir scientifique [1]. M. Virgil Gheorghiu a beaucoup fait parler de lui. Son livre aussi. C'est sans doute pourquoi en voici un autre, sinon de la même veine, du moins de la même lignée : *La seconde chance* [2].

Je suis sûr que le paltoquet se précipitera sur ce numéro deux de la petite apocalypse. Sera-t-il déçu ? Je ne pense pas. L'ouvrage est bien construit, avec des sens uniques, des réserves de verdure, des lieux pour la détente, des carrefours et des ronds-points tout à fait modernes. Le souffle qui secoue la verdure n'est pas indécis, ni asthmatique : c'est plutôt un grand vent — non pas de Pentecôte, mais d'Enfer. Il y a des passages faits pour vous tirer des larmes (l'histoire d'un petit garçon que ses parents repoussent parce qu'en jouant il a crevé l'œil de son frère), d'autres pleins d'éloquence burlesque (les exhortations de Boris Bodnariuk aux pionniers d'

1. Voir *La Vie Intellectuelle* de mars 1950, p. 334.
2. *La seconde chance*, par Virgil Gheorghiu (Plon).

désert), deux ou trois tableaux inoubliables — en particulier celui où l'on voit les *Anges de feu* (Pathmos n'est pas loin!) abattre dans la nuit, sous la brume, une fournée d'Israélites dont les cadavres finiront suspendus aux crochets de l'abattoir municipal.

Les héros de cette fin du monde sont roumains, comme l'auteur. Ils ont eu droit à trois terreurs successives : l'antisémitisme, la tyrannie communiste, la persécution nazie. L'Histoire semble donner raison à M. Virgil Gheorghiu là-dessus. En tant que romancier, ce qu'il pense de la Roumanie actuelle nous importe peu. Ou beaucoup, au contraire, si l'on veut. *Peu* : parce que l'objectivité politique d'un émigré (se targuât-il d'avoir choisi la liberté) est sujette à examen. *Beaucoup* : en ce sens, du moins, qu'il figure assez bien l'incarnation de ressentiments tels que nous pourrions un jour les payer d'une guerre...

« Une moitié de l'Europe avec ses villes, ses villages, ses hommes et ses bêtes, a été offerte aux Russes pour être détruite... », fait-il dire à l'un de ses personnages. Aux Américains de tirer la conclusion, n'est-ce pas? Car M. Gheorghiu tourne les yeux vers les U.S.A. Ce qu'il nous propose est encore informulé. Cependant, le feu et le sang dont rougeoient les chapitres de son roman ne nous promettent guère que la paix des nécropoles.

Nous l'avons dit : cette petite mort grégaire est une consolation pour beaucoup. Les Occidentaux chez qui l'auteur a la chance de publier ses ouvrages n'ont pas coutume (n'ayant pas assez souffert?) de numéroter leurs chances à eux. Première? Seconde? A quoi bon, après tout, puisqu'on leur démontre que la seconde est illusoire!

Ce nihilisme est malvenu. M. Gheorghiu, demandait Dominique Dubarle à propos de *La vingt-cinquième heure*, ne cède-t-il pas « à l'inconscient besoin qu'ont parfois les intellectuels brimés de transformer en malheurs cosmiques et en attentats à la conscience universelle les désagréments, justifiés ou non, qu'il leur arrive d'éprouver »?

Lorsque la narration d'imaginaires cataclysmes tourne au succès de librairie, qui condamnerait le narrateur d'avoir décidivé? Que ce chanceux ait droit à cette appréciable chance, tant mieux pour lui! Que les paltoquets le prennent au sérieux, tant pis pour eux!

MAURICE CHAVARDÈS.

AZIMUTS

Dans les revues françaises ou étrangères, dans leur articles et comptes rendus se font entendre, de plus e plus nombreuses, me semble-t-il, des protestations contre l civilisation actuelle, ou précisément, contre les technique quelle a mises au point, en visant bas, de mainmise su l'homme. Que ces techniques utilisent la pression sociale l'anesthésie des ivresses ou des habitudes, les prestiges d rêve ou du sacré, qu'elles assiègent l'homme en son habita en son lieu de travail, en son loisir, en ses migrations quot diennes, quels qu'en soient les spécialistes, ingénieurs d tentations urbaines, leurs deux poursuites complémentair sont, d'une part, de concentrer, d'intégrer l'homme dans d masses, de le réduire à l'état de relais dans un circuit, de l'o cuper, le posséder, l'exploiter, le distribuer; et d'autre part déconcentrer et désintégrer l'homme intérieur. Que l'o songe à certaines grandes usines, au cinéma, à la radio, certains quartiers, aux possibilités de la télévision, au jou nal, au magazine, quels qu'en soient les contenus, le se étalement et prolifération de ces appareils semble vouloi meubler le silence intime où l'homme découvre ses respons bilités, et l'en protéger par la brutalité ou le charme. Da des camps et casernes de toutes sortes, ou bien à domici ou même portatives, on lui offre, préfabriquées, commu sées, ce qu'une analogie insultante appellerait son action sa contemplation. Les monuments à la gloire de la civi sation actuelle, à côté des femmes porte-flambeaux ou hommes porte-étoiles, devraient toujours évoquer deux sy boles de hautes civilisations : le calculateur et surveillant corvée, de l'ancienne Égypte, et la Grande Diane d'Éphè s'offrant à d'innombrables tétées.

Aux institutions religieuses même, par quoi il ne faut entendre les seuls collèges secondaires, on voit reprocher ou là des tendances semblables; et de ne pas secouer su samment la paresse d'être chrétien, comme à l'extérieur

encourage la paresse d'être homme. Dans certaines de ces institutions, on ne trouverait, comme le philosophe américain John Dewey à la recherche d'un matériel scolaire vraiment pédagogique, que des meubles faits pour favoriser l'écoute à sens unique, l'absorption passive, non le dialogue vrai, ni le silence de la germination; en d'autres, tout serait calculé, mythes et engrenages, pour l'unité d'action et l'uniformité de comportement. Comme si l'on craignait chez le fidèle la possession de soi, on ne lui en donnerait qu'à regret les méthodes traditionnelles, d'ailleurs vite détournées vers la conquête du monde plutôt que vers la quête de Dieu. Entre les deux pôles de Newman, « moi-même et mon Créateur », dont le P. Bouyer vient de refaire contre Bremond l'exégèse, la tension subirait des aimantations moins immédiatement spirituelles. Bref ces critiques disent éprouver de l'intérieur les sentiments que le chanoine Leclercq (*Revue Nouvelle*, 15 nov., pp. 369 et sq.) a trouvés chez des observateurs incroyants : « Vue du dehors, l'Église catholique fait l'effet d'un prodigieux mécanisme, où tout marche sur ordre avec une discipline sans pareille » (p. 371). Et plus loin, analysant les conséquences à longue portée de la Réforme, le chanoine Leclercq écrit, après avoir prévenu des nuances que réclame une présentation schématique :

> La Réforme s'étant présentée comme un retour à l'Évangile, et ayant opposé l'Évangile à l'Église, la Contre-Réforme mit l'accent sur la fidélité à l'Église et on se laisse entraîner, non théoriquement, mais en pratique, à l'apparence de reconnaître une opposition entre l'Église et l'Évangile, et à enseigner qu'il fallait préférer l'Église. — Le catholique devint le fidèle de l'Église plutôt que le fidèle du Christ... Bien entendu l'Église s'inspirait de l'Écriture et tout son enseignement en était imprégné; mais on préférait que les fidèles ne le vérifient pas par eux-mêmes et se bornent à faire confiance à l'Église... Le catholique n'est donc pas celui qui s'inspire de l'Évangile, et on se préoccupe peu qu'il s'inspire personnellement de l'Évangile; on s'en détourne le plus souvent parce qu'on craint qu'à s'inspirer de l'Évangile il perde de sa soumission à l'Église.
>
> Ceci explique comment on en arrive à former des catholiques dans la vie desquels l'exemple du Christ ne tient plus de place et qui, attachés à l'Église sans se préoccuper du rattachement de l'Église au Christ, ne distinguent plus dans l'Église ce qui est proprement chrétien et ce qui est simple développement historique, humain, susceptible de changer. Parfois même s'attachant à ce

qui correspond à leur tournure d'esprit, ils ne prennent en considération que certains éléments dont la présence dans l'Église est tout accidentelle, tel que l'attachement à une forme politique (pp. 374-375).

Dans les réactions diverses à l'égard de la civilisation profane ou de certains aspects des institutions religieuses, réactions d'abord contre des techniques hypnotiques ou tentaculaires et secondairement contre les idéologies qui ne dédaignent pas de les utiliser, dans ces réactions on trouve moins la violence que le refus, la défense passive, la nostalgie d'autres climats spirituels et quelquefois l'évasion. Sans doute ce sont là des attitudes d'intellectuels ou de personnes cultivées et bourgeoises. Elles n'en sont pas nécessairement à dédaigner, et même si ce qu'elles apportent paraît quantitativement négligeable, vu leur petit nombre et leur dispersion à côté d'autres influences, leur sentiment d'insatisfaction et leurs critiques rejoignent peut-être ceux que ressentent obscurément d'autres hommes sans les pouvoir exprimer autrement que par la révolte et le désir de la révolution.

On trouvera dans *Fédération* (n° 94, nov. 1952, pp. 713-728), sous la signature de Paul Sérant, une étude sur l'angoisse contemporaine et le succès de l'ésotérisme. En cette époque de bouleversement mondial, ceux qui souffrent du mal du siècle, mal du millénaire peut-être, cherchent la guérison les uns dans le progressisme, d'autres dans l'existentialisme. Hors de ces deux mouvements se placent ceux qu'étudie P. Sérant qui recourent aux « spiritualismes » et aux « religions de salut ». Cette dernière expression évoque la fin de la civilisation hellénistique et romaine : j'ai trop peu de souvenirs de mon histoire pour chercher si l'on pourrait voir dans le progressisme marxiste et l'existentialisme, un stoïcisme et un épicurisme démocratisés, et dans certaines formes religieuses une équivalence sociologique du culte impérial. Aussi bien, notre analyste s'intéresse moins au contenu des religions de salut et moins aux diverses sectes qu'à l'état d'esprit de leurs adeptes, selon qui

> au delà des vérités fragmentaires et relatives que l'homme peut acquérir grâce aux disciplines classiques de la recherche, il existe une vérité absolue et unique, qui ne saurait contredire les vérités de tous ordres, mais qui, au contraire, les contient, te

n les dépassant. Cette vérité, n'est-ce pas ce que la religion pro-ose à l'homme d'adorer ? Sans doute : mais alors que le fidèle e contente de croire, ce qui est l'attitude exotérique, l'ésotériste ntend *connaître*... L'accès à cette connaissance, — la Connais-ance — sera rendu possible par *l'initiation* (p. 715).

Sur cette initiation, les ésotéristes se divisent, les uns enant pour l'illumination, d'autres pour le concours de disci-lines précises, soit empruntées aux sciences et philosophies ctuelles, soit mystérieusement transmises de l'antiquité.

L'histoire des religions, l'extraordinaire développement des echerches sur les traditions mystiques, encouragent l'aspira-ion à voir dans les religions et métaphysiques autant d'as-ects de la même Vérité supra-formelle. Et la « Lettre à un eligieux » de Simone Weil est ici résumée comme caracté-istique de cet état d'esprit (pp. 716-718).

Mais, revenant aux composantes de la psychologie ésoté-iste, Paul Sérant y discerne l'insatisfaction des enseigne-ents laïcs et religieux, la haine du collectif, le goût du ecret et de la solitude, mais de la solitude fraternelle, et, ar un paradoxe, ne se refusant pas la propagande. Pédan-isme et préciosité, immoralisme ou supra-moralisme, orgueil ucifférien, accompagnent souvent cet état d'esprit, chez les nages du moins (pp. 721-726).

L'aspect social de l'ésotérisme est alors envisagé. L'auteur ignale dans les civilisations extrême-orientales, et chez cer-ains doctrinaires occidentaux, Raymond Abellio, par exem-le, hostiles à la Renaissance, une relation particulière à la olitique :

Les « ésotéristes » ont conscience que ce qu'ils cherchent ne leur ermettra pas seulement de se libérer eux-mêmes, mais aussi de articiper à la rénovation nécessaire de la cité. Le cercle de soli-ude est brisé par le rêve d'une société redevenue harmonieuse, ccordée aux grandes lois cosmiques et métaphysiques et dans aquelle les distinctions sociales correspondraient aux différences 'aptitudes spirituelles des individus (p. 727).

Mais notre analyste doute qu'une élite puisse resacraliser es sociétés occidentales. Et si l'on trouve des ésotérismes à 'œuvre dans la politique, c'est un ésotérisme non de doc-rine, mais de méthode, à la recherche du pouvoir par des

moyens occultes, ou en lutte clandestine contre un pouvoir totalitaire (pp. 727-728).

Des divers ésotérismes évoqués dans cet article, apparentés au Çoufisme, à Lao-Tseu, à Confucius, aux Rose-Croix, à la Gnose, aux Cathares, à la Kabbale, celui qu'on appelle d'un mot hindouisme semble avoir davantage d'adeptes. Développer les raisons de cette faveur n'est pas de mon propos. Certaines d'entre elles apparaîtront dans deux textes récents. Le premier, de Michel Carrouges, dans *Preuves* (n° 21, pp. 72-73), signale les rapports de l'hindouisme et du surréalisme, dans un compte rendu intitulé « l'Himalaya spirituel », de plusieurs livres, dont le « magistral » ouvrage de Raymond Schwab, sur *La Renaissance orientale*.

Nulle part, peut-être, cette influence (de l'Inde) ne s'exerce avec plus de force que sur les milieux créateurs de la pensée et de la poésie d'avant-garde. On sait comment elle s'est répandue par l'action de groupes comme ceux de Gourdjeff et de Lanza del Vasto. Mais se souvient-on assez de la remarquable équipe du *Grand Jeu*, où voisinaient Daumal, Gilbert-Lecomte et Renéville ? A-t-on perdu de vue que l'une des formes japonaises du bouddhisme, la secte Zen, n'a pas été sans jouir d'un grand prestige auprès de Breton, comme auprès de Bataille ? — Cette rencontre de notre avant-garde avec la spiritualité hindoue et ses avatars extrême-orientaux ne doit pas surprendre. L'attraction de ce qu'on appelle assez superficiellement l'exotisme ne s'exerce avec profondeur que dans la mesure où, sous le couvert d'apparences aussi éloignées que possible, une profonde analogie est ressentie. Cette spiritualité hindoue et plus généralement asiatique n'a-t-elle pas tendance à réduire les déités au rang de moires de l'Absolu moniste et immanent ?

Et, d'autre part, la poésie d'avant-garde n'est-elle pas bien plus qu'un art, une expérience spirituelle ? Ne cherche-t-elle pas de toutes ses forces à faire exploser les formes usuelles du monde de la pensée pour faire régner la lumière magique des instants de l'illumination poétique ? ... Il y a de profondes affinités entre la poésie prométhéenne et la spiritualité de l'Inde et de l'Asie. Les surréalistes s'en sont fort bien rendu compte : le ton de l'Adresse au Dalaï-Lama et de la Lettre aux écoles du Bouddha, dans le n° 13 de la *Révolution surréaliste* est exactement aux antipodes de celui de leur Adresse au pape. Toute la question est de savoir, en effet, si le secret perdu de la véritable puissance poétique ne s'est pas conservé dans quelques lieux privilégiés de l'Asie...

La flexibilité de l'hindouisme est d'autre part indiquée par

. Surval dans *Art-Vie-Cité* (Lausanne, n° 5, p. 31) à ropos de l'échec de Gandhi. Il cite en passant une lettre crite en août 1932 à Romain Rolland, par une communiste elge qui, transfuge du marxisme et devenue aux Indes disiple du Swami Shivananda, était retournée au communisme.

Toutes mes expériences, mes méditations, mes recherches, mes uttes de plus de dix ans m'avaient simplement ramenée à la foi e mes vingt ans, foi dont j'ai douté devant tout ce que je ne onnaissais pas alors, mais que jamais je n'abandonnai complèteent : le *communisme*. Je vis dans le communisme, non seulement « Dharma », la loi de notre âge, mais le vrai accomplissement e l'Ordre universel, la *base unique* de réalisation de *l'Unité*, et, ar-dessus tout, j'y vis la manifestation grandiose de l'Énergie osmique dans son double aspect destructeur et créateur. J'hésitai n instant : le saut est grand de l'orthodoxie hindouiste à l'orthoxie marxiste. Mais sous une forme différente, n'est-ce pas la même recherche et la même reconnaissance de l'Unique Réalité. t ne devais-je pas abandonner les formes en déclin de la réalité, our servir la Réalité dans sa manifestation actuelle dans le onde ? C'est ainsi que, si étrange que cela puisse paraître, j'ai rouvé dans le bolchevisme l'expression et la réalisation de ma vie pirituelle... Il est à noter que Swami Vivekananda a eu la plus rande influence dans mon évolution actuelle... C'est lui qui m'a ontré le *service des masses* comme la vocation suprême, la dévoion unique à laquelle je devais tout sacrifier. Et ainsi c'est lui ui m'a finalement conduite à cet autre que je pourrais nommer non maître en cette vie : notre « grand chef » Staline.

Une hirondelle sans doute ne fait pas le printemps, et il y n abîme entre cette interprétation de l'hindouisme et celle le Gandhi avec sa non-violence, et celle même de Vivekaanda, qui disait le jour de sa mort, en 1902 : « L'Inde est mmortelle si elle persiste dans la recherche de Dieu. Mais lle mourra si elle entre dans la politique et les luttes soiales. » La confidence de tout à l'heure montre cependant u'il y a des accommodements avec la mystique hindoue. l'iendrait-elle sous le choc du communisme ? Qui peut le révoir ? Mais si quelque jour le soviétisme s'accommode 'Inde et non plus l'un des possibles hindouismes, j'aimerais avoir d'un missionnaire, ou à son défaut d'un théologien, lequel de ces deux maux serait le moindre pour le christianisme : la mystique avec castes, ou la révolution prolétarienne athée.

Et puisque nous voici passés aux rapports du catholicisme et de l'hindouisme, je signalerai d'abord, au passage, les travaux du P. Monchanin concernant les théologies et mystiques de l'Inde. La revue missionnaire belge *L'Église vivante* s'y intéresse. Ce qui me retiendra davantage, quoique brièvement, ce sont les catholiques occidentaux qui se sentent de l'attrait pour les méthodes du Yoga. Je renvoie sur ce point à *La Vie Spirituelle* d'août-septembre (pp. 193-195) dont la *Revue Nouvelle* (nov., p. 417) reprend quelques paragraphes.

Dans cet intérêt pour les mystiques, étrangères ou indigènes, il y a chez quelques-uns curiosité et esclavage de la mode, chez d'autres séduction réelle de certaines valeurs, chez d'autres enfin, et par là je rejoins le thème de mon prélude, lassitude de l'appareil ecclésiastique. C'est un symptôme, parmi d'autres, de cette lassitude.

Pour satisfaire les appétits mystiques que ne peuvent rassasier les nourritures hindouistes ou ces cultures de mythe que les *Fiches documentaires* de l'abbé Kothen (nov.) nous permettent de survoler avec, au dos, un parachute Maritain, que peut offrir la chrétienté ? Il y a bien les phénomènes extraordinaires, tels que les révélations, apparitions et pèlerinages, et, plus accessible, le sacral dont s'auréolent certaines dévotions, toutes choses dont on peut se demander si elles ne sont pas les équivalences, sur une plus grande échelle, mais diluées, surveillées, endiguées, normalisées, des transports charismatiques en commun de l'Église primitive. Il y a un peu plus haut la lecture solitaire des livres mystiques à condition de n'en pas prendre pour l'essentiel les formes culturelles, philosophiques ou poétiques, ni le conditionnement physiologique des auteurs. Là-dessus on pourra lire le dernier cachier du *Supplément de La Vie Spirituelle*, titré « Mystique et Mystère », dont l'ensemble intéressera même ceux qui, comme votre serviteur, devront au passage s'appliquer l'épigraphe de Tauler, que le P. Léonard a mise en tête de son remarquable article : « Demeure dans la brume jusque ce que l'ange t'ait invité à sortir. » Il y a encore l'érémitisme, la bienheureuse solitude, seule béatitude, à quoi *La Vie Spirituelle* a consacré tout son numéro d'octobre et dont le « chapeau » de l'éditorial et les articles offrent des réflexions propres à faire réfléchir, bien que soigneusement équilibré

par le respect des tendances canoniques actuelles. On lira, par exemple, à la page 260 :

Certaines vocations de solitaires comportent donc d'autres exigences que la simple solitude. L'indépendance en tous domaines y revêt un prix particulier, au point d'en devenir une note plus essentielle encore que la solitude, celle-ci étant d'ailleurs en de tels cas tout particulièrement ordonnée à la liberté intérieure. Tel est, semble-t-il, le particularisme propre des vocations érémitiques : plutôt que la solitude, c'est la liberté qui en constitue la note véritablement spécifique.

Il reste que l'érémitisme, vocation toujours exceptionnelle et actuellement quelque peu clandestine, n'est guère accessible aux gens mariés et qui mènent une vie professionnelle. La question se pose donc en terminant de savoir si la chrétienté, dans sa lutte contre le technicisme, saura développer à côté des nécessaires appareils d'encadrement, les possibilités de vie contemplative pour les laïcs, si elle saura installer, au cœur des masses, non seulement chez les Petits Frères de Jésus, et les instituts séculiers, mais dans la communauté commune, ces écoles de silence, où les chrétiens invités par la liberté de l'Esprit, apprendront dans l'Église la dure et dangereuse liberté des enfants de Dieu.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

APOLLINAIRE EN PIED

La contradiction d'une âme fluide dans un corps rustaud fait habituellement des refoulés ou des misogynes. Guillaume évita la coquille et chanta les belles femmes. D'un homme dont on disait : « Quelles bajoues, cristi! » il n'était pas inutile de répéter après sa mort qu'il aima et fut parfois payé de retour. Non seulement qu'il aima en étant aimé, mais qu'il coula son sentiment en des formules de félin, plumeuses, liquides, paraissant neuves quand il les puisait sans vergogne au vocabulaire journalier :

> Le ciel nocturne et bas s'éblouit de la ville
> Et mon cœur bat d'amour à l'unisson des vies.

« Son corps était épais, sa nuque congestionnée... Il était large ; son visage, trop grand pour son corps... » Imprimer cela en 1952 n'est rien. L'avoir noté du vivant d'Apollinaire, en s'obligeant à écrire ensuite : « Je n'ai jamais vu de portraits anciens lui ressemblant, mais certainement il devait y avoir des œuvres de la Renaissance, en Italie surtout, des portraits de chevaliers à la figure allongée, au torse puissant », etc., c'est, de la part d'une femme[1]*, un hommage ambigu mais significatif.*

1. Nathalie de Gontcharowa, in *La Table ronde* de septembre 1952.

On dit que le colonel Lawrence souffrait d'être de courte taille. Guillaume, lui, n'accusa jamais ses disproportions — ni physiques ni morales... Les sentait-il? A un ami, il aurait confié : « On peut tout *publier. » Cela s'entend qu'il se moquait d'être trouvé exemplaire ou imparfait. Ni l'une ni l'autre éventualité n'altérait la musique de son âme flottante. Aujourd'hui complet, ou presque toute la génération des pseudo-chambardeurs — comme un croquis de Michel Larionow ou du Picasso des essais cubistes auquel il rendait justice en le plaçant aux côtés de Braque. Linéaire mais non superficiel.*

Avec ça, bon enfant. La remarque vaut pour toute ou presque toute la génération des pseudo-chambardeurs. de 1916. Guillaume l'illustre dans cette lettre à Louise de Coligny (la « Lou » de sa correspondance de guerre) où il ne câline guère l'armée, rechigne à propos de tout et de rien, mais raconte ceci : « Ce matin, peu d'hommes, de brigadiers et de logis étaient venus aux écuries. Le lieutenant a fait afficher cette violente apostrophe : Les gradés et les hommes qui, ce matin, n'étaient pas aux écuries, laissant tout le travail à leurs camarades, sont des lâches. *Le dernier mot écrit en caractères gras était souligné trois fois. Tu penses si j'ai été fier de ne pas m'être défilé pour cette corvée nécessaire. » Et puis, cette confidence suave : « Je ne me serais pas consolé d'être traité de lâche! »*

Gentil petit garçon! Un jour qu'à l'exercice il a laissé chopper son cheval qui est tombé sur les genoux, il se félicite de l'avoir vite bouchonné aux rotules. Amour des bêtes? Que non! Mais « j'aurais pu avoir huit jours de prison... »

Le même, pourtant, le même découvre la maturité du lyrisme avec le poids du destin.

Et les mâles brûlant toujours d'anciennes fièvres...
Là-bas, trop près du but notre bâton brisé
Et la gourde tarie et la nuit dans les bois...

L'âme si fluide affleure aux parties les plus épaisses de la carapace, capte les échos de partout, essaie de tout assimiler au risque de gaspiller beaucoup et nous restitue des chevelures, des brins de bruyère, des fleurs, de la boue et du sang, des lèvres, des moiteurs et des nuages de papier.

Alcools *sent le potache, le potache dont les pions se méfient mais qui doit avoir partie liée avec quelque professeur.* Le poète assassiné *se creuse une assez chaude place au cœur de ses amis. Il ne cherche rien pour lui : il croit à la gratuité.*

Carré entre les créneaux de sa citadelle (gageons qu'elle est fondée sur une cave abondamment pourvue), son ombre difforme en zébu à tête de flamant, il s'assure — Guetteur mélancolique [2] — *d'une justice à proportion de sa soif, se souvenant que*

L'amour est éternel qui meurt inassouvi.

MAURICE CHAVARDÈS.

2. Derniers inédits : *Le Guetteur mélancolique* et *Tendre comme le souvenir*, chez Gallimard.

Chroniques

LA PEINTURE

D'une saison à l'autre...
Du Mexique à la Flandre

La fin de la saison 1951-1952 fut remarquable. *Rouault,* au
Iusée national d'Art moderne, est resté accroché tout l'été et
ient à peine de se retirer des cimaises. Juin-juillet virent,
ans ce même Musée, l'extraordinaire étalage de l'*Art mexi-
ain,* des temps de la préhistoire à nos jours, avec une sec-
on très importante consacrée à l'Art populaire. Cette expo-
tion est à souligner, car pour la première fois c'est le
anorama complet d'une aire de civilisations autonomes, peut-
a dire, qui nous était offert. Des milliers de pièces de toutes
ailles, dont des statues géantes de plusieurs mètres et de
lusieurs tonnes, plus que millénaires, avaient quitté pour la
remière fois leur terre natale; certaines même n'avaient pas
:é présentées dans leur pays! Le Mexique, terre d'accueil et
e développement de nombreuses civilisations qui s'imbri-
uèrent, se submergèrent, disparurent pour renaître autres,
:rre d'élection des invasions de l'Amérique centrale où les
:uples successifs additionnèrent leur sentiment essentielle-
ient religieux dès les plus hautes époques pour donner enfin
:tte croyance aztèque sanguinaire et mystique qui stupéfia
. révolta les Espagnols à leur arrivée et fut à l'origine de
. cruelle guerre de la conquête, le Mexique où le moindre
:s moments de la vie était dominé par la Mort, donne par
:s Arts précolombiens — sculpture surtout — une leçon
agistrale aux artistes modernes. On peut soutenir que tout
:la était connu, et que la révélation de l'ensemble n'avait
en à voir, du point de vue artistique, avec le choc brutal des

Arts nègres, au début du siècle, sur notre évolution artistique. Il n'empêche que les œuvres par elles-mêmes touchèrent profondément les artistes; que nous fut révélé cet accord du fond indigène et de la mentalité mystique catholique de l'Espagne d'alors, où la Mort tenait une si grande place; que les fruits modernes de cette union de races et de cultures, s'ils n'ont pas la pureté plastique de leurs lointains ancêtres, constituent dans notre monde un exemple et une source d'énergie tumultueuse qui nous permet de grands espoirs.

Plus près de nous fut l'exposition de *La Nature morte des Origines à nos Jours,* à l'Orangerie. Ou plus exactement de l'époque de Pompéi à l'entre-deux-guerres du XX^e^ siècle. M. Charles Sterling, l'organisateur, sut donner à son choix une fine ligne esthétique, et les œuvres juxtaposées éclairaient d'un jour intelligent et constructif l'évolution de ce genre passionnant où le public put ainsi apprendre à reconnaître les recherches esthétiques et artistiques les plus sévères, les plus approfondies. Nous croyons savoir que M. Sterling prépare un ouvrage sur ce sujet : son érudition et sa maîtrise doivent en faire l'épanouissement de l'effort réalisé pour l'exposition, et réhabiliter la Nature morte considérée trop longtemps comme un art secondaire.

Art secondaire aussi à son origine, le portrait — issu des tableaux votifs du Moyen-Age, en grande partie, supplanté à l'époque classique par le genre noble de la composition souvent mythologique — est à l'honneur à son tour à l'Orangerie avec *Le Portait dans l'Art flamand de Memling à Van Dyck,* c'est-à-dire environ de 1450 à 1650. Nous n'y revoyons pas tant de chefs-d'œuvre qui, avec les Musées de Berlin, de Vienne, de Munich, avec les Primitifs flamands (1947) furent déjà nos hôtes. Mais de ces deux cents ans les organisateurs belges ont su nous donner une image évolutive et vivante que nous pouvons comparer à celle que nous avons du portrait français du même temps, par exemple. En 1450, Jean Van Eyck vient de mourir. Son « réalisme » — puisqu'on admet qu'il en fut l'inventeur — et qui ne se présente pas cependant sans ferveur, poésie et spiritualité, commence à s'infléchir : c'est l'époque des relations accrues entre l'Italie et la Flandre. L'Art, celui du Portrait aussi, devient occidental; « le goût de la ligne pure et souple, de la grâce unie à la fermeté » y préside comme le précise M. Fierens dans

a belle et pénétrante préface. La distance de Bruges à Venise diminue; Quentin Metsys innove les portraits d'érudits vec un décor à signification psychologique; l'apport de la Renaissance a joué. Au XVI^e siècle, c'est la bourgeoisie avec es qualités qui pose; métier admirable, simplicité et sincérité ont les caractéristiques de ces portraits. Au XVII^e siècle, le lassicisme, l'esprit de la Contre-Réforme, tout se conjugue ers le « paraître », la « façade ». Les œuvres de Rubens, de Van Dyck ne le cèdent pas, en leur prestigieuse virtuosité, celles des Pourbus, Antonio Moro, leurs aînés d'un siècle.

Le Petit Palais nous présenta aussi un important champ e comparaison des styles des époques, écoles diverses, avec 'exposition d'un choix d'œuvres de la collection *Van Beuingen*. On y pouvait voir un certain nombre de pièces absoument exceptionnelles, à côté d'autres dont l'intérêt encore tait grand. Ce qu'il faut souligner à cette occasion, c'est e geste fraternel de ce grand collectionneur qui accepte de e priver pendant des mois de ses chefs-d'œuvre familiers, vec les risques — si réduits soient-ils — que cela comporte. l a ainsi porté à une haute signification son rôle social : nous ouhaiterions que, même à une échelle plus modeste, son xemple fût suivi.

La connaissance de l'art universel se continua et s'élargit ar l'Art anglais contemporain, avec deux expositions : de eunes peintres et sculpteurs à la Galerie de France, et Graham Sutherland au Musée national d'Art moderne. Si roche de nous géographiquement, et par les liens et influenes de techniques, de genres, cet art nous est fondamentalenent étranger par la nature des forces créatrices qu'il met en eu. Il y a chez tout artiste britannique une sorte de mystiisme romantique qui lui fait sentir les choses au delà de leur pparence immédiate, qui les intègre dans un filet serré de orrespondances, d'analogies, de symboles parfois, qui tous endent à l'expression et par là relèguent le côté plastique au econd rang des préoccupations : ce qui ne veut pas dire qu'il st négligé, mais soumis. Par là aussi s'explique que l'art bstrait soit en quelque sorte inaccessible à ces artistes; si tranges que puissent être leurs créations dans leur aspect, lles demeurent nourries des formes et êtres de la nature, oujours en intime contact avec elles. Ceci nous apprend à egarder avec franchise ce qui nous est inhabituel, à juger de

l'art des autres pays avec des yeux aussi neufs que possible.

C'est ainsi que la saison 1952-1953 continue l'effort de la précédente, que l'art d'autrefois côtoie de ses leçons les expositions d'art moderne : c'est ainsi que le public parisien a les instruments pour se créer une culture riche et universelle, profonde, s'il veut bien réfléchir et ne pas se contenter d'admirer sincèrement, mais en passant.

ROBERT VRINAT.

Le Centre Saint-Jacques

Au quartier Latin, 8, rue Danton, il existe une œuvre étudiante originale, centre de documentation religieuse, où s'organisent cours et conférences, qui comporte une bibliothèque, dont les projets d'extension sont audacieux mais qui se réalisent néanmoins peu à peu; et, ce qui nous intéresse, qui présente des expositions d'art. Ce peuvent être des artistes jeunes, comme Kimie Bando qui à moins de huit ans a déjà derrière elle une étonnante et remarquablement solide production de peintures, comme Caubel, Longobardi, ce jeune peintre si doué qui donne tant de promesses pour le moment de sa stabilisation, ou Morog, proche de la maturité, au style défini et personnel, dont les images de la Semaine sainte en Espagne exprimaient si bien l'atmosphère chaude et crépusculaire vibrante de foi, de tradition, de passion.

Ce peuvent être aussi des manifestations collectives, tel le concours de Carême 1952 sur le thème : Moïse et le Mystère pascal chrétien, ou en 1953 Elie; ou encore des crèches comme en ce temps de Noël; on y prévoit aussi des documents d'architecture ancienne : églises romanes en Saintonge...

La variété de ce programme en partie déjà réalisé montre l'activité du Centre Saint-Jacques, qui devient un noyau original et vivant de toutes sortes de genres créateurs.

Le Congrès de Philosophie de Strasbourg

Le VI[e] Congrès des Sociétés de Philosophie de langue rançaise, qui s'est tenu à Strasbourg du 10 au 13 septembre, étudié les rapports de l'Homme et de l'Histoire. Favorisés our le nombre (près de trois cents) et la qualité des congressistes, nous l'étions un peu moins pour leur diversité. Quelues hégéliens convaincus et quelques marxistes d'observance talinienne se seraient opposés aux attaques dirigées contre philosophie de l'Histoire et leur présence aurait animé des ébats souvent ternes. Des communistes avaient été expresément invités; pourquoi se sont-ils abstenus? Il est vrai u'ils auraient sans doute refusé le dialogue, et c'est surtout absence ou le silence des hégéliens qu'il faut regretter.

Le philosophe contemporain doit-il se reconnaître dans le ortrait tracé par M. Duveau au cours de sa pittoresque ntervention de la séance de synthèse? Est-il bien ce gourand de l'Histoire — avec une majuscule — dont le dédain resque sadique méprise les conclusions patientes, mais limiées, de l'historien de métier? L'état d'esprit général du ongrès fut en tout cas assez différent. L'intérêt certain pour question du sens de l'histoire s'accompagnait d'une méance non moins certaine à l'égard des philosophies de l'Hisoire trop systématiques, de type hégélien ou marxiste.

Si l'on en croit M. Marrou, qui ne put venir au congrès, ais dont le volume des *Actes* [1] nous offre l'intéressante comunication, les philosophes de l'Histoire tiennent rarement ompte des précisions apportées par la philosophie critique de histoire — type Raymond Aron. Ces constructeurs impruents invoquent les résultats ou les prétendus résultats de la cience historique sans se préoccuper des conditions d'élaboation de ces résultats, de leur degré de vérité, de réalité. Hegel en face de Niebuhr, c'est « le philosophe pressé de onclure et de dogmatiser », qui « n'a pas aperçu tout ce u'apportait de neuf cette application systématique à la cons-

1. *L'Homme et l'Histoire. Actes du VI[e] Congrès des Sociétés de hilosophie de langue française.* P.U.F., 1952.

truction de l'histoire des méthodes critiques déjà mises au point dans la philologie et les autres sciences auxiliaires de l'érudition ». Le sadisme signalé par M. Duveau ne serait-il que de l'incompréhension ?

Les critiques que les philosophes adressent à la philosophie de l'Histoire procèdent habituellement de deux principes opposés. Ceux qui croient pouvoir s'établir dans l'éternité de la Raison négligent l'Histoire dont ils jugent le développement étranger à la vérité. Cette tendance dont l'illustration magistrale se trouve dans la métaphysique classique, celle d'un Malebranche ou d'un Spinoza, est foncièrement étrangère à notre époque, ce qui ne l'empêche pas de marquer encore bien des esprits, sans même qu'ils s'en doutent. Le second principe au nom duquel on s'oppose à la philosophie de l'Histoire correspond en gros au point de vue existentiel. Leur sens de *l'historicité* humaine et de l'ambiguïté du devenir historique interdit aux existentialistes de poser une Vérité de l'Histoire dont la connaissance ou au moins le pressentiment permettrait de juger la conjoncture actuelle et de s'orienter dans la situation présente. Les objections les plus intéressantes présentées au congrès procédaient sinon d'une adhésion à l'existentialisme proprement dit, du moins d'une tendance existentielle.

C'est ainsi que, dans son importante communication sur *Événement et Historicité*, M. Thévenaz, de Lausanne, reproche à la métaphysique de l'Histoire de résorber la contingence des événements dans l'unité hypostasiée d'une *métahistoire*. Lui-même cherche, comme tout philosophe, la réconciliation de la raison et de l'histoire, mais il la cherche au niveau même de l'événement dont la puissance de choc est aussi une puissance de signification. L'événement brise le sens trop bien établi de nos vues métahistoriques, mais il s'impose lui-même à la conscience comme un nouveau centre organisateur du devenir historique.

Si en général l'histoire prend pour nous une signification unique c'est qu'une réalité centrale; reconnue comme événement, la domine et la polarise, que ce soit la Révolution de 1789 ou de 1917 la défaite de 1940, le progrès des Lumières au XVIII[e] siècle, la lutte des classes de Marx ou l'incarnation du Christ pour le chrétien. Toutefois lorsque ce sens apparaît permanent et univoque au point qu'il semble être le sens anticipé de *toute* l'histoire, l'événe

ient s'abâtardit en événement en soi (ou joué d'avance), et l'his-oire se mue en métahistoire. Si en revanche il garde sa valeur de hoc pour une conscience, il sera repris sans cesse parce que sans esse il déploiera sur les nouveaux événements et sur le présent une orce organisatrice nouvelle, un sens renouvelé. Ainsi il arrive que événement organisateur reste le même à travers les siècles; c'est u'il se révèle porteur et donneur d'un sens inépuisable.

L'histoire marche-t-elle vers un achèvement et celui-ci est-il ès maintenant intelligible? Deux philosophes avaient pro-osé à ce sujet des communications telles que l'idée vint aux rganisateurs du congrès de les affronter en une même éance. Il s'agissait de M. Mehl, auteur d'un remarquable uvrage sur *La condition du philosophe chrétien*[2] et de I. Naville, marxiste et historien du XVIII[e] siècle. M. Mehl st partisan de l'eschatologie et il pense que celle-ci, à la dif-érence de la théodicée, préserve à la fois le sens et l'histori-ité de l'histoire :

L'eschatologie fait que l'histoire n'est ni totalement déterminée et ohérente, ni totalement contingente et absurde. Ce sont là très xactement les conditions nécessaires pour que le sujet historique oit vraiment une personne, c'est-à-dire échappe à la hantise de 'automatisme et au mirage de la création absolue de soi par soi.

Mais l'histoire ne joue ce rôle que s'il y a « quelque rela-ion entre le sujet historique qui vit l'expérience temporelle t l'*eschaton* à venir ». Avec beaucoup de profondeur reli-ieuse M. Mehl décrit la structure de l'eschatologie chré-ienne : la première venue du Christ et sa réalité actuelle de ressuscité nous rendent dès maintenant intelligible son Retour par lequel il accomplira les temps. L'eschatologie per-net à la fois « d'élucider le mystère de l'histoire » et de maintenir l'histoire dans sa qualité de mystère ».

La réponse de M. Naville fut un peu décevante. On avait spéré un choc, l'opposition de deux eschatologies, marxiste t chrétienne. Or sa communication s'inspirait de la philo-ophie du XVIII[e] siècle plus que du marxisme. Son ironie se donna libre cours à l'égard d'une religion qui est elle-même un fait historique et qui prétend élaborer une perspec-ive totale sur l'histoire. Mais l'ironie est facile et elle ne résout rien. Malgré tout, une discussion intéressante s'était

2. Delachaux et Niestlé.

engagée à la suite de cette confrontation. Les exigences de l'horaire obligèrent à l'interrompre au moment où M. Mesnard posait très exactement le problème : Quel est le sujet de l'histoire ? Alors que M. Naville envisage exclusivement le devenir des civilisations, l'interrogation du chrétien porte sur l'existence d'une finalité supérieure à ce devenir. Autrement dit le christianisme parviendra-t-il à transcender la civilisation à laquelle il est actuellement intégré et à en informer d'autres ?

L'orateur le plus brillant du congrès fut M. Aron, démontrant que l'histoire est intelligible mais n'a pas de sens. La première partie de sa conférence fut une reprise du thème de la pluralité des systèmes d'interprétation, déjà développé dans son *Introduction à la Philosophie de l'Histoire*[3]. Le récit historique est toujours une reconstruction et par conséquent un dialogue entre une histoire qui suggère et un historien qui interprète. Comme aucune structure ne s'impose absolument, la formation d'une objectivité suppose le dialogue des historiens — ce dialogue que l'on interrompt quand on absolutise une vision particulière. C'est ainsi que le dialogue doit être maintenu entre l'explication par les forces massives et l'explication par le phénomène humain singulier : elles sont aussi intelligibles l'une que l'autre.

La deuxième partie de la conférence concernait le sens de l'histoire. Le philosophe voudrait retrouver au niveau de l'Histoire générale cette nécessité au moins rétrospective, ce déterminisme intelligible que l'on trouve en sciences, non sans doute dans l'histoire des *actes* scientifiques, mais dans l'histoire des *vérités*, des *œuvres* scientifiques. Ce désir d'unité, de rationalisation engendre d'abord les visions de l'histoire, type Spengler ou Toynbee, historiquement et philosophiquement peu rigoureuses, mais fort excitantes pour la pensée. La philosophie de l'Histoire proprement dite commence quand on réduit les problèmes humains à un problème fondamental comportant une solution. L'origine de cette démarche est religieuse : la relation de l'homme à Dieu étant considérée comme fondamentale, il y a une histoire sainte, c'est-à-dire une histoire du salut. M. Aron note que la théologie de l'histoire est moins totalitaire que la philosophie

3. N.R.F., 1938.

En effet, le problème du salut ne supprime pas les autres problèmes humains et il ne les résout pas davantage. L'histoire sainte n'englobe pas comme moments nécessaires les civilisations dont le devenir reste étranger à la théologie.

Les philosophies systématiques de l'Histoire relèvent selon R. Aron d'une double confusion. D'abord celle de la fin de l'histoire avec une institution concrète réalisable dans un avenir prochain. On peut bien poser comme fondamentale la double relation de l'homme avec la nature et avec les autres hommes. On peut aussi poser comme une idée de la raison que la fin de la lutte contre la nature sera également une fin des luttes humaines. Rien n'autorise à identifier ce qui devrait rester une idée à un certain type d'institution censé résoudre *à la fois* tous les problèmes. Une réalité institutionnelle donnée est toujours en effet un compromis qui ne peut être assimilé à *la* Valeur.

M. Aron signale une seconde confusion : Pourquoi l'histoire des actes historiques correspondrait-elle au devenir rationnel élaboré par le philosophe qui pense la vérité de l'Histoire. Rien ne garantit la coïncidence entre la réalité de l'histoire et ces anticipations rationnelles. Contre cette double confusion qui engendre le fanatisme, il faut maintenir le respect des données de fait, le respect de l'autre, même lorsqu'on le combat, enfin le respect des limites de notre savoir. Nous pouvons affirmer ce que nous voulons; nous ignorons si le monde et la coexistence humaine réaliseront nos rêves. C'est pourquoi les hommes ne savent pas l'histoire qu'ils font.

Tout choix est un sacrifice : faute de place, je ne puis même mentionner d'autres communications qu'il aurait été également intéressant d'analyser. Impossible pourtant de ne pas dire un mot de la conférence du professeur Beaudoin, de Genève, dont la compétence psychanalytique est bien connue. Parlant des rapports de l'individu avec sa propre histoire, M. Beaudoin nous a convaincus de la nécessité d'assumer notre passé pour nous en libérer :

> Refuser son histoire, c'est fuir son existence. Refuser d'embrasser ses morts, c'est s'interdire de vivre. Et une part de l'angoisse de l'homme moderne est faite de la hantise de toutes les âmes en peine de tous les morts mal ensevelis qu'il porte en lui.

PIERRE COLIN.

LITTÉRATURE

Essais et poésie

On connaît des romanciers à qui la fortune sourit. Le
annuels Femina, Goncourt et autres prix littéraires sont un
manne que les faiseurs de contes recueillent avec un plaisi
non dissimulé. Ils ont raison. Nous ne sommes pas insensible
à leur triomphe. Le grave André Rousseaux lui-même n
s'avoue-t-il pas ému du « joli sourire » de Dominique Rolin

Cette chance, on la souhaite vainement aux poètes. Qui
de nos jours, se soucie des prix de poésie ? Quel journalist
est allé surprendre le sourire du jeune Jean-Claude Renarc
lauréat du prix « Francis Jammes » pour son recueil *Méta
morphose du Monde* ? Les amis de René-Guy Cadou fonder
cependant un prix dont nous reparlerons un jour. D'autre
groupes attribuent des récompenses aux poètes en herbe
Récompenses modiques (les poètes sont généralement pauvres
et dédaignés par la presse littéraire...

Parlons quand même, parlons d'autant plus de Jean-Claud
Renard et de René-Guy Cadou. Le dernier ouvrage du pre
mier, *Fables*[1], renouvelle le genre : aux vagues de plein
mer, voici succéder les rides fuyantes d'un lac étroit, d'un
fontaine close. Rira, rira pas (Renard vous tire les cheveux
vous pince l'oreille si gentiment que...) Pas vu, pas pris (
pourquoi craindrions-nous d'être dupes ? Avec la poésie,
jeu veut qu'on soit dupe : une espèce de qui-perd-gagne...).

Léon Manot est prêtre et poète. Ce n'est jamais sans ma
laise que je vois les deux accolés. Lui, avec une belle fidélité
sur un clavier inépuisable, il chante le corps de la Création
l'âme du monde, les souffrances et la glorification du Chris
La Bible est derrière lui, la foi devant, et ses amis attenti
depuis les temps où le nom de Manot (dans cette page sem
clandestine qui s'appela *Positions*), entre 1941 et 1944, éta
une raison de ne pas tout à fait désespérer... *Ce Temple c*

1. *Fables,* par Jean-Claude Renard (Seghers).

u m'attends[2] — toute querelle sur la poésie sacerdotale cartée — éclaire le même visage du prophète têtu,

... pantelant de misère...
Comme un pauvre transi devant le saint des saints
Sans parole et sans acte indigne et lourd de fautes.

Au ras du dénûment, au fil des eaux mortes, toute poésie, uelle que soit sa vision cosmique, est une clef dans les errures de l'invention. René-Guy Cadou, mort à trente et n ans, n'en savait-il pas plus que les gérontes blanchis sous es classeurs ?

Du temps que j'étais blond je donnais mon visage
A ceux qui n'avaient pas de lampe à la maison.

Hélène ou le règne végétal[3] se présente comme l'enregistrement de l'écho durable qui, à coups redoublés, frappe le ympan du monde. René-Guy Cadou dédia ses poèmes aux eunes hommes qui entendent ces coups, comme lui, ces coups t cette voix qui « frappent à la porte du destin et qui chantent ous les balles ». Cela pourrait illustrer un traité consacré à a jeunesse de la poésie et à celle des poètes.

A-t-on remarqué combien les poètes-enfants sont éblouissants de dons, alors que les romanciers de vingt ans nous iéçoivent ? C'est que le bagage de l'aède est léger, aussi éger que sont pesants les bardas du faiseur de contes. Maxence van der Meersch, par exemple — que je ne tiens pas personnellement pour un très valable auteur — ne s'encombra-t-il pas de fiches en nombre tel qu'après sa mort on pourrait tirer dix romans de ses notes ? Dans son *Portrait morpho-psychologique de Maxence van der Meersch*[4], Robert Reus insiste sur le côté manufacture dans le labeur romanesque de celui qui écrivit — entre beaucoup d'autres! — *Corps et Ames*. J'aime que Reus déboulonne « le romancier du prolétariat » qui, dit-il, « s'élevait contre la séance de cinéma hebdomadaire, la tasse de café, la cigarette, le bif-

2. *Ce Temple où tu m'attends*, par Léon Manot (Lardanchet).
3. *Hélène ou le règne végétal*, par René-Guy Cadou (Seghers).
4. *Portrait morpho-psychologique de Maxence van der Meersch*, par Robert Reus (éditions Pierre Clairac).

teck frites du samedi », etc... Et pour ce qui est de l'auteur libéral, qu'on relise la lettre adressée le 17 février 1944 aux officiers originaires du Nord de l'Oflag IV D : « Si vous savez vous grouper en oubliant ce qui vous sépare, en voulant de toutes vos forces *obéir* et *servir*, autour de quelques chefs que vous vous serez choisis *et à qui vous ferez confiance totale*... » Dommage que Reus, sortant de son propos, défigure par incompréhension le roman dit existentialiste et particulièrement *L'Étranger*, de Camus. Cette bévue réparée, son essai serait excellent.

Pourquoi parlerais-je de Jouhandeau et de son dernier livre ? Il est tellement au-dessus des hommes, dans l'empyrée de sa grandeur, que ses battements d'élytres nous laissent froids. Lorsqu'il ose écrire : « Ma seule sécurité vient de ma religion qui est une conversation privée entre Dieu et mon âme, d'où est banni jusqu'au souvenir de l'humanité », on chercherait en vain des armes contre ce fantôme. Disons seulement, après lecture de l'essai intitulé *De la grandeur* [5], que cet écrivain nous intrigue surtout par la courbe de son esprit : il y a vingt ans, Jouhandeau n'avait-il pas encore assez d'*humanité* pour que, fondant *Esprit*, Mounier songeât à l'y appeler ? Chez l'auteur d'*Élise architecte*, il semble y avoir un si infernal vertige qu'on ne peut que répéter à son intention l'adage philosophique : *Corruptio optimi pessima*... Au demeurant, un styliste toujours égal à lui-même.

Ah! que l'on préfère la brûlure, fût-elle purulente, d'un Franz Kafka tel que le réanime Gustav Janouch! Homme étriqué par son emploi, Juif en perpétuelle tension, tuberculeux « décédé le 3 juin 1924, dans un petit sana privé, à Kierling, près de Vienne ». Il s'insurgeait sur le papier, plume aux doigts, non pas au nom de sa grandeur, mais au nom de la petitesse des êtres, ses frères. Voilà par où il nous point, par où il se fait signe et pierre d'achoppement. Les confidences que Janouch intitule *Kafka m'a dit* [6] valent, sous cet aspect, qu'on les mesure à l'œuvre kafkaïenne. Si la plupart sont d'apparence banale, il est utile de rappeler que les prophéties, même réalisées, n'ont qu'exceptionnellement auréolé leurs auteurs. Par exemple : « La patrie palestinienne

5. *De la grandeur*, par Jouhandeau (Grasset).
6. *Kafka m'a dit*, par Gustav Janouch (Calmann-Lévy).

st pour les Juifs un but nécessaire. En revanche, la Tchéoslovaquie n'est pour les Tchécoslovaques qu'un point de épart. » D'une évidence confinant au lieu commun, gardonsous de ne faire que sourire, quand les pendus de Prague eposent le problème du sionisme.

Et pour la gouverne des poètes, avec dédicace spéciale à eux qui sont entrés un jour à l'Académie (du quai Conti ou es Jeux Floraux) : le poète « n'est pas un géant, mais bien n oiseau plus ou moins bariolé, pris dans la cage de son xistence ».

MAURICE CHAVARDÈS.

Paul Eluard est mort. Ne mettons point au compte des nthousiasmes nécrologiques la belle affirmation qu'ont proliguée les journaux de tout bord : Paul Eluard est notre plus rand poète d'aujourd'hui. Qui doute encore de cela ? Mais e sont des choses qu'on ne démontre pas. La beauté ne se aisse briser par rien, si ce n'est par les théorèmes. Je vais lonc tenir la grandeur d'Eluard pour acquise, pour merveileusement évidente et parler de lui comme s'il était encore là, propos du dernier livre qu'il ait publié vivant [1]. Livre qui ourrait passer pour une toute simple anthologie et qui se résente sous forme d'une succession de textes très brefs, ouvrant sur un très bel album de reproductions dont seules l'amoureuses mains tourneront les pages. Mais l'œil aigu et es doigts tièdes de Paul Eluard ont laissé leurs traces de umière dans le double choix des mots et des formes. Ce n'est as une anthologie comme les autres, ne le croyez pas un nstant. Il me semble qu'elle forcerait les plus inaptes à voir ue l'art n'est pas un problème mais une vie, tant elle 'humanise, tant la commande cette « contagieuse avidité » lu beau. Il y a là, comme en chaque ligne du poète, l'exience d'une fraternité. « ... l'on imagine plus mal encore — dit Paul Eluard — une société de muets qu'une société l'aveugles... Voir, c'est comprendre et c'est agir; voir, c'est nir le monde à l'homme et l'homme à l'homme. On nom-

1. Paul Eluard, *Anthologie des écrits sur l'art, I, Les Frères Voyants* (Éd. Cercle d'Art, 20, rue Monsieur-le-Prince, Paris).

mait autrefois *frères voyants*, aux Quinze-Vingts, les hommes non aveugles mariés à des femmes aveugles. Une fraternité semblable unit le peintre aux individus qui sont... incapables trop souvent de profiter du sens de la vue... » Un autre eût fait ce livre avec la seule célébrité de son nom; Paul Eluard l'a fait avec son amour des hommes, de tous les hommes. C'est plus qu'un dernier message : c'est peut-être un cri pour la fraternité.

Autour de la place laissée vide par Eluard, qui voyons-nous? *Autour* est vite dit, je voulais dire : *derrière*... L'un de ces hasards nourrissants et magiques a voulu qu'au moment où Eluard partait on publiât un guide[2], une carte de la poésie française. Eluard laisse donc une foule qui l'admirait et dont il était le prince, cette foule de poètes que Jean Rousselot, courageusement et honnêtement, tente de diriger vers nous en l'ordonnant. Jean Rousselot est scrupuleux, il ne s'adresse qu'aux poètes non encore classés et leur donne une place qui n'est celle ni d'un manuel ni d'une étagère. Il est juste qu'il commence par René Char, principauté de poésie, domaine d'une beauté qu'Eluard lui-même ne dissimulait pas de sa haute taille. Derrière Char, il me semble que la poésie française de maintenant et de demain est commandée par des hommes aussi peu ressemblants et communs que Georges Schéhadé, Aimé Césaire, Jean Tardieu, Jean Cayrol et Maurice Fombeure. C'est un choix personnel, ce n'est pas celui de Rousselot, dont le but est moins de hiérarchie que d'invitation à aimer. Mais que difficile et ingrat était ce travail. Je le trouve sévère pour Prévert et bien amical pour beaucoup. La meilleure étude est celle de Michaux. On n'a rien écrit de plus brièvement juste sur ce inapprochable phénomène. Rousselot me révèle l'existence de Claude Vigée et de Robert Goffin et je l'admire d'être l'ami de tant et tant de poètes.

On pourrait intituler ce livre : les conséquences du surréalisme. Au fond, il a rassemblé les poètes discutés, c'est pourquoi il est discutable, nécessaire et courageux; c'est pourquoi on doit le lire dans la même ferveur qu'il a été écrit.

2. Jean Rousselot, *Panorama critique des nouveaux poètes français* (Éd. Pierre Seghers).

Jamais peut-être les services secrets, les polices secrètes, s clauses secrètes n'ont été plus nombreux qu'aujourd'hui. amais, par voie de conséquence, plus faciles les recours au ecret, les tentations, les explications par le secret. Entendu ans le métro, l'autre jour : « Marty voulait fonder un parti ecret dans le Parti. » Lu dans Malaparte que les homo-exuels appartenaient, pendant la guerre, à une société poli-ique secrète extrêmement puissante. Vu dans quelque jour-al que le cartel mondial du pétrole fut créé, il y a vingt-quatre ans, au château d'Achnacarry en Écosse, suivant la echnique de la conspiration et sous le couvert d'une partie le chasse au coq de bruyère. Pour ce qui est de l'authentique ociété secrète, souvenons-nous du document publié par *La Vie Intellectuelle* sur la Sapinière (en espérant une suite) et isons attentivement ce que dit la presse de la récente décou-verte d'un réseau clandestin de « résistance » antisoviétique affilié au *Bund Deutscher Jugend.*

GABRIEL VENAISSIN.

Les faits littéraires

LE FÉMINA. Si j'étais à la hauteur de ma tâche, je vous aurais déjà entretenu du roman de Dominique Rolin, *Le Souffle* (Éd. du Seuil). J'en demande humblement pardon. A vrai dire, ce livre n'avait pas plus de chances, objectivement, d'obtenir le prix que trente-six autres ou quarante-deux. De plus, il est bien entendu que le prix ne l'a rendu ni meilleur ni plus mauvais qu'il n'était. Mais il vaut mieux que la plupart de ses voisins, et Dominique Rolin a une œuvre der-rière elle, de grande qualité, de force neuve, d'aspect fasci-nant. Elle ajoute à la littérature, elle n'est pas un pion de plus, il est heureux que le jeu de dames, dans son prodigieux hasard, l'ait préférée, promue et recommandée à la grande, grande, grande foule. Et vivent les prix littéraires.

Je signale que Dominique Rolin est sorcière et que son livre a lieu au delà de la psychologie. Dans chaque être

qu'elle invente, il faut voir non une fibre brisée, mais une grotte où la réalité n'est pas celle des autres. D'où, à chaque instant, un éclair de métamorphose sur les choses, un mouvement qui les change. On n'est pas obligé de lire le Fémina, mais on est tenu de lire Dominique Rolin, spécialement son premier livre, extraordinaire, bouleversant, *Les Marais* (Ed. du Seuil).

Le Goncourt. Les Éditions Gallimard ne nous faisant pas l'honneur de leur Service de Presse, nous regrettons de ne pouvoir dire quelques mots du lauréat. Toutefois, n'ayez point les mêmes regrets : ouvrez votre journal et tout sera dit.

L'Interallié. Voir alinéa précédent.

Le Renaudot. *L'amour de rien*, de Jacques Perry (Julliard) ouvrira au grand public la crypte où fleurit le mal du siècle tel que l'enregistre en l'envenimant le jeune roman français depuis cinq ans. Une centaine de romanciers ont décrit, décrivent ou décriront la désagrégation d'un homme, l'impossibilité d'être, le refus de devenir, le malheur d'avoir été. C'est monotone et saisissant. Il est remarquable qu'on puisse, pour analyser ce phénomène, employer le même langage que pour la politique française et européenne.

Le prix de « La Vie Intellectuelle ». C'est un prix gratuit, bénévole, inoffensif et qui ne tire pas à conséquences. C'est un jeu. Si j'étais juré — me suis-je dit — pour qui aurais-je voté ? L'admirable est que je puisse répondre sans hésitation. Aucune œuvre, en 1952, dans la perspective du roman français de début, n'a l'ampleur, la force, la plénitude du *Commerce des hommes*, de Michel Zéraffa (Albin-Michel). Aucune n'a cette extraordinaire maîtrise, cette perfection. Et quelle opulence de langage! Opulent mais plein, trop riche mais éclatant. Si Zéraffa se surveille, avec son intelligence et son style, il sera dans quelques années un grand romancier pour tout le monde. Pour moi, il l'est avec une grande évidence et j'en parle dans l'enthousiasme. C'est beau comme Malraux, comme Sperber, c'est irréprochable.

Gabriel Venaissin.

De Georges Feydeau à Eugène Ionesco... De la rue de la Gaîté à la rue de la Huchette, l'itinéraire ne dessine pas précisément une ligne droite, mais la distance n'est pas si grande.

Il n'est pas question de voir dans *La Puce à l'oreille* la pièce-modèle, l'archétype, pour ainsi dire, de l'œuvre dramatique : Feydeau n'exclut du théâtre ni Claudel ni Giraudoux. D'un autre côté, il nous est vraiment impossible de saluer dans *La Cantatrice chauve* une révolution de l'art dramatique inspirée par une métaphysique vertigineuse. Georges Feydeau n'est pas Molière et M. Eugène Ionesco n'est pas Shakespeare : ceci admis, nous passons une excellente soirée avec le premier au Théâtre Montparnasse et avec le second, au Théâtre de la Huchette.

Une dynamique règne dans l'univers dramatique comme dans l'autre : or les vaudevilles de Feydeau constituent un milieu idéal où la simplicité et la pureté des trajectoires permettent d'étudier le mouvement. S'il y a un art abstrait, c'est bien celui-là, mais au sens où une expérience de laboratoire est une œuvre de la pensée abstraite qui isole artificiellement le phénomène à observer et qui crée les conditions de son apparition, de ses variations, etc. On prête à Descartes ce mot : « Donnez-moi l'étendue et le mouvement, et je ferai le monde! » Feydeau aurait pu dire : « Donnez-moi un espace et le mouvement, et je ferai le monde de la scène! » Ici et là, le mécanisme triomphe. Après avoir vu *La Puce à l'oreille*, une critique parlait d' « horlogerie bouffonne »; c'est l'image même de Descartes : le corps de l'homme, disait-il, est comme une horloge.

Si l'on réserve le mot « intrigue » pour la suite des anecdotes, pour ce qui, dans une pièce de théâtre, peut se raconter; si l'on réserve le mot « action » pour cette vie intérieure de l'œuvre où les intentions se mêlent aux fatalités, où l'homme est à la fois père et fils de ses actes, où le mystère

de la personne interdit la prévision : nous dirons que, dans le théâtre de Feydeau, l' « intrigue » absorbe l' « action ». Le mouvement emporte tout : le personnage n'a pas le temps de devenir une personne; les situations ne sont pas destinées à révéler des caractères mais à faire rebondir le mouvement.

Ce théâtre sans psychologie serait-il déshumanisé ? Non, et c'est là ce qui met Georges Feydeau à part. Il ne manque pas de vaudevillistes qui connaissent leur métier, qui nouent et dénouent les ficelles avec habileté : ici, celui qui les tire reste un homme. Tous les personnages de *La Puce à l'oreille* sont des fantoches : l'humanité est dans la main qui dessine la caricature. Le jaloux de la comédie n'est pas Othello : mais Feydeau sait ce que peut être la jalousie d'Othello.

Le metteur en scène, M. Georges Vitaly, a su trouver pour chaque rôle l'acteur qui convient. Chaque comédien est si exactement l'automate construit par l'ingénieur que le comique et la précision du jeu se confondent. On ne saurait trouver meilleur commentaire pour *Le Rire* de Bergson qu'au Théâtre Montparnasse.

Disons tout de suite qu'au Théâtre de la Huchette les metteurs en scène, MM. Cuveillier et N. Bataille, ont cette même intelligence du rythme propre à chaque œuvre et qu'ils ont découvert la demi-douzaine d'acteurs-mimes prédestinés.

Les rêves des gens qui n'en ont pas, les banalités des propos quotidiens projetées en premier plan et au ralenti, tout ce que la vanité et la méchanceté insinuent dans la conscience d'un honnête homme cessant d'être suggestion pour devenir auto-suggestion, un monde disloqué et déchiqueté par une analyse qui « détecte » l'absurde, un monde reconstruit par une synthèse qui fort logiquement montre l'absurde proliférant en absurdités, tel est peut-être le sens de *La leçon* et de *La Cantatrice chauve*. Le père d'*Ubu-Roi* et le théoricien du « théâtre de la cruauté » mêlent ici leurs enseignements aux souvenirs d'une métaphysique surréaliste qui tourne à la pure technique. Entre les associations de mots qui suppriment celles des idées avec les idées elles-mêmes et les impulsions élémentaires, il n'y a rien : M. Ionesco tire ses meilleurs effets de ce rien.

On peut indéfiniment « philosopher » sur de telles œuvres mais la philosophie tourne vite à la littérature. Ne parlons pas de charge explosive ou de dynamite; ces jeux ne font rien

auteur; ils ne révèlent pas l'homme à l'homme... *La leçon* squisse une nouvelle formule de mélodrame et *La Cantatrice hauve*, une nouvelle formule de vaudeville : c'est déjà très ien.

L'année dernière, on lisait le nom de M. Eugène Ionesco ur les affiches du Théâtre Lancry, à deux pas de la place de a République. Aujourd'hui, M. Yves Villette et une équipe l'excellents comédiens présentent dans cette petite salle un spectacle d'un style bien différent, celui du théâtre libre l'Antoine. M. Ionesco renouvelle le mélodrame par l'humour noir qui fuit la vraisemblance pour faire grimacer l'absurdité le l'existence. Les trois actes de M. Ugo Betti, *Corruption u Palais de Justice*, reviennent à la vieille formule éprouvée qui déguise la fable simpliste en vérité humaine, nouant et dénouant l'action de telle façon que la psychologie des personnages semble produire tout naturellement les situations habilement provoquées par l'ingéniosité du dramaturge. Le hème du mauvais juge anime ici une pièce policière que le hème de la mauvaise conscience incapable de rester silencieuse transforme en drame psychologique. Un tel spectacle en vaut bien d'autres et il a le double mérite de n'être ni prétentieux ni ennuyeux. Il n'est pas mauvais que, dans les « quartiers » parisiens, certaines traditions continuent.

Un homme dans la ville de Mel Dinelli est une pièce jouée pendant deux ans à New-York; elle a été choisie pour le Studio des Champs-Élysées par un homme de théâtre « qui s'y connaît », M. Maurice Jacquemont; elle a été mise en scène par M. Pierre Valde dont le travail si intelligent est le signe d'une certaine confiance en cette œuvre; on ne pouvait mieux la servir dans les deux rôles principaux tenus par Mme Cécile Didier et M. Gilbert Edard. Et pourtant, il faut bien constater la non-existence radicale d'*Un homme dans la ville*.

Ce titre couvre le drame de deux solitudes qui n'arrivent même pas à se rejoindre dans une solitude à deux. Mais les personnages sont sans consistance, le dialogue n'éveille en nous aucun intérêt : il y a même une espèce d'intérêt dans cette absence d'intérêt, notre curiosité sans cesse déçue et toujours attentive devient le véritable jeu de la soirée.

Il s'agit d'un accident et, même après coup, on ne rend jamais complètement raison d'un accident. Une hypothèse

doit cependant être faite : le héros, si l'on peut dire, de cette histoire est un délirant amnésique; laissons de côté ce qu'un psychiatre trouverait de fantaisiste dans son « cas » : le pathologique, pris comme tel et strictement réduit à ce qui intéresse le médecin, est-il tellement dramatique? Peut-être n'y a-t-il rien de plus théâtralement ennuyeux qu'une maladie, même mentale; les situations créées par un être irresponsable peuvent être étranges, inattendues, bouleversantes pour les gens de la scène et ne produire aucun effet sur les gens de la salle... On y reviendra : la question le mérite.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Limelight (*Les feux de la rampe*), *de Charlie Chaplin*

Il n'est pas un personnage plus connu à travers le monde que celui de Charlot. On ne peut manquer de tenir compte de ce cas sans doute unique de célébrité universelle quand paraît un nouveau film de Chaplin. Auteur complet de tous ses films, il en conçoit le scénario, il dirige la réalisation et il y joue le rôle principal. Son œuvre commence en 1914 et son dernier film date de cette année : ici encore le cas Chaplin est exceptionnel, et l'on ne pourrait citer aucun autre auteur de films dont la carrière couvre ainsi presque toute l'histoire du cinéma. Enfin ses films — et surtout les premiers — sont sans doute les seuls qui soient aimés à la fois par le public le plus simple et le plus primitif (Charlot est connu des coolies de Shangaï et de la moindre peuplade où le cinéma ait fait son apparition) et appréciés par la critique la plus difficile et même la plus esthète. Une réussite aussi vaste ne pouvait manquer de susciter des réactions et l'on peut s'amuser à collectionner les injures (signées de noms connus) qui ont été adressées à Charlot depuis plus de trente ans sans

parler des menaces de sanctions politiques dont il est actuellement l'objet de la part des autorités américaines.

Son dernier film, *Limelight* (les feux de la rampe) est déroutant à la fois pour le grand public et pour la critique. Les spectateurs qui se sont pressés dans les salles étaient avertis pourtant qu'ils verraient Charlie Chaplin (et non Charlot) « dans son premier rôle dramatique » : la puissance du mythe de Charlot est si forte que le public donnait l'impression d'être décidé à rire à temps et à contretemps. Quant aux fervents de Chaplin et du cinéma, ils ont été incontestablement surpris par cette œuvre si différente de ce qu'on attendait.

Ce n'est pourtant pas la première fois que Chaplin renonce au personnage de Charlot. *Monsieur Verdoux* marquait l'apparition d'un nouveau personnage, vieux beau tel qu'on l'imaginait voilà trente ans, élégant, souriant, cynique, presque un dandy. L'histoire de dandy était inspirée de celle de Landru. André Bazin avait magistralement démontré que Verdoux était une sorte d'envers de Charlot, un anti-Charlot si l'on veut, aussi sûr de lui que Charlot était timide, séducteur succédant à l'amoureux transi et se vengeant de la société dont Charlot était la victime.

Le personnage qui apparaît dans *Limelight* n'est pas une nouvelle création. Il se présente sous les traits de Chaplin lui-même, tel que nous avons pu le voir récemment à Paris, avec son visage intelligent et distingué, ses cheveux blancs l'homme qui a dépassé la soixantaine, mais qui conserve une incroyable jeunesse d'allure, de regard et d'expression.

Si le principal personnage de *Limelight* n'est pas un « rôle de composition », s'il ressemble trait pour trait à Chaplin lui-même, il s'agit pourtant d'un personnage fictif engagé dans une intrigue imaginaire. L'action se déroule à Londres avant la première guerre (à l'époque où le petit acteur anglais appelé Charlot faisait ses débuts dans les music-halls britanniques). Le personnage joué par Chaplin s'appelle Calvero; c'est un clown qui a fait une belle carrière et connu la célébrité. Mais il a vieilli, le public le boude, il ne fait plus rire. Quand il a la chance de trouver un engagement, avant d'entrer en scène pour se donner courage et brio, il boit. Calvero sauve du suicide Terry, une jeune danseuse conduite au désespoir par une menace de paralysie. Il la réconforte,

la soigne et, en lui redonnant confiance en la vie, il la guérit de sa maladie nerveuse. Elle croit l'aimer et le lui dit. Par délicatesse il s'éloigne d'elle et mendie pour vivre tandis qu'elle monte vers la gloire. Le jour d'une représentation de charité donnée à son profit par ses amis, Calvero remporte un dernier succès et meurt pendant que Terry danse.

Ainsi résumé le scénario de *Limelight* semble incontestablement mélodramatique. Divers petits scénaristes n'ont pas caché qu'à leur avis c'était du travail mal fait. La construction même de l'œuvre n'est pas sans paraître maladroite : toute la première partie du film est coupée de longs monologues de Calvero et l'action dramatique se noue assez tard. Enfin, malgré la fiction, bien des passages du film donnent une impression autobiographique et personnelle qui a pu paraître gênante.

Pourtant, malgré ces apparentes faiblesses et peut-être à cause d'elles, *Limelight* est une très grande œuvre d'une richesse extraordinaire et d'une originalité sans précédent.

Sa première originalité réside précisément dans le ton personnel adopté par Chaplin. Le cinéma n'avait pas encore atteint à ce degré d'intensité, dans le dialogue entre l'auteur et le public. Non que *Limelight* soit une œuvre confidentielle adressée aux seuls initiés. Ici encore Chaplin a su s'adresser à la fois et à des niveaux différents, aux différentes couches du public. Pour le spectateur non averti *Limelight* n'est que la belle histoire d'un homme malheureux. Cette belle histoire a pourtant pour lui la même signification profonde que pour ceux auxquels s'adresse aussi Chaplin et qui sont sensibles dans ce film à tout ce qu'il révèle du drame le plus profond de l'auteur. Car si Calvero n'est pas Chaplin, le drame de Calvero est, transposé, celui de Chaplin. Le mot dignité qui revient dans le film comme un leit-motiv en donnerait sans doute la clef : un comique, fût-il couvert de gloire, sent sa dignité d'homme sans cesse menacée par les rires même qu'il suscite. Pour illustrer ce thème universel de la tristesse intérieure de l'amuseur public, Chaplin, comblé d'honneurs et de succès, devait choisir un personnage dont l'échec extérieur et la misère traduise le désarroi. C'est sans doute une des raisons qui explique le personnage de Calvero, jointe à une incontestable pudeur qui interdisait à Chaplin de révéler en son nom propre des sentiments aussi intimes.

Malgré cette fiction rendue nécessaire par la puissance affective du cinéma, c'est au genre littéraire des Confessions qu'il faut se référer pour juger *Limelight*. Et si nous admettons celles de Rousseau, *Mon cœur mis à nu* ou le *Journal de Gide*, pourquoi refuserions-nous à Chaplin au bord de la vieillesse le droit de nous dire, avec tant de pudeur profonde, ce qui lui tient le plus à cœur dans sa vie et son œuvre ? Lui seul, en tout cas, parmi les auteurs de films, a produit une œuvre assez importante et suscité un intérêt assez passionné pour ne pas nous laisser indifférents en nous parlant de lui fût-ce indirectement.

Encore existe-t-il deux sortes de confessions : celles qui ne s'attachent dans l'homme qu'au singulier ou à l'exceptionnel et celles qui atteignent chez lui le plus universel, la vérité la plus commune. La tragédie qu'évoque Chaplin dans *Limelight* est justement dans ce cas. Au delà du drame intérieur d'un clown nommé Calvero, au delà de celui du comique Chaplin, il évoque la solitude et l'inquiétude intérieures de tout homme livré au public. Non seulement celle de l'amuseur public, mais celle de tous ceux qui écrivent ou qui parlent pour la foule, celle de tout homme public. Ce sentiment dont souffrait Baudelaire et qu'il qualifiait de « prostitution ». Plus largement encore c'est le risque de chacun dans ses rapports avec les autres, le sentiment de vanité lié à tout personnage social. Charles Chaplin en présentant son film à Paris rappelait une parole de Wilde qui illustre bien la portée de son œuvre : « On ne tue bien que ce qu'on aime. »

Limelight comme toute œuvre de quelque importance est nourrie de l'expérience de son auteur; ce n'est pourtant pas dans ces références biographiques qu'il faut chercher à l'approfondir. Les matériaux dont le film est fait ne sont pas créés de toutes pièces. On a pu remarquer que le personnage de Calvero est proche du père de Chaplin, comique de music-hall d'avant-guerre qui, lui aussi, finit sa vie dans l'échec et la misère et ne dédaigna pas le recours à l'alcool. On ne peut manquer de noter que l'héroïne de *Limelight*, comme toutes les héroïnes de Chaplin, correspond à son idéal féminin du moment et n'est pas sans ressemblance avec la femme qu'il rencontra sur le tard et avec laquelle il semble avoir trouvé le bonheur après une vie sentimentale mouvementée. Enfin Chaplin soi-même — c'est l'évidence — apparaît par éclair

sous le masque de Calvero à la ville et Charlot à travers le déguisement du clown Calvero. Mais si les cartes sont brouillées, s'il est impossible d'établir une équivalence simple entre l'auteur et ses personnages, c'est que *Limelight* dépasse largement le domaine du témoignage personnel et que Chaplin s'y livre à une véritable méditation sur son métier, sur les hommes et sur la vie. De pareilles ambitions ne sont pas courantes au cinéma; ici encore Chaplin innove et cette nouveauté dans la conception du film exigeait une construction différente de celle des scénarios courants, dont le ressort essentiel est le « suspense ». Les monologues de la première partie du film sont indispensables à la compréhension et à l'équilibre de l'ensemble du film, ils vont contre la convention du cinéma trépidant à laquelle un créateur comme Chaplin n'avait pas à se plier. *Limelight*, comme l'œuvre entière de Chaplin témoigne d'ailleurs d'un beau mépris pour les règles techniques et artistiques admises dans le découpage, le montage et la mise en scène. Chaque séquence chez lui est une création et il plie à ses intentions tous les moyens d'expression du film. Il n'a jamais sacrifié au découpage par champ et contre-champ, mis en vogue par la comédie américaine. Il a toujours fait du gros plan un usage très discret. Traitée en « plan d'ensemble » ou en « plans américains » l'évolution de sa technique d'expression n'a jamais été directement influencée par la mode. Robert Bresson, bon juge en la matière, remarquait à propos des monologues reprochés à Chaplin dans *Limelight* qu'à la « mise en scène » ordinaire était substituée dans ces passages une « mise en place » admirable du texte et que l'articulation même de Chaplin donne au texte une valeur dramatique et proprement cinématographique. Il est aussi vain de reprocher à Charlot de ne pas respecter les règles (si règles il y a...) de l'esthétique cinématographique, que de reprocher à Shakespeare de ne pas respecter celles de la tragédie classique. Le nom de Shakespeare ne vient pas ici par hasard; il a déjà été prononcé à propos de Chaplin en 1920 par Elie Faure et souvent repris depuis. Le mélange des genres, l'apparente négligence dans la construction et ces méditations sur l'homme et son destin, autant d'éléments qu'on peut reprocher à Chaplin aussi bien qu'à Shakespeare au nom d'un certain classicisme mais où l'on peut voir aussi la marque du génie qui plie les

ventions d'expression aux exigences intérieures du mes-
e qu'il doit délivrer.

'our les mêmes raisons il ne suffit pas de qualifier *Lime-
it* de mélo pour le condamner. Sans doute l'intrigue est-
simple et sentimentale et le thème relève-t-il du lieu
mun. Mais les œuvres les plus importantes ne se distin-
nt pas des autres par la bizarrerie de leur sujet ou l'origi-
ité formelle de leur construction. C'est ailleurs qu'il faut
rcher la marque de la grandeur et d'abord dans la con-
ssance de l'homme et l'attitude à l'égard de la vie dont
iteur apporte le témoignage. De ce point de vue, *Limelight*
tout le contraire d'un mélo : ce qui fait du mélodrame un
re mineur c'est le caractère stéréotypé des personnages et
nanichéisme naïf qui y oppose les bons et les méchants et
olique le malheur des premiers par les noires intrigues et
malignité des seconds. Rien de semblable dans *Limelight*.
n'a pas assez remarqué qu'il ne se trouve pas dans ce
un seul personnage antipathique : Terry, la jeune dan-
se est le contraire de l'ingrate qu'appelait la convention;
pousse la reconnaissance jusqu'à se persuader qu'elle
ie Calvero. Aucune persécution contre l'artiste déchu dans
monde du théâtre où il était si facile d'invoquer la jalousie
la vengeance pour expliquer le malheur de Calvero. L'im-
sario fait son métier et trouve à Calvero un engagement,
directeur de théâtre qui juge son jeu mauvais dans le rôle
clown décide de le conserver quand il apprend son nom;
s sont unanimes pour organiser une représentation en sa
veur.

Même sans devenir un mélodrame, *Limelight*, méditation
l'échec, la vieillesse, la misère et la mort, aurait pu facile-
ment tourner à l'œuvre « noire ». Mais l'attitude de Cal-
o lui-même à l'égard de la vie n'est ni l'amertume ni la
olte. Elle reste pleine d'espérance et de foi en l'homme.
clown qui devrait se trouver au bord du désespoir, rend
vie, la santé et le courage à une petite danseuse qu'il ren-
ntre par hasard sur son chemin. Il conserve avec le sourire
e admirable dignité sans cynisme quand il doit chanter
ns les cafés pour vivre, et son ultime triomphe sur la scène
nne l'impression d'un accomplissement plus que d'une
vanche.

Cete bonté et cette délicatesse, on les trouvait déjà dans le

personnage de Charlot. Mais le malheur de Charlot naissait de la dureté, de l'égoïsme des autres. Il n'échappait à la souffrance que par la ruse et par un certain cynisme ironique. Charlot, victime de la société, parait ses coups en se moquant d'elle. Si *Monsieur Verdoux* était l'envers de Charlot c'est que, placé dans une situation analogue à l'égard de la société, il choisissait, au lieu de la ruse, la révolte ouverte contre ses lois.

Mais Calvero apporte une réponse différente à la question posée par Charlot. La tristesse intérieure, l'insatisfaction profonde des deux personnages sont les mêmes, leurs élans vers les autres, leur besoin d'aimer et d'être aimé rendent le même son. C'est l'attitude des autres à leur égard qui a changé. Comme si, en vieillissant, Chaplin approfondissait les raisons de la déception intérieure dont tous ses films sont l'illustration. Il était trop simple de se juger malheureux parce que les autres sont méchants et la société injuste. C'est en lui-même que Calvero découvre les raisons du malheur de sa conscience, ou plutôt dans sa propre exigence à l'égard des autres. L'amour qu'il porte à Terry sans le lui dire, elle semble bien le lui rendre puisqu'elle lui déclare qu'elle l'aime. Mais Calvero ne veut pas y croire par délicatesse et parce qu'il soupçonne cet amour d'être inspiré par la reconnaissance et de ne pas être authentique. Sa bonté, sa générosité à l'égard de ceux qu'il rencontre semble payée de retour puisque chacun fait à son égard plus que ce qu'il devrait, mais il sent dans chacun des gestes qu'on fait pour lui une nuance de pitié qui insulte à sa dignité.

Le malheur de Calvero ne tient ni à son échec auprès du public, ni à la dureté de ceux qui l'entourent. Il est intérieur. La cruauté anonyme du public illustre la déception intérieure, le sentiment de dignité bafouée qui guette sans cesse l'amuseur public, et la solitude de Calvero traduit la trop grande délicatesse d'un être sans cesse déçu par la réponse des autres à ses propres sentiments, blessé ici encore dans sa dignité par la dégradation de l'amour en reconnaissance et en pitié.

J.-L. Tallenay.

Document

LE PROLÉTARIAT MAROCAIN

Le 14 mars 1952, le sultan du Maroc adressait au ouvernement français une note dans laquelle il « deman- ait une définition nouvelle des rapports marocains arantissant au Maroc sa souveraineté et aux Français urs intérêts légitimes ».

Le 17 septembre, le gouvernement français répondait n exposant un plan de réforme concernant notamment s Commissions municipales mixtes, la création d'un onseil des vizirs et des directeurs, le caractère mixte e l'administration franco-marocaine, et enfin, l'organi- ation judiciaire.

Le 3 octobre 1952, le sultan répondait en disant qu'il e pouvait pas retenir ces propositions, qui avaient pour bjet de créer une co-souveraineté franco-marocaine.

Nous en sommes là. Il est possible, en outre, que Assemblée générale de l'O.N.U. soit saisie de cette uestion comme de celle de la Tunisie. Nous avons pensé u'il était utile de fournir à nos abonnés quelques ren- eignements sur la situation marocaine. Celle-ci est com- lexe et demanderait pour être exposée plus de place que elle dont nous disposons ici. Nous avons cru que la eilleure façon d'intéresser nos lecteurs était de leur onner l'analyse d'une enquête récemment parue sur les onditions dans lesquelles se constitue un prolétariat narocain. Nous pensons, en effet, que l'industrialisation

des villes créées au Maroc par nous, que la montée vers les usines des Marocains de la campagne, que l'institution pour ceux-ci d'un nouveau genre de vie avec des salaires insuffisants et des logements très sommaires représentent un des éléments vraiment neufs de la politique marocaine.

Nos lecteurs trouveront donc ici l'essentiel des informations nécessaires à connaître sur cet aspect de la question marocaine. Nous y avons joint en annexe le texte d'une lettre pastorale publiée par Mgr Lefèvre, vicaire apostolique à Rabat, parue en mars dernier, et qui marque une date dans l'histoire du Maroc.

A propos d'un livre récent

Les bidonvilles du Maroc ont le don d'exciter la plume des journalistes. Quelques jours passés au pays du soleil couchant — c'est le sens même du mot Maghreb — quelques photographies spectaculaires, une enquête généralement plus que sommaire, permettent d'afficher « à la une » des titres sensationnels.

La Section sociologique du Maroc a pensé qu'en face du grave problème suscité par la formation rapide d'un prolétariat en continuelle augmentation et qui dès maintenant atteint des chiffres importants — plusieurs centaines de milliers de déracinés — il y avait mieux à faire que de crier au scandale. Pendant trois ans, elle s'est penchée sur ce problème, sous la direction de M. Robert Montagne, professeur au Collège de France. Elle a multiplié les enquêtes approfondies auxquelles ont participé plus de quatre-vingts personnes qualifiées. Elle a utilisé un grand nombre de monographies inédites rédigées en général par des contrôleurs civils ou des officiers des Affaires indigènes.

Puis M. Montagne a réuni cette importante documentation analytique et en a dressé la synthèse sous le titre :

Jaissance du Prolétariat marocain[1]. Nous voudrions onner ici un aperçu de ce travail.

I. — Le fait de l'immigration

Il ne faut pas songer à donner des chiffres exacts en ehors de toute statistique sérieuse impossible à établir lans un pays où l'état civil n'existe qu'à l'état em- ryonnaire :

En quarante-cinq ans, près d'un million de déracinés venus les tribus, si l'on tient compte de ceux qui se dirigent vers es agglomérations administratives nouvelles de l'intérieur, ont ainsi s'intégrer dans la vie du Maroc moderne. Ce sont ux qui forment ce prolétariat dont nous nous efforçons 'étudier l'existence dans les villes et dans les usines. Il onviendrait d'ajouter à ce million de Musulmans environ ent mille Israélites attirés par quelques grands centres et urtout par Casablanca. Ils proviennent de petites villes déca- entes ou peu actives (Azemmour, Mogador, Sefrou) ou des nellahs sordides de l'intérieur, dans lesquels les Juifs se écouragent de leur existence misérable au milieu des popula- ions rurales musulmanes.

Si l'on met à part les Juifs, l'origine de ces prolétaires st double. La moitié vient du sud du Grand Atlas, c'est- -dire des oasis sahariennes ou du Sous. Ce sont des Berbères sédentarisés depuis très longtemps. L'autre noitié est fournie par les habitants de la plaine atlan- ique arabisée, encore à demi nomades.

Les différences ethniques ne semblent pas avoir sur eur comportement une grande influence. Par contre, la ie sociale dans laquelle ils ont vécu depuis des siècles vant leur déracinement les a fortement marqués. Les édentaires s'accoutument plus facilement à la vie de

1. *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, 291 pages, 60 planches. Peyronet et Cie, éditeurs.

la Cité et à ses tâches professionnelles. Ils cherchent généralement à se regrouper entre individus de même origine pour constituer des colonies vigoureuses et cohérentes. Ils conservent une attache très forte avec leur tribu et s'efforcent d'y maintenir leurs droits de propriété. Chez eux l'immigrant ne part pas au hasard :

Il sait déjà qu'il existe dans le Nord des lieux par lesquels il peut passer, là où il possède des amis. Il a parfois reconnu le chemin au cours des émigrations saisonnières, qui l'ont conduit à aller faire la moisson ou les labours chez les riches paysans; il ira au passage leur demander asile. Plus loin, dans les villes, notre homme trouve bien vite des parents qui y sont déjà établis. C'est là qu'apparaît l'importance des « points d'appui » constitués par ces petits colonies permanentes d'émigrés, venus dans les années de misère ou pour fuir l'oppression des chefs. Grâce à eux, l'émigré isolé pourra trouver logement et nourriture et, si possible, un emploi au moins temporaire. Il n'a pas d'argent, et il lui faut travailler au plus tôt puisque les siens sont menacés par la famine et comptent sur ses envois. D'où l'importance extrême des débuts. Lorsqu'on étudie de près dans les villes la situation de ceux qui, à force d'obstination, ont réussi à faire fortune, on est frappé du rôle qu'ont joué, à leur arrivée, les renseignements recueillis ou l'assistance qui leur a été donnée par un précurseur appartenant à leur famille.

L'idéal est donc, pour l'expatrié, d'avoir quelqu'un des siens qui soit déjà en place. Auprès de cette base solide se constituera rapidement un petit groupe qui s'augmentera peu à peu de collaborateurs et d'associés nouveaux. Bien souvent, nous le verrons aussi, des relations heureuses avec quelques Européens auront joué un rôle essentiel dans le succès du premier arrivé. Connaître directement, ou par intermédiaire, un Européen puissant est donc une bénédiction. Les Chleuhs qui sont à demeure domestiques ou employés rendront donc de grands services à leur communauté familiale, en recommandant au « patron » un des leurs. Le comble de la chance est d'avoir dans une entreprise industrielle un « frère » qui soit caporal, chef d'équipe, homme de confiance. Par lui tous les membres de la famille encore demeurés au pays, qui voudront demain tenter l'aventure, trouveront une embauche. Les familles voisines et alliées entreront bientôt à leur tour dans le jeu. En fin de compte c'est tout un village qui se trouvera pourvu de possibilités de travail.

Au contraire, si ces conditions ne sont pas remplies ou si

premier poste offert ou trouvé n'est pas bon, notre Chleuh
n ira d'usine en usine, de chantier en chantier, au grand
pit de ses employeurs, éternel instable à la poursuite d'un
in supplémentaire journalier de quelques francs, jusqu'au
oment où il pourra heureusement s'agréger dans une petite
mmunauté de cousins ou d'amis qui reconstituent en terre
exil le canton natal, et parviendra ainsi à trouver, grâce à
x, la « bonne place ».

Il est une autre manifestation grégaire bien fréquente. Si
homme de la fraction a trouvé un métier profitable,
acun cherche à le copier et à exercer le même métier que
i. C'est ainsi que certains groupes se spécialisent dans une
ofession déterminée, attirant un nombre toujours plus grand
adeptes et qui coloniseront successivement les diverses villes
Maroc, traditionnelles ou modernes. Par ce mécanisme
nple d'imitation, on verra enfin des tribus entières se spé-
liser dans des professions et des lieux déterminés. Nous
avons vu l'exemple par ces Aït Mzal, Ida ou Gnidif et
nmeln qui en soixante ans, à la suite de réussites indivi-
uelles dans l'épicerie, ont fini par conquérir des monopoles
llectifs.

Les anciens nomades au contraire continuent à vivre
Bédouins. S'ils possédaient des terres, ils les ont ven-
ues en émigrant.

Plié depuis longtemps à l'Islam et à la discipline Makhzen,
Arabe qui habite la plaine atlantique manifeste moins de
rticularisme que le Berbère arabisé. Son hameau, lorsqu'il
constitue, ressemble encore à un campement. Habitué à la
ouala [2] et à la cuisine en pein air, ainsi qu'à la petite cou-
tte défendue par un mur d'épines, il cherchera spontané-
ent à recréer partout où il viendra s'établir ce cadre mé-
ocre d'existence matérielle qui ne représente guère pour lui
déchéance. Bruyant, habitué à l'aboiement indéfini des
iens dans les douars, doté de femmes bavardes et querel-
uses, peu actif, orgueilleux sans cesser d'être bon enfant,
édiocrement perfectible au début, il compose cette masse
ésagrégée, toujours prête à se fixer dans les cités makhzen
ont elle forme traditionnellement le peuplement inférieur.
Habitué au désordre politique et social, notre Bédouin sera
l'aise dans une société décomposée et se laissera aller à ses
abitudes d'ancien nomade.

2. Hutte en roseau couverte de paille.

Il recherchera surtout des emplois ruraux, notamment comme berger. L'esprit tribal est demeuré chez lui beaucoup moins vivace : la cohésion de la tribu nomade nécessaire autrefois pour dominer le sédentaire et qui tenait lieu de discipline, n'a plus sa raison d'être. Cette même tribu s'est fondue en une poussière d'isolés livrés à la mendicité. Ils finiront quelquefois, après le premier stade d'acclimatement à la vie sédentaire, par se sentir à leur place dans la cité musulmane. Il leur sera beaucoup plus difficile de s'incorporer à la vie de la cité moderne. En général, ils s'orienteront soit vers le métier de pasteur, soit vers l'armée.

Cette double origine du prolétariat avec sa double tendance n'est pas faite pour simplifier le problème. Ce qui le complique encore c'est que l'immigration prend des formes multiples. Tantôt elle est saisonnière : elle ne dure alors qu'une partie de l'année et dans ce cas elle est généralement masculine. Tantôt elle est temporaire : l'émigré, parti seul, revient au pays après une ou plusieurs années et a tendance à repartir. Tantôt elle est définitive et, dans ce cas, plus souvent familiale.

Notre Europe industrialisée a connu au XIX^e^ siècle un fort mouvement d'émigration de la campagne vers la ville, mouvement d'ailleurs inachevé. Il a été et il est encore la cause de bien des difficultés lentes à se résoudre.

Mais du moins les campagnards qui débarquaient dans les villes industrielles y découvraient sans doute une nouvelle civilisation, mais qui n'en plongeait pas moins ses racines dans une longue histoire religieuse et nationale commune.

Ici, au contraire, les immigrants qui peuplent la banlieue des cités du Maroc ont à choisir, à leur arrivée, entre deux formes d'existence, deux systèmes sociaux et économiques différents, et par bien des côtés inconciliables, dont aucun ne les satisfait. Ils ont vécu pendant de longs siècles dans des communautés fermées et isolées, à l'écart des États musulmans, comme à l'abri de la puissance de l'Occident, et voici

qu'ils tombent sous la double dépendance qu'ils avaient évitée jusqu'alors : celle de la ville islamique et celle de l'économie moderne.

Les causes de l'émigration

Elles sont aussi complexes que l'émigration elle-même. Des enquêteurs ont noté le surpeuplement du Sud, incapable de nourrir sa population, surtout dans les années de sécheresse. D'autres ont attribué ces sécheresses à un lent processus de dessèchement du pays. Il est difficile d'avoir une opinion à ce sujet, car les statistiques météorologiques sont trop récentes. Le seul phénomène sûr est l'irrégularité des pluies, qui caractérise toutes les régions sahariennes et présahariennes.

Certains ont insisté sur la déforestation qui n'a cessé de faire de grands progrès depuis des siècles et s'est encore accusée depuis trente ans. Elle est favorisée par une surpâturation désastreuse. Cette déforestation a, comme conséquence, l'accroissement périlleux du ruissellement des eaux et la destruction du sol arable.

Des causes secondaires ont joué, telles que les dégâts occasionnés par les sauterelles ou la fuite devant les exactions des caïds. Contrairement à certaines thèses d'orchestration politique, la « colonisation » a fort peu agi, car elle n'existe à peu près pas dans le Sud et ne s'est développée sérieusement qu'au Nord. Cette fuite du Sud est complétée par un appel du Nord. Villes nouvelles et nouvelles industries ont besoin d'une nombreuse main-d'œuvre et cet appel joue puissamment.

Il est une cause sur laquelle M. Montagne, se détachant peut-être sur ce point des autres enquêteurs, insiste à juste titre. C'est l'infiltration des peuples nomades du Sud chez les sédentaires du pré-Sahara et sous cette poussée, le départ des sédentaires vers le Nord :

Un grand fait semble, à travers les récits des premiers géographes et historiens, dominer la vie du Sous lui-même.

Dès l'origine, nous enregistrons la conquête des régions du sud de l'Anti-Atlas par les Berbères nomades venus du Sahara. Après une longue mêlée des Sanhadja pasteurs avec les premiers occupants, les Masmouda sédentaires, un brassage se produit. Mais sous la poussée permanente des peuples du Sud, apparaissent des émigrations vers le Nord de tribus menacées par les nomades sahariens. Ce processus se continue d'ailleurs jusqu'à nos jours sous nos yeux, dans la partie orientale, avec les Berbères nomades Aït Atta qui, des confins du Dra et du Tafilalet, remontent peu à peu à travers le Haut-Atlas central. C'est là un exemple de la pression des pasteurs sahariens sur les sédentaires des frontières du Sud du Maroc.

Les lents mouvements de déplacement de familles isolées du Sud vers le Nord ont été parfaitement mis en lumière par l'étude remarquable du capitaine de la Porte des Vaux sur les tribus du Haut-Sous. Examinant un groupe de plus de onze mille foyers, par le moyen d'enquêtes généalogiques multipliées dans les villages à l'occasion des distributions pendant la guerre, des cartes d'alimentation, l'auteur parvint assez aisément à mettre en évidence, pendant une période d'un siècle et demi, l'arrivée constante d'éléments nombreux venus du Sud, Sud-Est et Sud-Ouest, alors que les apports sont bien moindre de l'Est et de l'Ouest, et presque nuls du Nord. Comme la population dans son ensemble paraît constante en nombre, on imagine alors volontiers que la poussée du Sud ait pu équilibrer les départs constants d'émigrants vers le Nord.

Ces constatations nous paraissent avoir une valeur explicative considérable. Attirés par les bonnes terres, suivant en quelque sorte dans leurs exodes, à la recherche d'un nouvel habitat et d'une nouvelle patrie, les lignes de plus grande pente, ces émigrants qui se fixent sont les soldats innombrables et inconscients de la grande armée du Sud, en marche depuis l'aube de l'histoire. Se dirigeant vers le Nord, poussés comme des sauterelles par une sorte d'instinct, tantôt en groupes mais bien plus souvent en isolés, suivant d'ailleurs sans doute dans leur avance les sentiers déjà connus et utilisés au cours d'émigrations temporaires antérieures, les Chleuhs de l'Anti-Atlas glissent vers la vallée du Sous; ceux du versant sud du Haut-Atlas franchissent la ligne des crêtes, puis, poussés alors à leur tour par de nouveaux arrivants qui les talonnent, ils finissent par se concentrer en une mince poussière sociale au pied du Dir du versant nord, dans laquelle se trouvent représentées les tribus du Sud de toutes origines.

Cette remarque de l'éminent sociologue qu'est
1. Montagne a pour nous une grande valeur. Nos lec-
eurs se rappellent peut-être que dans un article paru
ans cette même revue sur la crise marocaine (juin 1951)
ous avons insisté sur le lien étroit qui existe entre le
omadisme et l'Islam. On peut se demander comment ce
en peut subsister encore chez de vieux sédentaires. La
aison en est double : d'une part ces sédentaires sont
ntourés de tribus nomades qu'ils ont empêchées d'être
n contact avec d'autres sédentaires et notamment avec
'Occident. D'autre part, il s'est produit dans le cours
es siècles une infiltration des nomades, tantôt violente
n cas d'invasions guerrières, tantôt lente dans les
ériodes de paix, mais constante. Cette infiltration a
acilité la pérennité chez les sédentaires d'institutions
'origine nomade consacrées par la coutume et la tradi-
ion si puissantes en pays d'Islam et que l'on retrouve
acilement dans des villes aussi bourgeoises que Fez par
xemple. Nous espérons avoir un jour l'occasion et le
emps d'y revenir plus longuement car peut-être y a-t-il
ans ce fait une des explications essentielles de l'oppo-
ition entre l'Orient et l'Occident.

II. — Effets de l'immigration

Ce puissant courant d'une émigration continue du
Sud vers le Nord devait avoir de nombreuses consé-
quences.

Les bidonvilles

La plus spectaculaire est celle des bidonvilles. Car où
oge cette masse sans ressources, sans intruction, sans
connaissances techniques et plus à l'aise dans les mon-
agnes du Sud marocain ou les plaines atlantiques que
lans les rues de Casablanca ou de Rabat ? Le problème

prit l'administration au dépourvu. Les bidonvilles lui apportèrent une solution.

L'habitat du bidonville est, par excellence, la berraka (baraque en planches), c'est aussi la nouala, et parfois, exceptionnellement, la tente.

Tous ces abris, lorsque l'espace le permet, construits au milieu d'un petit enclos de superficie variable, de vingt mètres à soixante mètres carrés, la zerriba, à moins que les baraques soient serrées les unes contre les autres et forment une sorte de bidonville clandestin qui doit échapper aux regards de l'administration.

La clandestinité ou la précarité de l'habitat des bidonvilles est un de leurs caractères essentiels. Leurs habitants ont toujours la crainte d'être refoulés « plus loin » soit en raison des exigences du plan de la ville, soit parce que l'existence de foyers de maladies contagieuses impose impérieusement un assainissement de leur petite agglomération. Ce caractère d'instabilité explique même parfois les dimensions réduites de la berraka, qui doit être aisément transportable pour se plier à ce que les habitants regardent comme les caprices de l'administration.

La tente est exceptionnelle. Elle attire trop les regards des « chrétiens ». On ne l'observe qu'au delà des périmètres municipaux ou bien lorsque se produisent de grandes poussées de tribus du Sud chassées par la famine quand les familles misérables ont emporté avec elles ce qui restait de leur « maison de poil ». Dès qu'on le peut, on la change pour la berraka ou la nouala, moins provocantes.

La berraka convient aux petits espaces dans la grande ville et elle s'adapte mieux, en raison de sa forme rectangulaire, au habitudes des sédentaires. Mais elle devient vite, une fois aménagée, difficile à déplacer. La nouala de roseaux, au contraire, apparaît comme une stabilisation de la tente à laquelle elle s'apparente encore par sa mobilité, puisqu'on la transporte à bras d'homme très aisément sur des centaines de mètres. C'est d'ailleurs encore l'habitat normal dans les plaines atlantiques : elle fleurira dans les bidonvilles où affluent les arabisés. Tandis que la première règne à Casablanca, la seconde sera à son aise à Fedhala et à Port Lyautey, là où la place est abondante, là où l'on est encore en quelque sorte à la campagne.

La berraka fait l'objet d'une véritable industrie, nous voulons dire d'un artisanat et aussi d'un commerce spéculatif. Elle est construite en bois de caisses, matériaux qui abondent dans les ports. Elle ne possède généralement aucune charpente intérieure. Ses quatre panneaux verticaux, dont deux

nt en pointe pour supporter le toit, généralement en plan-
es, lui aussi, tiennent ensemble grâce à quelques clous. Les
nneaux verticaux formant murs sont enfoncés dans le sol,
d'ailleurs ils pourrissent assez vite. On fabrique aussi des
rraka en fer-blanc, avec des tôles aplaties provenant des
dons minces d'huile ou de pétrole. Mais ces dernières sont
oins appréciées, sans doute parce qu'elles ne font pas
usage et ne sont pas à l'abri des variations de température.
Les maallemin qui fabriquent les berraka les vendent à un
ix variant de cinq à dix mille francs (1948). Celui qui les
hète les transporte sur le minuscule petit terrain qu'il a
ué (zeriba), qui, aux Carrières centrales, par exemple, n'a
ie vingt mètres carrés. L'avantage de cette petite berraka
t que six hommes la soulèvent aisément en raison même de
n poids léger. En cas d'expulsion collective on a encore les
ances de pouvoir emporter sa maison ou de la démonter
sément. Le nouveau propriétaire se hâtera de rendre la
raque habitable : avec amour, il clouera à l'extérieur de
tits morceaux de fer-blanc en guise de couvre-joints. Il
néliorera de son mieux la couverture grâce encore à des
aques de fer, l'idéal étant de la réaliser avec du carton
tumé usagé ou avec de la tôle ondulée. On se protégera du
té de la pluie par un revêtement de mêmes petites plaques
fer-blanc circulaires ou en rectangle, soigneusement redres-
es et aplaties. Ceci explique pourquoi les hommes des
donvilles, en circulant, sont toujours attentifs à recueillir
r la terre pointes, petits objets en fer, boîtes de conserve :
r rien pour eux n'est inutile. Pour le même usage, le carton
tumé, léger et bon marché est très apprécié et on en utilise
s moindres lambeaux. Souvent encore les interstices des
anches sont bouchés avec du papier pour lutter contre les
nts coulis. L'intérieur sera tapissé de papier. Le sol, soli-
ment damé, est souvent recouvert d'un mélange de chaux
ovenant du carbure de calcium (karboun) et de terre, qui
l'avantage de durcir. Dès qu'on le pourra, on construira
ec quelques planches et des roseaux un minuscule enclos à
extérieur, qui servira de cuisine. Le sol encore disponible de
zeriba, s'il en reste, sera réservé à quelques plants de
enthe verte ou même quelques oignons. On y aménagera,
on le peut, une « fosse septique »; si l'on a de la chance,
rsque la nappe phréatique n'est pas loin, on creusera même
puits, qui sera nécessairement contaminé, mais dont l'eau
rvira aux usages externes.

Lorsque les bidonvilles eurent une existence de fait,
administration leur apporta quelques améliorations :

tracé rectiligne des routes, amenée d'eau potable, création d'infirmeries et de services d'assistance sociale, écoles...

La masse des immigrants ne se logea pas toute dans ces agglomérations improvisées. Elle chercha également à se caser à l'intérieur des médinas ou à leurs abords immédiats, dans des quartiers construits en « dur ». Le résultat fut une surpopulation dans les vieilles villes marocaines.

Dans la maison classique, chacune des pièces qui entoure le patio est occupée par une famille entière, quelquefois deux : une simple cloison les sépare ou un rideau. Aussi la tuberculose fait-elle des progrès effrayants et l'état sanitaire est-il meilleur dans les bidonvilles aérés et soumis à l'insolation que dans les vieilles médinas surpeuplées où l'air et le soleil ne pénètrent pas.

La désagrégation de la famille

La famille musulmane ne résista pas à ce malaxage. Elle est en général très patriarcale. Elle le demeure aussi longtemps qu'elle vit dans son cadre traditionnel, tribu ou médina.

Mais la condition prolétarienne fait craquer cette vieille institution. Le mariage se pratique sans cérémonie aucune. Il tient de l'union libre, car inscrit nulle part il pourra se dissoudre sans recours à la justice. La polygamie est rare, mais les polygamies ou polyandries successives sont extrêmement fréquentes. Dans tel bidonville, un enquêteur constate que le nombre des femmes mariées deux, ou plusieurs fois, est à peu égal à celui des femmes qui ne l'ont été qu'une fois. Le nombre moyen de mariages par homme est de deux, quatre; certains hommes s'étant mariés jusqu'à quinze fois. Il en résulte un grand relâchement de mœurs et un accroissement très net de la prostitution.

La situation de la femme évolue non moins rapidement. Venue récemment de la campagne où sa liberté extérieure était grande, elle garde dans les bidonvilles les mêmes habitudes. Elle s'affranchit économiquement par ses occupations extérieures et apporte ainsi des ressources complémentaires à la famille. Elle est domestique ou travaille en usine ou dans des ateliers artisanaux. Elle sort, elle voit, elle observe et se fait sur tout sujet une opinion personnelle. Lorsque quittant le bidonville et s'élevant dans l'échelle sociale elle ira habiter dans la médina, elle n'acceptera plus d'être enfermée dans le harem. Elle conquiert sa majorité. Elle s'affranchit. Moins spectaculaire que le bidonville ou que les soubresauts politiques des pays musulmans, cette transformation du rôle social de la femme est peut-être la révolution la plus considérable qui s'accomplit en terre d'Islam. La femme, chef de foyer, prenant ses responsabilités et organisant sa vie comme il lui plaît, la femme commerçante et tenant elle-même sa boutique : ce sont les faits nouveaux d'une portée considérable.

Une synthèse est encore prématurée

Le livre de M. Montagne apporte de nombreux autres faits que nous ne pouvons évoquer ici, nous contentant d'insister sur les plus saillants.

Mais il est encore trop tôt pour songer à une synthèse :

> Qui nous fera la synthèse de ces villes naissantes ? Que va-t-il sortir de ce nouveau sol d'alluvions ? Qui nous aidera à sentir la conscience encore obscure, élémentaire, qui parfois anime les nouvelles communautés ? S'il est difficile de saisir l'âme d'un petit enfant, combien l'est-il plus encore de connaître l'esprit nouveau d'une société qui n'est pas encore parvenue à la pleine conscience d'elle-même.
>
> C'est qu'en effet, dans les villes prolétariennes, une civilisation rurale vient mourir sous nos yeux. En moins d'une génération s'effondre ou s'étiole l'institution fondamentale

qui la soutenait : la famille patriarcale. Cette cellule initiale qui, sur place, engendrait la tribu, se dissout dans les cités nouvelles sans même que les ménages, désintégrés de l'ensemble, conservent eux-mêmes une vitalité suffisante. Mais le drame véritable réside moins dans cette décadence que dans la lenteur d'une reconstruction sociale, sans laquelle ne peut s'édifier une vraie ville. La création d'une cité nouvelle exige des efforts qui dépassent les forces des immigrants et nous sentons que de longues années s'écouleront avant qu'un ordre durable puisse être vraiment fondé. Nous sommes en présence d'une société urbaine dépourvue d'institutions propres. Les villes vers lesquelles affluent en masse les ruraux, en quête d'un nouveau cadre de vie, ne sont plus les cités traditionnelles de l'Islam peuplées de bons bourgeois, attachés à leurs coutumes séculaires, qui étaient capables d'assimiler, en petit nombre d'ailleurs, des éléments campagnards... Il s'agit ici d'immenses chantiers fondés par l'Occident, selon des plans impérieux et des lois qui sont contraires aux lentes habitudes de l'Islam. Ce sont des villes administratives, dont l'existence obéit à des règlements utilitaires. On ne s'étonnera donc pas que ces agglomérations soient encore, surtout en ce qui concerne la plèbe musulmane, dépourvues d'institutions représentatives et corporatives.

Ce qui semble certain, c'est que le déplacement de ces émigrés du bled vers la ville rend sensible à tous l'unification du pays. L'existence d'un immense territoire où l'on peut partout circuler sans crainte, travailler, gagner de l'argent dans un cadre social et politique nouveau, avive la conscience de l'unité nationale. C'est un fait dont il n'est pas possible de ne pas tenir compte et dont les conséquences, sur le plan politique, sont loin d'être achevées.

III. — Peut-on agir sur l'immigration ?

L'analyse méthodique et consciencieuse du phénomène de l'immigration permet de tirer certaines conclusions qui ne sont pas sans intérêt.

Sous la pression des événements, l'administration s'est

cupée presque exclusivement de ce que l'on appelait
trefois le « Maroc utile », c'est-à-dire, des plaines
antiques. Mais l'autre Maroc, qu'il serait sot d'ap-
ler par contraste le « Maroc inutile », s'est vengé en
versant son trop-plein dans le premier. Il semble néces-
ire et urgent de s'occuper de ce second Maroc davan-
ge qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, et de lui consacrer
plus importants crédits.

Le Sud renferme très probablement des nappes phréa-
ques encore mal exploitées et dont l'utilisation permet-
ait d'étendre très sensiblement les zones de cultures et
développer des cultures riches, telles que le coton. Il
ssède certainement des ressources minières considéra-
es et qui attendent la création d'un fret bon marché
our arriver jusque dans les ports à des prix permettant
soutenir la concurrence.

Il ne semble pas possible de créer de nouvelles lignes
chemin de fer. Mais pourquoi ne pas subventionner
rgement des entreprises de transport par gros camions
leur permettre ainsi d'effectuer des transports bon
arché! Le développement minier retiendrait la main-
œuvre et procurerait un enrichissement non méprisable
régions jusqu'ici déshéritées.

Par ailleurs, une action beaucoup plus intense que dans
passé, doit être menée contre la déforestation et pour
reboisement. Pendant longtemps, l'Administration des
aux et Forêts eut comme idéal de ne rien coûter à
État et de boucler elle-même son budget de recettes et
e dépenses. C'est là une politique à bien courte vue. Le
eboisement devrait être entrepris à travers le Maroc sur
n rythme d'au moins dix-huit mille hectares par an, ce
ui ferait un million d'hectares dans un siècle; chiffre bien
aible pour un pays terriblement déboisé et d'une super-
cie totale égale, à peu de chose près, à celle de la
rance.

Il serait possible également, d'améliorer sensiblement
a vie matérielle des casbahs du Sud. J'ai été frappé en

visitant les vallées du Ziz au sud de Meknès, ou du Dra au sud de Marrakech, de voir les femmes obligées d faire tous leurs transports d'eau pour les besoins domes tiques avec des amphores portées, tantôt sur la tête tantôt sur le dos. C'est très « couleur locale ». Mais n pourrait-on prévoir l'alimentation en eau potable de c casbahs et créer quelques fontaines publiques avec lavoi pour rendre plus facile la rude vie des femmes du Sud

Il faut se rendre compte toutefois, que ce ne seront que des palliatifs. Ils diminueront peut-être, ils n'arrêt ront pas l'émigration vers les villes. Un effort consid rable d'urbanisme et d'accueil doit donc être accomp dans des conditions financières acceptables.

Un effort nouveau d'urbanisme adapté

Jusqu'ici, l'urbanisme s'est efforcé de créer des qua tiers nouveaux conformes à l'antique conception de v des musulmans citadins. Mais cette conception craqu de toutes parts; elle n'est pas adaptée à la mentalité d immigrants.

Tous sont des gens du bled, habitués à la vie du ble et qui ne peuvent s'acclimater que progressivement à vie citadine. Nécessité est donc de créer des cités no velles répondant aux besoins des nouveaux venus. L'ad ministration doit faire preuve à la fois d'imagination d de réalisme social.

La solution paraît être d'aménager, à quelques kil mètres des grandes villes, des quartiers divisés en petit parcelles de quelque trois cents mètres carrés sur le quelles seraient édifiées avec les procédés modernes, d la grande série, un type unique d'habitation se rappr chant de la tente et comportant une pièce et une cuisin entourées d'un jardin. L'utilité de ce jardin serait tr grande. D'abord, l'homme du bled a besoin d'espace serait heureux de faire de menus travaux de cultur Puis, sa présence rendrait inutiles les égouts toujou

très chers à établir. Eaux domestiques et défécations humaines, seraient déversées dans chaque jardin dans les fosses appropriées et simples dont le contenu servirait l'engrais. Cent hectares permettraient de construire trois mille de ces logements, et en conséquence, d'abriter trois mille familles, soit une dizaine de milliers de personnes.

Ces quartiers prévus très extensibles, par tranches de cent hectares, seraient aménagés simplement, mais avec l'indispensable : rues goudronnées, électricité, fontaines publiques assez nombreuses, marchés, infirmeries et service d'assistance sociale, terrains de sports dont sont très friands les Marocains. Les écoles professionnelles élémentaires seraient multipliées, car il faut de toute urgence mettre un métier entre les mains de ces nouveaux venus. Si les éléments arabes des plaines atlantiques s'adaptent difficilement aux diverses techniques, par contre les Berbères sédentaires les assimilent beaucoup plus facilement. Placés auprès d'une voie ferrée, ces nouveaux quartiers seraient reliés à la ville par des trains de banlieue qui chaque matin déverseraient leur peuple de travailleurs pour les reconduire chez eux le soir. Ils seraient considérés comme *quartiers de transition*. Peu à peu, ceux de leurs habitants qui s'habitueraient au rythme de la vie citadine et trouveraient un emploi stable et rémunérateur viendraient habiter dans les villes à proximité de leur travail.

En même temps, il faudrait entreprendre un effort de décongestion de Casablanca. On a laissé se construire et se développer librement cette ville immense autour de son port sans réfléchir aux conséquences multiples, entraînées par ce développement sur le plan social, politique et financier. Peut-être serait-il temps d'obliger les industries nouvelles à se créer loin de la ville, de les aider à financer un effort de logement de leur personnel, et d'envisager la création de nouveaux moyens de transport.

Il ne semble pas que cet ensemble de mesures entraîne des dépenses disproportionnées avec les ressources du Maroc d'autant plus qu'il pourra s'échelonner sur une dizaine d'années. Si en cet espace de temps, on arrivait à résoudre une partie des problèmes posés actuellement par l'immigration, un immense pas serait accompli vers le développement harmonieux du Maroc et son intégration dans le monde moderne. Cette intégration se fera problablement plus facilement par son prolétariat à la recherche de conditions de vie nouvelles que par sa bourgeoisie traditionnelle et citadine, attachée surtout au passé. Il est de toute urgence de faciliter à ces nouveaux prolétaires l'accès à une vie vraiment humaine, si l'on ne veut pas les voir sombrer dans le communisme et nous créer de durs et pénibles réveils.

PRÉSENCE CHRÉTIENNE AU MAROC

S. Exc. Mgr Lefèvre, vicaire apostolique, a adressé aux prêtres du Maroc une remarquable lettre sur les obligations incombant aux chrétiens dans ce pays. Cette lettre n'était pas destinée, primitivement à la publication. Mais un journal parisien l'ayant publiée, nous avons obtenu l'autorisation de la communiquer à tous nos lecteurs. Il va de soi que Mgr l'évêque ne prend ici position que sur le plan spirituel et théologique qui est de son ressort :

La coexistence au Maroc de plusieurs populations d'origine et de culture diverses, disposant, chacune, de moyens de progrès très inégaux, douées de dynamismes orientés très différemment les uns des autres, impose, à chacun de ces groupes, des obligations de service mutuel et de collaboration.

Au Maroc s'ajoute le fait de la coexistence de deux pouvoirs politiques et administratifs : le pouvoir chérifien et le pouvoir français. Ils ont à guider et à harmoniser les diverses populations marocaines, pour le bien de chacune d'elles, et de toute la collectivité.

Cette situation complexe, et le fait que l'importante mino-

ité française est, à la fois, l'élément de progrès économique
e plus vigoureux et le soutien de fait du pouvoir politique et
dministratif français, impose aux chrétiens des obligations
récises que le représentant de l'Église tient à rappeler.
Les chrétiens qui, en majorité, sont des Français, doivent
avoir clairement quels sont leurs titres à vivre au Maroc et
uels devoirs leur présence dans le pays chérifien leur impose.

Trois titres peuvent justifier leur installation dans ce pays :
a) *La loi humaine d'hospitalité*, qui permet à tout homme
e vivre dans le pays de son choix, à condition qu'il respecte
ntégralement les lois qui en garantissent le développement
umain, culturel et économique.
b) *La mise en valeur des biens matériels* de ce pays. Les
iens matériels sont, en effet, destinés à tous les hommes, et
eur exploitation n'est qu'un moyen d'en assurer le meilleur
endement. Un peuple plus actif peut, dès lors, prendre en
harge les intérêts économiques d'un pays sous-développé, de
açon à en faire profiter, d'abord, les possesseurs de ce sol,
nsuite la communauté humaine tout entière. Mais à une
louble condition :
— Que le premier possesseur ne soit pas frustré de ces
iens de possession.
— Qu'il profite largement de l'enrichissement général
ésultant de cette prise en charge, qui, sous sa forme poli-
ique, n'est pas destinée à durer éternellement. La présence
l'un peuple plus actif, sur le territoire d'un autre, moins
léveloppé, ne se justifie, politiquement, en effet, que par des
nécessités pédagogiques : une éducation tend, naturellement,
à faire accéder à l'âge adulte ceux que l'on aide à grandir.
c) *Le désir de faire participer ce peuple à la vie spirituelle*,
que Dieu a voulu nous donner, à nous, dès notre baptême,
mais, sans prosélytisme agressif, par l'exemple d'un compor-
ement authentiquement chrétien. Il ne s'agit là que de la
« présence chrétienne », cette présence que demandait à des
aïcs chrétiens, assez généreux pour le rejoindre, le P. de Fou-
auld qui voulut, le premier, partager la vie des indigènes de
l'Afrique du Nord, afin d'être, parmi eux, le « frère uni-
versel » qui priait, aimait, au nom du Seigneur Jésus.

L'établissement de trois cent cinquante mille Français au
Maroc ne se justifie que par l'une ou l'autre de ces raisons,
ou par toutes ensemble :
— hospitalité accordée par le peuple marocain;
— mise en valeur, au profit des populations indigènes, d'un
territoire encore insuffisamment développé;

— présence chrétienne.

La première attitude du chrétien sera donc une attitude de reconnaissance envers ceux chez qui nous vivons et pour qui nous déployons cette belle activité contructrice, dont nous sommes fiers.

En échange de cette hospitalité, nous devons donner ce que nous avons de meilleur :

— Dans le domaine temporel, ce sera précisément la mise en valeur du pays.

— Sur le plan spirituel, ce sera notre vie intérieure qui nous oblige à chercher d'abord le Royaume de Dieu, croissant, parmi toutes les nations, jusqu'à sa plénitude, qu'accomplira et transformera en cité céleste le dernier jour; le reste nous sera donné par surcroît. Et, pour chercher le Royaume de Dieu, il nous est commandé, par le Christ, de penser aux autres avant de penser à nous-mêmes.

Notre présence n'ayant de sens que si nous contribuons à mettre en valeur, au profit de ceux chez qui nous sommes installés, les riches territoires que Dieu leur a donnés en partage, sans renoncer toutefois aux bénéfices que nous pouvons, légitimement, en retirer nous-mêmes, il en résulte, à un titre très spécial, l'obligation pour nous d'être spécialement attentifs aux devoirs de JUSTICE.

Toute modification sociale, technique ou économique, résultant de notre présence et de notre activité, a pour conséquence une plus grande exigence de ce progrès.

Si donc nous n'observons pas attentivement les conditions de vie de notre prochain, de nos voisins, de nos ouvriers en particulier, nous risquons de commettre ou de laisser commettre des injustices qui, un jour, pourraient se retourner contre nous.

Nous n'avons pas le droit de frustrer le premier possesseur de ses biens de production. Si nous l'avons fait, nous sommes tenus à restitution. S'il n'est pas matériellement possible de les remettre à leur ancien possesseur, il faut au moins que ce dernier puisse retrouver une capacité de production équivalente.

S'il y a des capitaux industriels ou commerciaux qui doublent ou triplent en quelques années, non seulement par le jeu de la rente, mais parce que le travail des ouvriers est insuffisamment payé, ceux-ci ont alors droit à recouvrer cet accroissement de capital, réalisé, en partie, par les privations qui leur ont été imposées.

Si les salaires habituellement payés aux ouvriers marocains, surtout agricoles, sont insuffisants, l'injustice qu'implique ce taux inférieur est incompatible avec la loi divine. L'entreprise

t, avant de distribuer les intérêts du capital et d'en assurer nortissement, donner à ses ouvriers ce qui est nécessaire ur vivre décemment et élever leur famille.

Je n'ai pas à entrer dans les formules de rémunération qui vent tenir compte d'un souci éducatif, à l'égard d'une oulation ouvrière encore inadaptée au régime généralisé du ariat : à chacun d'en trouver les modes correspondant aux soins des salariés et de la communauté de travail.

Dans les nouvelles structures économiques et sociales, que volution du monde moderne impose à la population ouvrière agricole du Maroc, il importe qu'une certaine part de res-nsabilités soit laissée, progressivement, aux collaborateurs ligènes du patronat français. La prolétarisation généralisée pays serait inhumaine, l'exposerait à devenir victime de ctrines subversives, et le conduirait à la ruine.

Notre idéal chrétien exige davantage encore. Du fait que tre présence apporte à la société marocaine de nouvelles çons de penser et d'agir, et, pour ainsi dire, l'aide à accéder sa majorité, nous devons, de tout notre pouvoir, compenser i risque de déviation et d'oubli des traditions respectables de culture indigène, par un effort d'adaptation, de notre part, cette culture. Nous devons, personnellement, chercher à ous imprégner de ce qu'elle a de parfaitement humain et compatible avec notre christianisme.

Ce n'est pas là renier nos traditions familiales et natio-ales, mais simplement veiller à ne pas déraciner, par un goïsme inconscient, une population que nous devons aider vivre, à grandir, et à trouver son originalité.

Collectivement, nous devons apporter l'aide de nos techni-ues culturelles modernes au développement de ce qui est roprement marocain. Nous avons le sentiment de donner eaucoup et d'apporter grandement. N'aurions-nous rien à ecevoir du peuple, si riche par bien des côtés, au milieu uquel la Providence nous a appelés à vivre ?

La conjoncture présente nous impose de travailler, ces nois-ci, dans une Afrique du Nord secouée par la fièvre. 'orage gronde partout, et des frémissements agitent ces pays ui, ici ou là, déchaînent brusquement de grands remous, ux conséquences imprévisibles.

Notre premier devoir est de rester calme, maître de soi, de a sensibilité, de ses nerfs. Tout geste inconsidéré ou mal ontrôlé peut avoir des conséquences désastreuses.

Plus que jamais, l'idéal de justice et de charité doit être le ôtre. Nous n'avons pas le droit d'être des partisans, et nous ne devons jamais oublier que, appelés à être les témoins du Christ, l'amour de TOUS nos frères rachetés par son Sang

divin est et demeure notre grande règle de conduite : « Aimez-vous les uns les autres; c'est à ce signe que l'on reconnaîtra que vous êtes mes disciples. »

Jamais le chrétien n'est dispensé de ce commandement-là en qui tous les autres se résument.

Ensuite, nous nous souviendrons que l'Église fait à ses enfants l'obligation d'obéir au pouvoir politique établi dans une société. Ce pouvoir vient de Dieu.

Au Maroc, deux pouvoirs coexistent : un pouvoir propre à la société indigène, et un pouvoir de soutien venu de l'extérieur. Nous devons, tant qu'il n'est évident qu'une faute ou une injustice nous est commandée (car nous n'avons jamais le droit d'accepter ou de couvrir une injustice, quelle qu'elle soit, d'où qu'elle vienne), obéir à chacun de ces pouvoirs. Il y aurait injustice à leur refuser obéissance.

Par ailleurs, sans aucunement pactiser avec les doctrines de haine qui inspirent trop souvent des revendications brutales, nous saurons reconnaître tout ce que certaines revendications peuvent contenir de juste et de fondé.

Le chrétien doit, selon le mot de saint Paul, rechercher et aimer la justice, où qu'elle se manifeste. Rien n'est plus difficile, en période de crise, que cette objectivité et cette sérénité. C'est pourquoi il nous faut beaucoup prier, et, dans l'agitation même, demeurer dociles au Saint-Esprit.

Il est plus urgent que jamais que les chrétiens du Maroc règlent leur conduite sur l'Évangile et mettent au premier rang de leurs préoccupations le don de soi aux autres. Par là leur vie spirituelle rayonnera sur les populations dont ils sont les hôtes et les aideront à se développer, selon le plan de Dieu, qui veut que son Règne arrive, chez nous, comme sur toute la terre. Il faut donc qu'ils aient pour ces populations respect, estime et amour, avec le courage et la calme énergie que demande les difficultés de l'heure.

AMÉDÉE LEFÈVRE,
vicaire apostolique.

Ce document a été préparé par le *Centre d'Informations Catholiques*, à partir d'un texte de notre collaborateur Paul Buttin.

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant :* G. CHIFFLOT
D. L., 1er trimestre 1953. — Imprimeur, n° 910.
N.M.P.P.